

18^e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - OCTOBRE 1974

PUBLISHED QUARTERLY - OCTOBER 1974

N° 64

Le numéro : 6 F - Belgique : 60 FB - Italie : 900 Lires - Suisse : 4 FS

Price per copy : U.K. : 60 p. - U.S. and Canada : \$ 1.25

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
THEORETICAL REVIEW OF THE INTERNATIONAL COMMUNIST PARTY

SOMMAIRE / CONTENTS

● L'heure des petits-fils de Staline	1
● The Historical Path of British Labourism	19
● Cours de l'impérialisme mondial	27
● Marx - British Commerce	46
● Marx - Le commerce britannique	47
● Sur le fil du temps : Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes	58
● Les lauriers de la social-démocratie autrichienne : Otto Bauer ou la révolution chez les autres	77
● The International Communist Party — Some Publications of the ICP	85

WHAT DISTINGUISHES US :

is the assertion of the line which goes from the Communist Manifesto to the Russian October Revolution and the foundation of the Communist International; the struggle against the degeneration of Moscow, the rejection of Popular Fronts and of the Resistance blocks; the difficult task of restoring the revolutionary doctrine and organization in connection with the working class, against personal and parliamentary politics.

CE QUI NOUS DISTINGUE :

la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

L'heure des petits-fils de Staline

Ce n'est pas un hasard si en France, mais surtout en Italie, la classe dominante s'interroge, avec une absence de préjugés qui nous ramène d'au moins trente ans en arrière, sur l'opportunité de faire participer aux responsabilités du pouvoir les héritiers pseudo-communistes de Staline, non seulement de façon indirecte comme cela se fait déjà par de multiples canaux, mais directement. Ce n'est pas non plus un hasard si dans la pratique cette réflexion part de l'expérience portugaise et des perspectives d'expérience grecque et espagnole.

Tout crise non superficielle ni limitée — et celle que le monde capitaliste est en train de subir offre, semble-t-il, tous les symptômes d'une crise longue et profonde — repose à nouveau la question : qui tiendra en bride les masses travailleuses ? Comme l'écrivait *Le Monde* (à propos, non seulement des symptômes de réveil de la lutte prolétarienne de classe, mais aussi du malaise de la petite-bourgeoisie urbaine et paysanne tourmentée à la fois par l'inflation et par les mesures anti-inflationnistes) pour justifier la thèse de la « crédibilité » croissante des nationaux-communistes et de la nécessité urgente de la prendre en sérieuse considération : « Sur quels troubles sociaux et quels désarroi politiques pourrait déboucher une telle évolution, si elle n'était enrayée ? » (1).

Tous les pays capitalistes avancés n'ont pas la chance d'avoir un Labour Party capable de leur offrir d'une main le sauvetage des industries en péril et le renflouement par les capitaux publics de celles qui n'arrivent pas à soutenir la concurrence du marché mondial, et d'imposer de l'autre aux Trade Unions, et par leur intermédiaire aux ouvriers, de renoncer « volontairement » à avancer des revendications « irresponsables », tout en les intéressant à l'administration de la *United Kingdom Company Ltd.* Tous

(1) *Le Monde*, 1-8-1974.

ne peuvent pas se permettre de parler comme Wilson d'une « nation unie » qui, précisément parce que c'est à l'existence d'un gouvernement travailliste qu'elle doit son « unité », peut et doit exiger « des sacrifices de nous tous : de l'ensemble du mouvement syndical [premier visé par les sacrifices dans la mesure où il embrasse la très grande majorité des salariés] ; des divers syndicats particuliers [allusion transparente aux perfides *Unions* qui rongent leur frein, sinon toujours au sommet, du moins à la base] ; des puissants groupes industriels et des sociétés multinationales ; des non moins puissants groupes financiers ; des intérêts et droits acquis de toutes sortes, qui doivent maintenant accepter d'être responsables envers la société tout entière » (2). Tous les pays capitalistes n'ont pas la chance d'avoir toute prête une social-démocratie à la Brandt-Schmidt qui, partant de la *Mitbestimmung* (cogestion) ouvrière dans les entreprises et contrôlant les masses travailleuses au moyen de son gigantesque appareil, s'élève par degrés jusqu'à la *Bestimmung*, la gestion tout court de la politique économique et sociale de l'Allemagne.

Mais la bourgeoisie de tous les pays garde dans sa « mémoire de classe » l'image toujours vivante, jalousement tenue en réserve, de l'épreuve critique du premier après-guerre qu'elle réussit à surmonter parce qu'elle sut *in extremis* appeler aux commandes les Scheidemann et les Noske, ainsi que du second après-guerre qu'elle traversa sans aucun problème parce que les nouveaux puissants du monde avaient, *avant même* d'avoir remporté la victoire sur tous les fronts, coopté les Thorez et les Togliatti au gouvernement. En mars 1919 le colonel House, bras droit du président Wilson, écrivait dans son journal de la conférence sur la paix : « Le bolchévisme gagne du terrain partout [...] : nous sommes assis sur une poudrière, et une étincelle peut la faire sauter d'un jour à l'autre » (3) ; mais un an plus tard, le front capitaliste mondial pouvait constater avec soulagement que les Scheidemann-Noske des différents pays qui s'étaient trouvés à l'épicentre du cyclone de l'après-guerre avaient rempli leur tâche avec la plus grande efficacité : ils avaient « modéré » le prolétariat d'abord, puis l'avaient écrasé par la force, dans la ligne de la déclaration d'Ebert qui, prévoyant que la révolution sociale était inévitable si le Kaiser n'abdiquait pas, avait déclaré sans ambages en octobre 1918 : « Je ne veux pas la révolution : je la hais comme le péché ». En 1945 par contre, quand les vainqueurs de la seconde guerre mondiale réunis à Postdam se disputaient âprement le butin et se préparaient à prolonger la guerre chaude en guerre froide, ils étaient loin — grâce à l'œuvre du stalinisme — de se sentir sur une poudrière *sur le plan social* ; et si Harry Hopkins avait tenu un journal

(2) *The Times*, 6-9-1974. Dans son discours au congrès du T.U.C., Wilson a également rappelé aux syndicats les plus agressifs (et ce non du fait de leurs dirigeants, mais parce qu'ils regroupent les secteurs les plus inquiets, donc les plus « irresponsables » du prolétariat anglais) que « l'abus du pouvoir... peut détruire la société qui l'a créé ». Le Congrès s'est à son tour chargé d'en « discipliner » certains en appelant leurs dirigeants, « communistes » y compris, à faire partie des instances suprêmes du mouvement syndical organisé.

(3) Cité dans Carr, *The Bolshevik Revolution*, Penguin Books, vol. 3, p. 135.

comme son homologue de 20 années auparavant, il aurait pu y noter avec joie : « Le bolchevisme ne montre même pas le bout du nez ; dormons sur notre lit de plumes ; aucune étincelle ne peut y mettre le feu ».

La bourgeoisie n'oublie pas qu'on en est arrivé là à l'issue d'un cours historique *pour elle* glorieux, dont la victoire du « socialisme dans un seul pays » sur l'internationalisme prolétarien a été la première étape ; après que le mouvement communiste international et son pilier le parti bolchévik eussent été détruits par la violence ou étouffés peu à peu, ce cours a vu les premiers fronts populaires du stalinisme ligoter la classe ouvrière en dangereuse ébullition pour la livrer désarmée aux coups du franquisme en Espagne, de la seconde boucherie impérialiste en France, et ouvrir ainsi la voie aux fronts nationaux de la résistance, puis de la reconstruction. La bourgeoisie sait, et les événements qui ont eu lieu ou se préparent dans les maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste le lui confirment, qu'une aggravation de la crise et de la tension sociale imposerait quelque chose de plus que les fronts populaires du type 1934-1936 : ce quelque chose, seuls des partis bien plus profondément enracinés dans les masses que la vieille social-démocratie anémique, des partis traînant tout un bagage de « compromis historiques » en guise de « voies nationales au socialisme », pourraient l'apporter.

Alors, se demande la bourgeoisie éclairée, pourquoi pas ?

**

Il serait lassant de suivre tous les méandres du débat qui s'est ouvert sur ce thème dans les milieux bourgeois depuis que — avec un flair et un sens de l'à-propos remarquables — *Le Monde* du 1^{er} août, partant de faits matériels tels que la participation des « communistes » au gouvernement des militaires au Portugal, la constitution d'un front de réconciliation nationale allant de Serer à Carrillo comme héritier putatif du franquisme en Espagne, et l'appui total des P.C. à Caramanlis en Grèce, concluait : « Au-delà des diversités de situations d'un pays à l'autre, une constatation s'impose au stade actuel : la crédibilité politique des communistes d'Europe occidentale ne cesse d'augmenter, leur aptitude à gouverner est de plus en plus reconnue ».

La bourgeoisie française avait en effet commencé à la reconnaître avant l'été, en lançant son projet de « statut de l'opposition » et en invitant Mitterrand et Marchais à venir régulièrement à l'Élysée parler, entre hommes d'Etat, des grands problèmes de l'heure. A la rentrée les choses ont commencé à se préciser avec la réponse favorable de deux anciens ministres UDR aux appels inlassablement lancés par Marchais : début septembre, Charbonnel déclare que « l'ouverture du gaullisme à la gauche et de la gauche au gaullisme... paraît aujourd'hui correspondre à l'attente de la société française et à l'intérêt de chacun des partenaires », et pousse la coquetterie jusqu'à utiliser le vocabulaire même du PCF : « des points

de convergence existent de longue date : la recherche de la paix, de la coopération, de l'indépendance nationale, de la participation, la lutte contre les féodalités de toute nature sont des objectifs permanents du gaullisme en qui la gauche peut aisément se reconnaître » (4).

Le surlendemain, Marchais lui répond au Comité Central du PCF : « Les communistes ont combattu bien des aspects de la politique soutenue par les gaullistes. Mais les uns et les autres se sont trouvés côte à côte dans des combats essentiels pour l'indépendance et la dignité de la France. C'est de cela qu'il s'agit à nouveau. C'est pourquoi ils peuvent ensemble se retrouver dans une large alliance qui se donne pour but d'assurer l'unité, la prospérité, la grandeur et le rayonnement de la communauté nationale. Le Parti communiste considère le rapprochement avec les démocrates et patriotes gaullistes comme une des questions déterminantes de la réalisation de l'union du peuple de France » (5).

Quinze jours plus tard, Léo Hamon précise sans ambages : « Il faut parler sérieusement [...] les communistes représentent un peu plus du cinquième de l'électorat français, dont plus de la moitié a accepté l'alliance avec eux. Et puis il ne faut pas rêver : on ne séparera pas les socialistes des communistes et on ne mènera pas sans eux une politique de gauche. Alors *il faut faire avec eux — mais naturellement, pas seulement avec eux* — le large rassemblement populaire français dont je viens de parler » (6). Ainsi la bourgeoisie française prépare-t-elle, lentement car elle ne sent pas encore la morsure de la crise comme son homologue transalpine, mais sûrement, ses cartes de rechange.

En Italie, les choses vont plus vite. Le même article du « Monde » citait une déclaration de M. Aurelio Peccei, le président du fameux Club de Rome, à la revue *Europolitique* : « *D'un point de vue strictement européen, nos communistes sont sans doute meilleurs que nos chrétiens-démocrates* ». Et le même Peccei poursuivait, après avoir déploré l'« inaptitude » des dirigeants en Europe : « *Je pense qu'en Italie un homme comme Berlinguer peut beaucoup plus facilement que n'importe quel leader non socialiste du pays fixer à l'Europe des objectifs suffisamment vastes, modernes et à long terme* » (7).

(4) *Le Monde*, 5-9-1974.

(5) Compte rendu de *L'Humanité*, 11-9-1974.

(6) *Le Nouvel Observateur*, 23-9-1974.

(7) Passons de la sphère élevée des considérations politiques et morales au vil terrain des considérations financières. En parlant d'un possible prêt communautaire à l'Italie, le commissaire de la CEE, Altiero Spinelli, qui avait sous les yeux les preuves d'européisme fournies entre autres par Berlinguer et Amendola, a déclaré le 1^{er} octobre à Bruxelles : « *les sacrifices que les masses devraient nécessairement consentir par suite des conditions économiques posées par la CEE pour l'obtention du prêt envisagé, ne pourront être acceptés en Italie que si le PCI fait partie, d'une manière ou d'une autre, de l'équipe gouvernementale* » (*La Stampa* du 2-10) ce qui, selon le quotidien turinois, « a sa propre logique ; mais sans doute, l'appui des syndicats a aussi la sienne, encore plus irrésistible ».

Depuis lors, en Italie — la chose est intéressante parce que parmi les grands pays capitalistes européens, elle occupe le bas de l'échelle — le thème de la « rencontre » possible avec le P.C.I. est devenu le pain quotidien des partis, des journaux, des hommes politiques et des chefs d'entreprise. En fait, un processus — favorisé et accéléré par la récession économique, mais commencé depuis plus longtemps — est en cours depuis un an au moins pour transposer, par l'intermédiaire des syndicats (eux-mêmes sollicités par les partis dont ils se réclament), les conflits sociaux sur le terrain du *dialogue* ou, selon les caprices de la mode terminologique, de la *confrontation* avec le gouvernement et le patronat. A la base de ce processus, un critère qui s'harmonise parfaitement avec la pratique des syndicats « tricolores » et dont, pour prendre un exemple récent, un organe typique de la bourgeoisie industrielle éclairée comme le *Corriere della Sera* s'est fait le porte-parole. Il s'agit de « demander aux travailleurs de collaborer avec le gouvernement et les industriels pour faire face aux problèmes complexes posés par l'inflation combinée avec la récession » en partant du principe que « sans une entente avec les représentants des travailleurs, les possibilités de contrôler la situation sont pratiquement nulles » (8), et en feignant de découvrir ce que la bourgeoisie intelligente savait depuis longtemps, mais qu'elle n'avait pas intérêt à dire dans une phase de *boom* économique : à savoir que « même la gauche [il s'agit bien entendu de la « gauche » de l'éventail parlementaire ; or quelle « gauche » peut se vanter de contrôler les travailleurs aussi bien que le P.C.I. ?] s'efforce de perfectionner le système, de le modifier même en profondeur [rien de moins !], de le rendre sensible aux revendications des couches les moins favorisées : non de le renverser dans un abîme d'inconnues irrationnelles et irréalistes » (9).

Ces déclarations prennent tout leur relief après la décision — plus que prévisible pour nous et, osons-nous supposer, pour les bourgeois les moins obtus — prise par la fédération syndicale unitaire C.G.I.L.-C.I.S.L.-U.I.L. d'inaugurer ce qui aurait dû être un soi-disant « automne chaud » en rouvrant la « confrontation » avec le patronat et le gouvernement sur le thème du « nouveau modèle de développement », de façon à « bloquer toute « fuite en avant » ou toute initiative isolée visant à des améliorations de salaire » (10) ; aux salariés sera tout au plus offerte la maigre compensation d'une « correction de l'échelle mobile », et les grèves ne seront pas autorisées (et donc encore moins organisées par les syndicats) avant la

(8) *Corriere della Sera*, 4-9-1974. Ajoutons qu'en présentant un plan d'absorption des ouvriers en surnombre dans « des programmes d'infrastructure destinés à accroître la dotation de biens sociaux », Agnelli, administrateur délégué de Fiat, renchérisait dans *l'Espresso* du 13-9 : « On ne peut rien faire de sérieux, quand le travail de centaines de milliers de travailleurs est en jeu, sans l'accord du parti communiste ».

(9) *Corriere della Sera*, 3-9-1974.

(10) Interview de Storti à la *Stampa*, 6-9-1974 (Storti est secrétaire de la C.S.I.L., confédération syndicale d'inspiration démocrate-chrétienne).

mi-octobre. Si ce n'est pas là une autolimitation *volontaire* à la Wilson, nous voulons bien être pendus !

Dans ce contexte, seuls les naïfs ont pu s'étonner du rappel à l'ordre infligé au ministre De Mita (démocrate-chrétien de centre-gauche), qui avait affirmé avec une louable candeur que « le nœud de toute la politique italienne, c'est la présence et le rôle du P.C.I. dans la vie démocratique du pays » et que « si le P.C.I. collaborait à la fondation d'un *nouveau mécanisme constitutionnel* en renonçant à ses anciennes attaches [qui *ne sont plus*, a-t-il ajouté, idéologiques, mais concernent uniquement la politique extérieure], on pourrait même discuter d'une *alternative démocratique dans la gestion du pouvoir* : chemin difficile, mais *inévitable* ». Les naïfs ont pu s'en étonner car le compère et contradicteur le plus direct de De Mita, Fanfani (secrétaire général de la démocratie-chrétienne), s'il a sans doute exclu *pour l'instant* la collaboration gouvernementale avec le P.C.I. (question qui n'a d'ailleurs pas été classée, mais déferée au Congrès démocrate-chrétien), s'est cependant lui-même placé sur ce chemin « difficile mais inévitable » en souhaitant l'appui des « forces sociales capables non seulement d'avancer des propositions permettant d'enrichir les solutions recherchées, mais de coopérer à la réalisation des projets gouvernementaux approuvés par le Parlement » (11). D'autre part, ce n'est un secret pour personne (et le document des groupes parlementaires communistes de la Chambre et du Sénat (16 août) l'a confirmé) que les fameux décrets « anti-conjoncturels » du gouvernement de centre-gauche, dont les prolétaires italiens ont à peine commencé à goûter les délices, sont nés « au cours d'une action complexe, dans un esprit *unitaire*, et avec la *volonté de rechercher sans préjugés les plus vastes convergences* », c'est-à-dire grâce à une collaboration paragouvernementale *effective* du P.C.I. Comme le dit un vieux dicton social-démocrate, on n'est jamais tant au gouvernement que lorsqu'on n'y est pas (et qu'on lui donne, évidemment, un généreux coup de main) !

Nos naïfs ont pu s'en étonner plus encore après l'hommage *unanime* rendu, à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort, à Palmiro Togliatti, à son « retour », à la validité de son « enseignement » : n'ont-ils pas en effet entendu à cette occasion son successeur Berlinguer réaffirmer au nom de son parti qu'il avait « conscience de l'*objectif national suprême* » : préparer « le plus rapidement possible » et « avec la plus grande vigueur » une « issue positive, démocratique et durable à la crise qui frappe et paralyse le pays, au moyen d'un profond renouvellement dans les structures

(11) Editorial de *Il Popolo* du 31-8-1974. En « économiste » de métier, Fanfani arrive à cette conclusion avec en vue la nécessité de sauvegarder le processus d'accumulation élargie ou, dans son langage, « la règle qui veut qu'on obtienne un produit global supérieur à l'ensemble des coûts nécessaires à sa réalisation ». Mais que veulent d'autre la C.G.I.L. et le P.C.I., avec leur « nouveau modèle de développement » fondé sur les *investissements productifs* et sur l'élimination des « goulots d'étranglement » et des rentes *parasitaires* ?

et les orientations de l'économie, dans la vie de l'Etat, dans les rapports politiques, dans les valeurs qui guident la société», ce dernier objectif n'étant lui-même réalisable que grâce à « une politique de vastes convergences et de vastes alliances démocratiques, fondée sur la reconnaissance et sur le respect plein et entier des valeurs qui inspirent toutes les forces sociales et politiques et tous les courants de pensée qui peuvent concourir à la renaissance et au progrès de la nation » ? (12) ; cette politique est semblable à celle qu'ont tenacement poursuivie à partir de Togliatti tous ceux, grands pontifes ou humbles militants, qui ont vécu toute la trajectoire contre-révolutionnaire qui va des « fronts populaires » aux « comités de libération nationale » puis aux gouvernements tricolores de l'immédiat après-guerre, sans parler de la phase qui vit l'affirmation, la consolidation et le triomphe à Moscou du stalinisme et, en Allemagne, la montée pacifique des chemises brunes au pouvoir.

La vérité c'est que si les bourgeois semblent s'affronter dans ce duel oratoire, c'est sur les délais de l'opération : ce n'est pas sur son *issue*, encore moins sur sa *nécessité*, à plus ou moins long terme (13). Et les bourgeois savent que leurs partenaires brûlent de reprendre leur place de coursiers fougueux mais disciplinés dans les brancards du char national, parce qu'ils s'y sont préparés dès le jour où ils en ont été chassés ; mieux, parce qu'ils y sont *destinés* de par leur nature même d'agents de la contre-révolution.

**

« Du Portugal à la Grèce, les événements vont vite depuis quelques mois » écrivait *Le Monde* dans son article sur la crédibilité croissante des P.C. européens. Il n'avait pas tort.

Portugal. Le 25 avril, sous la pression de l'épuisante guerre coloniale menée contre les « rebelles » de couleur du Mozambique et de l'Angola, le château de cartes du corporatisme salazariste s'effondre : pour le balayer, il suffit du déploiement des forces blindées d'une armée devenue hostile par lassitude de se battre et de pourrir dans des terres lointaines. Le passage de la dictature à la démocratie par l'intermédiaire de la métamorphose, toute temporaire, du général de Spinola, ancien volontaire franquiste, ancien pro-hitlérien, ancien massacreur de guérilleros noirs, en président-gentleman policé et libéral (jusqu'à quand son successeur Da Costa Gomes

(12) *L'Unità*, 25-8-1974.

(13) L'opportunisme le sait bien : Amendola déclarait à *La Stampa* du 11 septembre : « Les stratèges qui établissent de nouveaux rapports avec nous ont peut-être envisagé des échéances trop lointaines ; les choses mûrissent rapidement. L'attitude à notre égard a changé [...]. Aujourd'hui on ne nous demande plus si nous irons au gouvernement, mais quand, comment nous irons, et pour quoi faire. Ce n'est plus une question de principe. C'est pourquoi c'est la force des faits qui s'imposera ».

restera-t-il fidèle à cette image ?) est rapide et sans problèmes. C'est avec la même rapidité, la même facilité, que le Parti Communiste Portugais se transforme d'abord — pour reprendre les paroles du socialiste Soares — en un « parti de Portugais comme nous », qui aspire à prendre sa place dans un « vaste front populaire comprenant également des libéraux et des catholiques », et qui célèbre « l'unité la plus solide des forces démocratiques (...) par l'alliance des forces populaires et des militaires démocrates et libéraux », contre l'aventurisme de gauche qui menace « d'ouvrir un chemin facile à la répression et de freiner le processus d'union du peuple et des forces armées » (14) ; puis, quelques jours plus tard, en un parti de gouvernement participant au ministère de coalition nationale en la personne de son secrétaire général Cunhal.

Il est temps : les ouvriers portugais, qui « jouissent » du salaire le plus bas d'Europe, donnent des signes d'agitation ; des usines textiles aux chantiers navals, des mines aux aciéries, ils ont la scandaleuse indécatesse de « vouloir tout, tout de suite : les quarante heures, le salaire minimum à 6.000 escudos [sous le second gouvernement démocratique, celui présidé par Gonçalves assisté du « communiste » Cunhal et du social-démocrate Soares, ils devront se contenter de 3.200 escudos !], l'assistance médicale gratuite, la retraite à 60 ans » (15). La réponse, seul un ministre « communiste » pouvait la donner : « il faut garder son sang-froid », « il faut se garder de dramatiser [!!!] excessivement les revendications », « il faut être vigilants contre ceux qui exaspèrent intentionnellement les justes aspirations des ouvriers, et font pression afin que l'on proclame des grèves non nécessaires » (16). Il est temps : dans la métropole, les cas de désertion et de refus du service militaire se multiplient. Réponse que seul un parti de gouvernement bourgeois *mais à base populaire et ouvrière*, pouvait donner : « Les déserteurs et les insoumis doivent regagner immédiatement leurs régiments (...). L'afflux de 200.000 jeunes gens ayant refusé de participer aux guerres coloniales renforcerait la possibilité de renouvellement démocratique et la vigilance des forces armées contre toute tentative de revanche fasciste ». La « clé de la victoire définitive » n'est-elle pas l'alliance avec le « courant révolutionnaire démocratique » (17) représenté par l'armée ? Il est grand temps : les colonies veulent l'indépendance *tout de suite*, ce qui signifie la séparation irrévocable d'avec le Portugal et l'expulsion des vampires euro-américains qui se nourrissent de leur sueur et de leur sang. Réponse que seul un gouvernement de coalition entre partis bourgeois et « ouvriers » pouvait donner : « D'abord, *déposer les armes* ; ensuite, *négoier* en vue de l'indépendance » (dans un an, dira-t-on au Mozambique, afin que le passage se fasse en douceur, sans rompre les tendres liens qui l'unissent à la « mère-patrie », et en tenant compte, comme

(14) Déclarations de Soares et de Cunhal, *L'Humanité* des 29-4 et 3-5-1974.

(15) Déclaration d'un officier de la Junte, *Le Monde*, 19/20-4-1974.

(16) *L'Unità*, 19-5-1974.

(17) *L'Unità*, 8-5-1974.

il se doit, des droits « légitimes » et des « justes » exigences des colons blancs). Il est plus que temps : la rue s'agite devant l'augmentation vertigineuse des prix et le retard des salaires. Réponse que seul un parti de gouvernement bourgeois, mais à base populaire et ouvrière, pouvait donner : les troubles sont fomentés par des « extrémistes de gauche et des aventuriers sans principes, qui par leurs actions peuvent compromettre les conquêtes du peuple » (18).

Et voilà que deux mois après le 25 avril fatidique, le comité central du P.C.P. réuni en séance plénière constate : « Le bilan des réalisations accomplies jusqu'à ce jour est positif ». Et afin qu'il soit plus positif encore dans deux mois, il avertit les ouvriers que s'ils ne veulent pas faire le jeu de la réaction (nous y revoilà !), ils ne doivent « avoir recours à la grève *que* lorsque toutes les tentatives de négociations ont été épuisées » ; il désigne les « pseudo-révolutionnaires » partisans de mesures radicales comme des « alliés des fascistes dans la lutte contre les forces armées, le P.C.P. et les autres forces démocratiques » ; il invoque une alliance « étroite », et même « renforcée », avec ces dernières ; enfin il confirme sa vocation réactionnaire en désapprouvant « la divulgation, par les moyens d'information de masse (...) d'œuvres littéraires, théâtrales, etc., pouvant offenser les sentiments religieux » (19).

Quoi d'étonnant si, le 16 août, lorsqu'une foule de manifestants blancs et de « couleur » se rassemble, sans attendre la permission du gouvernement d' « unité nationale », pour manifester son appui au Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola qui s'obstine toujours à ne pas déposer les armes, la police ouvre le feu ? Un des actes du nouveau gouvernement a été la création d'un corps spécial de répression ayant la mission éminemment populaire et démocratique, « chaque fois que surgiront des menaces à la paix et à la tranquillité publiques, de garantir le libre exercice de l'autorité constituée, le respect de l'ordre public nécessaire au fonctionnement des institutions, des entreprises et des services publics ou privés essentiels à la vie de la nation, ainsi que la sauvegarde des personnes et des biens », et pour les colonies de « commandos opérationnels d'intervention rapide spécialement chargés de combattre le terrorisme » (20). Et tandis qu'en plein accord avec la Junte militaire le gouvernement justifie l'action de la police, bien plus, qu'il la glorifie au nom de la sauvegarde de la démocratie et des intérêts suprêmes du « pays », les partis socialiste et communiste désavouent la répression pour sauver la face devant les prolétaires, mais ils restent bien entendu aux postes de haute responsabilité qui leur ont été confiés dans ce même gouvernement. Tant il est vrai que, dans la vision réformiste et patriotique de tous les P.C. actuels du monde,

(18) *L'Unità* du 29-4-1974.

(19) *O Seculo* du 20-6-1974.

(20) *Le Figaro* des 13/14-7 et 12-8-1974.

« l'armée, voilà l'ami ! » et que quiconque trouble d'une manière ou d'une autre la paix sociale est par définition « l'ennemi » ! Quant à la remise en ordre dans les usines troublées par les grèves « sauvages » qui éclatent dans tout le pays, on y a soigneusement pensé : une loi adoptée le 27 août par le Conseil des ministres (et que l'organe du P.C.P. *Avante* appelle sans rire « loi sur la liberté syndicale ») refuse le droit de grève à certaines catégories de salariés, interdit les grèves « politiques », n'admet les grèves de solidarité qu'entre ouvriers de la même usine ou de la même profession, les soumet à la déclaration par les syndicats et à une longue procédure de conciliation (37 jours), et interdit l'occupation des usines aux ouvriers tout en autorisant... le lock-out (21).

Sauvegardé par les appels des socialo-communistes au « sens des responsabilités » des ouvriers ainsi que par la menace et le cas échéant la mitraille de l'armée « révolutionnaire démocratique », salué avec satisfaction par les chefs d'entreprise portugais et étrangers soucieux de poursuivre tranquillement leur œuvre de civilisation en continuant à exploiter une force de travail à bon marché, béni par les évêques et par les prélats, *l'ordre règne à Lisbonne*. Règnera-t-il aussi à Lourenço Marques et à Luanda ? C'est le rêve de la bourgeoisie portugaise et des compagnies industrielles et financières multinationales qui prospèrent en Afrique. Leurs prières s'élèvent haut dans le ciel vers le père des peuples Staline... (22).

Grèce. Le 24 juillet, le règne pompeux et apparemment inébranlable des colonels s'écroule sous le poids de la fracassante défaite militaire et politique de la Grèce à Chypre. Le passage du bonapartisme à la démocratie s'opère en l'espace d'un éclair, le plus facilement du monde. Sans doute Caramanlis n'est-il pas un saint et n'a-t-il jamais caché ses sympathies conservatrices et au besoin dictatoriales ; mais il sait que dans un climat

(21) *O Seculo*, 28-8-1974. Commentaire du *Financial Times* : « Maintenant que la loi est promulguée, une grande partie des craintes des investisseurs doit sûrement disparaître » (4-9-1974).

(22) Après la tentative de coup d'Etat de la « majorité silencieuse » qui devait encenser Spinoza le 28 septembre, on peut bien dire que l'ordre règne *plus que jamais* à Lisbonne. Si cette tentative pouvait servir de sonnette d'alarme, les « forces progressistes » en ont tiré la leçon exactement inverse : « l'unité des forces démocratiques entre communistes, socialistes et catholiques, et celle de l'alliance avec le *Mouvement des Forces Armées* », a déclaré Cunhal dans une interview à *L'Unità* du 6 octobre, ne sont plus des mesures d'urgence : ce sont *les mesures, les solutions type*, le Front Populaire à l'état pur. La conséquence logique en a été l'offre d'un dimanche de travail « dans la joie » à la République. « On peut calculer — écrit un quotidien milanais —, que ce dimanche de fête a rapporté à l'économie nationale trente milliards de nos lires [soit deux cents millions de francs actuels] ». Il y a là un symbole : l'unité de la « nation » s'exprime par les actes de « travail et de civisme » qui impliquent une embrassade fraternelle entre les classes, ou elle n'est rien. Il en fut ainsi aux premiers balbutiements de la république espagnole : et derrière les coulisses de la « fraternité retrouvée » s'arment les forces décisives, pour faire valoir, le moment venu, au moyen de la violence organisée, le droit supérieur d'une classe sur les autres. La bourgeoisie connaît *son* Marx mieux que ses adversaires de classe...

brûlant de « passion nationale » et de « revanche », le danger de voir le contrôle des masses affamées et durement opprimées lui échapper est largement compensé par la certitude de pouvoir compter, à « l'extrême-gauche », sur l'aide de loyaux chiens de garde. Son attente n'est pas déçue : le 25 juillet, l'un des deux (!!!) partis communistes, celui « de l'intérieur », se déclare satisfait des déclarations du président du conseil, qui a affirmé qu' « il sera instauré une véritable démocratie progressiste, dans le cadre de laquelle tous les Grecs sans distinction auront leur place » ; il lui offre son « appui total » en considérant que son gouvernement représente un premier pas positif vers la reconquête de la liberté, de l'indépendance et de la démocratie, et en ne regrettant qu'une chose : de n'avoir pas été appelé à faire partie d'un « gouvernement d'unité nationale » avec « toutes les forces politiques antidictatoriales » ; enfin, il souhaite l'union de l'armée et du peuple et reconnaît qu'en tout état de cause le problème de Chypre représente la « priorité des priorités ». Cinq jours plus tard, au terme de longues conversations avec des représentants de tout l'éventail constitutionnel, Caramanlis peut dire des leaders « d'extrême-gauche » qu' « ils se sont montrés beaucoup plus raisonnables que les autres », tandis que son bras droit Rallis, dont amis et ennemis connaissent l' « anticommunisme viscéral », se déclare « touché aux larmes par l'attitude conciliante des communistes » (23) (en prime, on apprendra le 1^{er} août que le Parti est désormais légal). Que peut craindre la jeune démocratie grecque d'une classe ouvrière plus exploitée encore que celle du Portugal, mais dirigée de manière tout aussi responsable ? Ce n'est pas seulement un représentant connu (24) de la Gauche démocratique grecque (l'E.D.A.) qui déclare le 3 août qu'en attendant de décider entre démocratie présidentielle et monarchie constitutionnelle, « on est en train de résoudre des problèmes de la priorité absolue » et que « le meilleur climat pour les résoudre est le maintien de l'union qui s'est forgée entre toutes les forces du peuple, de la droite à l'extrême-gauche [c'est-à-dire au P.C. !], en sept ans et demi de lutte contre la dictature et qui, aujourd'hui, s'exprime dans le rassemblement de tous autour du gouvernement » (25) ; ce n'est pas seulement l'ancien syndicaliste Lascaris qui, de son fauteuil de ministre du travail, proclame que « la planification économique et la paix sociale sont une exigence de toute la nation et doivent se traduire dans un dialogue entre

(23) *Le Monde* du 31-7-1974.

(24) Le même Iliou qui dès le 24 juillet avait déclaré, comme le rapportait avec satisfaction *Le Monde* du 26-7, que « les revendications économiques et sociales des travailleurs devraient être dans la phase actuelle « logiques et raisonnables » [langage courant, aujourd'hui, sur les lèvres de Cunhal-Carillo, de Marchais-Berlinguer, de Séguy-Lama], surtout si l'extrême gauche devait être admise au sein du gouvernement », ce qui, ajoutait *Le Monde* avec sa sagesse habituelle, « permettrait de contrôler le comportement des étudiants ainsi que [nous dirions : et surtout] du monde ouvrier, lequel s'appête à se donner des syndicats librement élus, et ce à un moment où la crise économique exacerbe les tensions sociales ».

(25) *Ta Nea*, 3-8-1974.

le capital, le patronat, et les véritables représentants de la classe travailleuse » (26) ; c'est le P.C. « de l'intérieur » qui, effaçant le souvenir du bain de sang de 1947-1949 sous la démocratie ressuscitée des cendres de la guerre mondiale, travaille pour une « coordination » de toutes les « forces progressistes » ; et c'est le P.C. « de l'étranger » (que seul un brin de démagogie populiste distingue de son frère jumeau) qui assure : « Le P.C. travaillera à rendre possible l'unité des forces démocratiques, l'unité du peuple et des forces patriotiques de l'armée, à éventer les plans de la réaction [...] pour que le pays prenne le chemin de la démocratie et du progrès. *Les facteurs déterminants de la plus large unité démocratique seront l'unité, l'organisation et la lutte de la classe ouvrière, qui est la classe démocratique la plus conséquente de la société* » (27). Sainte Démocratie, tu peux être tranquille ! Comme l'écrivait *Le Monde*, en Grèce les « communistes » se sont fixé « un objectif prioritaire : barrer la voie aux extrémistes, de quelque côté qu'ils viennent, aux « durs » de l'armée comme aux « gauchistes », les uns et les autres hostiles, pour des raisons différentes, à l'expérience Caramanlis » (28). Et on sait que, pour les fils et les petits-fils de Staline, est « extrémiste » tout ouvrier ou paysan pauvre, tout prolétaire qui n'accepte pas servilement le bloc entre les classes antagonistes de la société bourgeoise, ou même ne veut pas lui sacrifier la défense de ses conditions de vie et de travail.

Le 28 juillet, en réapparaissant à la légalité, Caramanlos Dracopoulos, secrétaire du P.C. de l'intérieur, avait déclaré aux journalistes qu'en somme Caramanlis, c'était déjà quelque chose, mais que, « évidemment, *un gouvernement représentatif de toutes les tendances politiques et de toutes les classes sociales aurait plus de force pour affronter les très graves problèmes du pays* » ; comme premier pas vers cet objectif, le parti ressuscité souhaitait la signature d'un document visant à « rendre plus stable la collaboration » avec d'autres formations de la gauche démocratique, et il ajoutait : « il est probable que ce travail permettra d'aboutir à la réunification des forces marxistes et à ce que toutes les forces qui croient au socialisme, y compris celles de centre-gauche, s'engagent à coopérer ensemble. Nous n'excluons pas qu'il soit possible de trouver de nombreux points de rencontre et d'accord également avec d'autres forces de gauche non marxistes, de façon à aboutir à une formation unitaire » (29). Depuis deux mois ont passé, et la « voie grecque au socialisme » où marcheraient ensemble les « marxistes » et les non-marxistes, bref, la « voie de la réconciliation nationale hellénique » a du mal à s'ouvrir, *du moins au sommet* : à la base, à l'aide des exhortations socialo-communistes à la paix sociale

(26) *Apogevmatini*, 1-8-1974.

(27) *Nea Ellada*, 8-8-1974. Plus tard, le P.C. de l'étranger ira jusqu'à... s'opposer à l'entrée de la Grèce dans le Marché Commun !

(28) *Le Monde*, 28/29-7-1974.

(29) *L'Unità*, 30-7-1974.

et à l'unité entre « les classes du pays », et du tournant du gouvernement dans un sens anti-américain et pro-européen — deux vocations que les « communistes » partagent pleinement, bien que l'une soit ancienne et l'autre de fraîche date — la voie est ouverte : sur cette voie marchent ensemble d'une part un prolétariat et une classe de paysans pauvres qui comptent parmi les plus exploités, les plus opprimés et les plus affamés du Vieux Continent, d'autre part une grasse bourgeoisie parmi les plus usurières, les plus rompues à toutes les infamies, les plus arrogantes (et à juste titre !) de la planète. La charnière entre les Niarchos et les Onassis qui naviguent paisiblement au-dessus des tempêtes, et le dernier de leurs salariés de la ville ou de la campagne, c'est le parti qui ose encore se parer du nom de communiste. Telle est l'abîme de la contre-révolution stalinienne...

Espagne. Le... printemps et la maladie de Franco réveillent la bourgeoisie européenne à la conscience de la crise profonde qui agite le monstrueux régime républicano-monarchico-militaire qui a grandi sur l'immense charnier de la guerre civile et s'est modernisé grâce à l'afflux de capitaux venus de toutes parts se joindre aux profits de la « neutralité envers tous » — sauf, évidemment, envers les prolétaires et les paysans pauvres. Que le maréchal tarde ou non à crever, l'« après-franquisme » est bien plus lourd de menaces que n'avaient pu l'être l'« après-de Rivera » ou « l'après-Alphonse XIII ». Mais dans la cuisine opportuniste — cette annexe de la grande cuisine bourgeoise — les chefs les plus renommés travaillent à la préparation d'un gouvernement de rechange à servir tout chaud le jour du grand chambardement.

Prologue : fin juin, le secrétaire général du P.C.E., Santiago Carrillo, se laisse gentiment interviewer, à Genève, par *Le Monde*, qui reproduit ses paroles — évidemment destinées *urbi et orbi* aux classes dominantes et dominées du monde entier : « La bourgeoisie, les classes moyennes savent aujourd'hui [et comment !] en Espagne que le retour de la démocratie, largement souhaité [c'est-à-dire souhaité par les cercles franquistes eux-mêmes, industriels et technocrates], peut se faire *sans violence, sans troubles*, ainsi que nous l'avons toujours préconisé ». La voilà, la garantie attendue : *nous sommes là, nous, les héritiers de Staline*. Et en effet, « ...que voulons-nous ? Que veut le P.C.E. ? La liberté et la démocratie pour l'Espagne. Le droit pour tous les partis de gauche et de droite, je dis bien [pour ceux qui n'auraient pas compris ou seraient un peu durs d'oreille] *de gauche et de droite*, de pouvoir s'exprimer normalement » (30).

Premier acte : le dimanche 23 juin, devant 20.000 travailleurs rassemblés à Genève, Carrillo précise que le droit qu'il réclame appartient aussi à l'armée, cette fille bien-aimée du pire conservatisme ibérique, car elle « a sans doute produit des Franco et des Pinochet [les *exceptions*, bien entendu, pour M. Carrillo !], mais elle a aussi produit des Spinola, des

(30) *Le Monde*, 23/24-6-1974.

capitaines portugais et des militaires péruviens », et il incombe à la future république démocratique de s'assurer que les militaires possèdent « une technique et des moyens leur permettant de jouer le rôle que la nation doit leur confier *dans son propre intérêt* [comme cela se produit depuis plus d'un siècle, et comme on l'a vu en 1936-1939] » ; la Pasionaria, elle, se chargera de tendre le rameau d'olivier au bras spirituel de la nation, « une église renouvelée [Opus Dei!], avec une hiérarchie progressiste, avec *des milliers de prêtres* [le P.C.E. comblera les vides qui font le désespoir de Paul VI] qui par leur conduite *réconcilient le peuple avec l'Eglise* » (31).

« Réconcilier » : c'est là le fond de la question. Un changement « sans violence ni désordres » est impensable sans cette « *réconciliation de tous les Espagnols* » que souhaitent les Carrillo et autres Pasionaria, ces fleurons de la lignée stalinienne. Le discours ici frôle le pathétique (pour les bourgeois ; pour nous, il atteint le comble du cynisme) : « Depuis 1956 nous préconisons ce qu'on appelle une politique de réconciliation nationale, en partant du fait que *d'un côté comme de l'autre* [du « côté » des bourreaux « comme » du côté des victimes!] ceux qui se sont battus sont des Espagnols et que, de plus, les nouvelles générations, les fils de combattants de l'un et de l'autre camp désirent la paix (...). La guerre civile ne peut pas durer éternellement ». Mais pour qu'il y ait réconciliation, il faut passer l'éponge sur le passé : « L'un des moyens essentiels de réconciliation, c'est l'amnistie. Et nous ne parlons pas seulement de l'amnistie pour ceux qui, comme nous, ont été dans l'opposition, mais de l'amnistie *pour ceux du camp opposé*. Aujourd'hui, c'est nous qui sommes les « criminels » ; si les choses changent, ce seront eux. *Notre conception de l'amnistie* [on ne peut pas ne pas reconnaître que M. Carrillo sait parler clair] *c'est que celle-ci doit s'appliquer aux uns comme aux autres*. Cela signifie qu'il faut *abandonner tout esprit de revanche* ». Et la conclusion est d'une implacable logique : « Ce gouvernement [celui que nous, « représentants des ouvriers », proposons] ne sera ni socialiste, ni de démocratie populaire, ni de gauche... on pourra y rencontrer ceux qui *jusqu'à hier* [l'absolution est totale] ont été des adversaires, des hommes de droite et des hommes de gauche, disposés à *liquider les vestiges de la guerre civile* » pour élire un conseil chargé de rédiger une constitution démocratique.

Un rêve ? Loin de là ! Après les fleurs viennent les fruits, après la proposition d'un gouvernement de réconciliation nationale, voilà ce gouvernement, en chair et en os, qui n'attend plus que les anges mis gracieusement à sa disposition par l' « Eglise renouvelée », pour le transporter tel quel à Madrid, comme la maison de la Vierge de Nazareth à Lorette.

Deuxième acte, en attendant le troisième et dernier : un mois après le

(31) Nous citons d'après le texte espagnol reproduit dans *La Voix Ouvrière*, organe du Parti Suisse du Travail, au lendemain du meeting de Genève.

meeting de Genève, le 30 juillet, dans les salons de l'hôtel Continental (noblesse oblige !) à Paris, le même Santiago Carrillo et le professeur Calvo Serer, « représentant, comme l'écrit avec orgueil *L'Unità* du 31-7, des secteurs importants du capitalisme libéral espagnol » et conseiller du prétendant au trône Don Juan, annoncent au cours d'une conférence de presse « extrêmement suivie » la constitution d'une Junte démocratique comme « base sur laquelle construire *pacifiquement* une nouvelle société démocratique, *sans danger de guerre civile* et éliminant tous [!!!] les restes du franquisme ». La Junte regroupe « le parti communiste, des socialistes (32), des monarchistes libéraux, des modérés, des représentants du patronat, et même d'anciens dirigeants du régime franquiste ». Mais la Junte appelle également les forces armées à se regrouper autour de son drapeau de futur gouvernement provisoire, en lançant « un appel à [leur] patriotisme et à [leur] honneur » et « en leur demandant de *ne pas se transformer* [mais que sont-elles donc aujourd'hui ?] en protecteurs de la corruption et en policiers chargés de soutenir un ordre politique qui n'a plus de sens pour elles en l'absence de Franco » (33) (ce dernier serait donc le *seul* obstacle à la résurrection de la démocratie : il suffit qu'il crève, pour qu'elle renaisse !). Nous n'analyserons pas en détail les différents points du programme : ce qui nous intéresse, c'est que la Junte considère que le régime est déjà mort « parce que, rejeté par la classe ouvrière et les *différentes couches professionnelles et intellectuelles, il perd en même temps le soutien de l'Eglise et d'un patronat créateur* d'une nouvelle société industrielle espagnole, pour lequel la continuité franquiste signifierait un coup de frein brutal au développement et à la modernisation » (34) (et vive la Très Sainte Vierge Marie et les investissements productifs !) et qu'elle en tire les mêmes conséquences que Carrillo à Genève : réconciliation nationale, absolution à tous les pécheurs de la guerre civile, nouvelle démocratie, développement industriel !

.

Des trois cas évoqués ci-dessus, celui de l'Espagne est le plus frappant et le plus ignoble. Il y a cependant une implacable cohérence dans la politique du P.C.E. Lorsqu'il était passé du Front Populaire de janvier-février 1936, « alliance électorale entre les partis », au bloc national répu-

(32) Il est vrai que les socialistes du P.S.O.E. (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) ont pris leurs distances par rapport à la Junte : ils ont déclaré le lendemain qu'ils procéderaient en deux temps : « nous regrouperons tous ceux qui se réclament de notre socialisme » [c'est-à-dire du socialisme « national »] puis nous nous allierons « avec tous ceux qui veulent la chute du franquisme » (*Le Monde*, 3-8-1974).

(33) *Le Monde*, 31-7-1974.

(34) *Ibid.*

blicain « contre la résistance [en réalité l'offensive] de la droite », cette nouvelle version de l'union sacrée avait été imposée au nom du mirage de « la guerre d'abord, la révolution ensuite » : cela signifiait à la fois perdre une guerre *subie* et conjurer une révolution qu'on n'était pas disposé à *subir* car on la « haïssait comme le péché ». De même que le Front Populaire avait cédé la place au bloc national, de même l' « union nationale » proclamée après la défaite comme pacte entre « des groupes sociaux différents, des partis différents, dont chacun accomplit les sacrifices nécessaires pour réaliser un bloc capable de faire reculer l'envahisseur, qui est l'*ennemi de tous* » (35), a cédé la place, par un chemin tourmenté parcouru en toute cohérence... à reculons, à la *reconciliación nacional* destinée à assurer la paix sociale, et qui ne se présente plus seulement sous forme d'une alliance électorale mais d'un bloc gouvernemental (36). Le *peuple* a cédé la place à la *nation*, l'*unité contre* est devenue la *réconciliation pour* ; on est parti de la lutte contre l'envahisseur, autour duquel s'était désormais rassemblée toute la bourgeoisie à l'exception de quelques franges mineures, pour en arriver à l'unité potentielle de toute la nation pour isoler et expulser ce que les bourgeois eux-mêmes ont fini par reconnaître comme un « corps étranger » cherchant fébrilement mais en vain à rajeunir ses membres ankylosés. Bien que le rythme soit différent, on retrouve la trajectoire parcourue par le stalinisme international entre 1936 et 1944-1945, depuis les fronts populaires français et espagnol jusqu'aux comités et aux gouvernements de libération et de reconstruction nationale français et italiens ; c'est le même point d'arrivée que celui où aboutissent, en l'an de grâce (ou de crise) 1974, les Marchais et les Berlinguer.

Relevez les drapeaux que la bourgeoisie a laissés tomber ! avait conseillé Staline à ses héritiers avant d'arriver au terme de sa mission de successeur — au prestige et à l'autorité bien plus grands sur la classe ouvrière — des Ebert-Scheidemann-Noske du premier après-guerre. Il ne pensait pas aux drapeaux que la bourgeoisie a vraiment jetés à la poubelle après avoir bouclé son cycle héroïquement révolutionnaire, ceux sur lesquels il était écrit : *Les aristocrates à la lanterne !, Les rois au poteau !, Ecrasez l'infâme !, Paix* [c'est-à-dire : la terre] *aux hameaux !, Aux armes citoyens !*, puisqu'aujourd'hui on se réconcilie avec les nobles et les rois, les curés et les généraux, les grands propriétaires fonciers et les maîtres de forges, tandis que les « citoyens », s'il s'agit de prolétaires, on les désarme. Le drapeau dont il voulait parler, c'est le sombre étendard de l'union sacrée dans la paix comme dans la guerre, que la classe dominante n'a amené et mis en réserve que pour le confier les jours de tempête non pas aux mains usées et flétries de la social-démocratie à l'allemande, mais aux mains robustes (et qui ont fait leurs preuves au feu de la guerre

(35) Nous citons le secrétaire général du P.C.E. de l'époque, José Diaz.

(36) On trouve l'histoire de cette évolution, racontée par Carrillo lui-même, dans les numéros 51-52/1966 de *Nuestra Bandera*.

civile espagnole) de sa version revue et corrigée : le stalinisme. Soyez, avec bien plus de vigueur et d'influence sur les masses, les Scheidemann-Noske de cette époque tourmentée ! Voilà ce que voulait dire et répète du haut des cieux le père des peuples.

En 1966, opposant l'unité enfin retrouvée à la désunion de 1939, Carrillo écrivait : « Mais ceci est de l'*histoire* [entendez : « de l'histoire ancienne » !] et, comme on peut le lire dans le générique de certains films : *Toute ressemblance entre les protagonistes et des personnes vivantes ne saurait être que le fait du hasard* ». Le 22 juin 1974, commentant la politique du « parti nouveau », Carrillo ajoute : « *Il faut éviter d'agir comme si les tranchées de la guerre civile étaient encore ouvertes* ». Mais pour le parti, fût-il à l'état d'embryon, qui incarne les intérêts historiques permanents de la classe ouvrière, aucun coup d'éponge ne peut effacer le passé ; aucun metteur en scène ne peut revêtir de nouveaux costumes, pour les faire paraître différents, les personnages d'une tragédie sur laquelle aucun rideau n'est jamais tombé ; aucun habitué en gilet et cravate des Hôtels Continental du monde entier ne peut cacher sous le voile de la réconciliation nationale bénie par des « milliers de prêtres » les tranchées de la guerre civile.

L'histoire passée est pour les prolétaires une histoire *vivante* ; ses protagonistes changent de nom, mais pas *de nature*, car il s'agit de classes historiquement et donc nécessairement antagonistes ; les tranchées qui les séparent sont toujours ouvertes, au-delà des années et des décennies. Le rêve des bourgeois — c'est pour eux une exigence matérielle *vitale* — c'est que le passé soit le passé, que les personnages d'hier finissent embaumés au musée Grévin, que sur les tranchées rougies par le sang prolétarien pousse le vert hypocrite de la paix sociale. C'est pourquoi, aux jours de tempête, sonne l'heure des héritiers de Staline, des émissaires de la classe dominante dans les rangs de la classe travailleuse, de ses lieutenants modernes au sein du « monde ouvrier », aujourd'hui que les héritiers de Noske ont été irrémédiablement usés et discrédités par une longue pratique de castration et de répression du mouvement prolétarien. Mais le cri qui monte des tranchées ouvertes de la guerre civile espagnole, c'est que Franco n'aurait jamais vaincu si la politique du front populaire d'abord, celle de l'union sacrée ensuite, n'avaient rappelé à l'ordre et au respect de la loi les héroïques prolétaires et paysans qui s'étaient dressés *seuls* pour le combattre et pour occuper dès les premiers jours du *golpe* les champs et les casernes, les usines et les arsenaux. Franco n'aurait jamais vaincu si la révolte des *campesinos* de Casas Viejas en 1933, celle des mineurs des Asturies en 1934, n'avaient pas été préalablement écrasées par la démocratie radicale, franc-maçonne et socialisante ; il n'aurait jamais vaincu si en 1937 les noyaux révolutionnaires qui n'étaient pas disposés, envers et contre tout, à rendre leurs armes en faveur de la prétendue « autorité légitime » et de ses forces politiques et militaires de défense de la démocratie, n'avaient pas été persécutés et écrasés sous le

talon de fer du stalinisme (au vu de tous à Barcelone, mais aussi de manière moins visible, au cours d'une longue série d'actions répressives, sur tous les théâtres de la guerre civile) au moment même où s'accomplissait l'ignoble carnage des procès et des « purges » de Moscou. Céder à la suggestion des fronts interclassistes en croyant renforcer ainsi la défense ouvrière, c'est céder à la répression « légale » de la démocratie et à la répression « illégale » du fascisme. Ce fut vrai en Italie en 1921-22 (37), en Allemagne dans les années de lente maturation du nazisme, en Espagne en 1934-39 ; ce pourrait être tragiquement vrai dans les prochaines années. Lorsqu'en février 1939 la chute de Barcelone mit fin (mais seulement *en surface*, seulement *pour* « les historiens ») à la guerre civile, l'énorme majorité de la bourgeoisie républicaine et de ses laquais était depuis longtemps passée avec armes et bagages dans le camp du vainqueur franquiste. Qui pouvait lui rendre une virginité nationale, progressiste, libérale, humanitaire même, si ce n'est le stalinisme, avec son passé de fossoyeur de la révolution victorieuse en Russie et née de nouveau en Espagne dans l'élan impétueux d'un prolétariat désireux de racheter une trop longue et trop sanglante série de défaites ? Qui donc, sinon le stalinisme, avec ses lauriers gagnés plus récemment dans les maquis de la « résistance », la libération, la reconstruction ?

Qu'il soit « populaire » ou « national », le front auquel la bourgeoisie la plus consciente de ses intérêts historiques appelle les prolétaires par l'intermédiaire des partis national-communistes équivaut au désarmement politique, organisationnel, moral et même physique de la classe ouvrière : il équivaut à une reddition préventive et inconditionnelle à l'ennemi, que la crise soit surmontée à l'aide du seul opportunisme stalinien, ou qu'elle impose *in extremis* à la bourgeoisie de remettre pacifiquement le pouvoir au fascisme. Telle est la leçon qui monte des milliers de tranchées espagnoles, des centaines de milliers de tranchées prolétariennes en un siècle et demi d'histoire, de Paris à Berlin, de Vienne à Munich, de Budapest à Shanghai.

(37) Voir *Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, Programme Communiste*, n^{os} 45 à 50.

The Historical Path of British Labourism

The good bourgeois who praises England or Westminster — to him it is the same thing — as the « mother of all parliaments » should also pay her solemn homage for giving birth to that wonder of wonders, « pure » social democracy: a social democracy which, once it had fully developed, did not even have to disown its original class basis for the simple reason that it never had any; a social democracy, free from the shattering disavowals and dramatic throes of its continental colleagues, which « smoothly » played the role of preacher of class collaboration inside the established economic and political order, only to be later ordained as its direct manager; a social democracy, in short, which received at its birth every religious benediction and every worldly qualification which made it what it is now.

At the Second Congress of the Communist International in 1920, an English delegate who spoke of the Labour Party as the « political expression of workers organized in trade unions » was answered by Lenin in the following way: « *Of course, most of the Labour Party's members are workingmen. However, whether or not a party is really a political party of the workers does not depend solely upon a membership of workers but also upon the men that lead it, and the content of its actions and its political tactics. Only this latter determines whether we really have before us a political party of the proletariat. Regarded from this, the only correct, point of view, the Labour Party is a thoroughly bourgeois party, because, although made up of workers, it is led by reactionnaires, and the worst kind of reactionnaires at that, who act quite in the spirit of the bourgeoisie* » (1).

It is necessary to understand (as Lenin of course did) that if the Labour movement deserved that sharp definition in 1920, it deserved it just as much in 1900 when it timidly called itself the *Labour Representation Committee* or in 1906 when, in the wake of the Liberals' last victory, it had its first great electoral victory and took the « proud » title which it has retained to the present time. It is in this that lies the key to the

(1) Lenin, *Works*, Volume 31, pp. 257-258 (underlined by us).

seventy years' career of the British Labour Party: just as the magnificence of Edwardian England hid the end of an almost one hundred year-old industrial, commercial and maritime supremacy, so the Liberals' electoral victory was a smokescreen hiding their rapid decline; in order to harmoniously prolong the two-party management, a strong replacement was necessary — a liberal party in workers clothing. Being born for this reason, the Labour Party played a tempering Fabian role, passing itself off as a candidate to Gladstone's faded heritage.

«*The doctrine of the leaders of the English Labour Party*», Trotsky wrote in 1925, «*is a sort of amalgam of conservatism and liberalism, at times adapted to the requirements of the trade unions, or more properly, their upper strata. All are imbued with the religion of «gradual changes». In addition, they also profess the religion of the Old and New Testaments. All consider themselves extremely civilized persons, and yet they believe that the heavenly father created mankind in order, in his loving kindness, to curse them and thereupon to make effort to right this wretched business somewhat through the crucifixion of his son. Such national institutions [we have taken the liberty to emphasize these two «little» words for we are convinced that Trotsky mentally put stress on them] as the trade union bureaucracy, the first MacDonal'd ministry, and Mrs. Snowden have thus grown up from the spirit of Christianity*» (2). At the center of Calvinism which the Labour Party inherited at its birth, there is a belief in predestination and indeed in 1900-1906 everything predestined it to be a national institution. At its birth there presided the most favorable signs that Her British Majesty could have invoked with her prayers. The late *Independent Labour Party* of Keir Hardie had left it a heritage of reformist, legalist and pacifist humanitarianism deaf to the voice of the class struggle but sensitive to the appeal of human «love». The organisational and financial backing of the trade unions' higher circles assured the Labour Party of working class support — this valuable support, however, was granted on the condition that the Labour Party safeguard the jealously protected inheritance of «working class politics» which never thrust the economic struggle of the working class beyond the parliamentary level. The struggle was to be kept within the boundaries of courteous opposition between well-bred people, with the workers being quickly «called to order» through means of arbitration, sabotage and compromise *in extremis* each time they stepped out of these limits.

The venerable *Fabian Society* furnished it with a «typically English» ideological trappings which did not originate from Marx — to be sure! — nor even from the most timid Chartism based on «moral force». Instead it originated from Ricardo, Mill and even Bentham, in short, the dignitaries of liberalism; it also found its roots in Owen, not for his «communist enthusiasm» but for his «utopian aversion to the class struggle». For the Fabian Society, «socialism» — or rather nationalisation or municipalisa-

(2) Trotsky, *Where is Britain Going*, 1925 (Monad Press, 1973, p. 58).

tion of public services and, in extreme cases, of the land — was identified in virtuous self-interest with the « greatest profit for the greatest number ». It was entirely compatible with a touch of non-conformist Protestantism (not in the style of Cromwell's « Ironsides » but of the egocentric, conceited and calculating type of the Victorian shopkeepers) and with a varying dose of socialist mush of the William Morris type. In the same way, within the group of Fabians, the Webbs' cold *managerial* mentality (3) coexisted with G.B. Shaw's iconoclastic vegetarianism and Annie Besant's R.S.P.C.A. theosophy. Curiously enough — but only for those who do not have a Marxist view of history — this sterile Fabian « socialism » was later to find company with the Spencerian realm of the « survival of the fittest » and that of the Nietzschean and Wagnerian « superman ».

Combine these together or rather put stress on one or the other of these three « ideal » veins and you will have this decalogue which we take the liberty to draw from MacDonald himself as he was quoted by Trotsky: « Who does not feel *sympathy* with poverty? — Socialism *does not believe in force*... It fights only with *intelligent and honorable* weapons — We *have no* class consciousness... Instead of class consciousness we wish to advance the consciousness of *social solidarity* — We must look upon the worker not as a worker, but *as a man*... Even Toryism has to a certain extent learned... *to approach men as men*. — Socialism *is based on the gospels*, it is an excellently conceived and resolute effort to *Christianize* government and society. — *...we are poets*... In fact, without poetry there is *nothing good*. ...Above all, the world needs a *political and social Shakespeare*. » Furnished with these sound precepts and with the solid theoretical basis of which we have spoken, the Labour Party was able to discover poetry in the bloody trenches of Passendale, Shakespeare in the five year plans, in Stakhanovism and even in the Stalinist purges (remember the Webbs); it discovered the Sermon on the Mount in the speech of the union bosses before they sabotaged the large strikes of 1911 in the mines, railways and ports, the Clyde shipyard strike in World War I, and the miners' strikes in 1921 and 1926; it discovered sympathy and compassion for the poor in Stafford Cripps' collective austerity plan after the second imperialist war; it discovered social solidarity in Snowden's budgets and in the Constitution of Westminster (for was not the *Empire* itself one large *company*?). Above all the Labour Party claimed for itself the management of the state and of the economy on the basis of voluminous schemes of nationalization, social security, administrative reform and of course defense of the Pound and the *Union Jack*. These projects were prepared by the Webbs at the time when the Liberal Party was disintegrating in the irreversible shock of the first post-war period and when the

(3) Of such a *managerial* mentality that, in the spirit of John Stuart Mill and, before him, of David Ricardo, they taught that the struggle « should be carried on not between capital and labour but between the overwhelming majority of the nation and the expropriators of rents » (Trotsky, *op. cit.*, p. 77). Here again is a tune that has not changed!

powerful wave of social discontent pushed the Labour Party to the fore as the so-called « political expression of the working class ». This time of crisis compelled it to show by its actions what it really was — a « completely bourgeois party », whose first « acts » will always remain the art of « knowing how to end a strike ».

* *

Let us not be misled by the fact that the trade unions, or more precisely their leading organs, gave organisational and financial support to the newborn Labour Party, thus ending their long period of following in tow of the Liberal Party (except for occasional flirts with the Tories to make the Whigs jealous) and at last getting their own representatives in the Commons (4). They were in effect only substituting an « old trade-unionism » for a « new » *up-to-date* one. Good old Cole (5) himself — not we — wrote that in 1906 the Liberals had baptised the first of a long series of electoral victories of the Labour Party; and everyone knows that Lloyd George's « social » budget of the next four years — following in the footsteps of the young Webbs and as a prelude to Snowden, Cripps, Wilson and the charitable Barbara Castle — is known to history as a liberal version of Fabianism and a swan-song of Liberalism.

Bourgeois Britain with all its empiricism demonstrates what we venture to call a dogmatic, indeed talmudic tenacity in the invariance of its ideologies, of its programmes and of the link between the past and the present as being a guarantee for the future. The leaders it alternately brings to the fore disappear only to reappear with other disguises and other titles. In the first half of the last century, the crusaders of free trade promised their proletarian allies « a big piece of the cake »; however once they came to power they gave only the labour aristocracy — not the class as a whole — the *crumbs* they derived from a wise and anything but philanthropic administration of the Empire. In 1906-1910 Lloyd George wore the drab attire of a progressive Chancellor of the Exchequer; during the world massacre, however, he became a Prime Minister in a khaki uniform — a good *die-hard*.

In 1924 when MacDonald first entered 10, Downing Street, he still had the decalogue, which we have mentioned, at his side (and Trotsky could use MacDonald's own words to ridicule him pitilessly). However there was not a bit of poetry or scripture in the language and practice of the Prime Minister of the National Union cabinets, or rather the *Sacred Union* since 1929-1931 was a period of war, that of the world crisis. The Conser-

(4) Moreover, what kind of politics can the Labour Party « represent » insofar as it is an affiliate of the trade unions? As Lenin wrote in a footnote in *What is to Be Done?*: « Trade-unionism does not exclude « politics » altogether, as some imagine. Trade unions have always conducted some political (but not Social-Democratic) agitation and struggle »! (*Works*, Volume 5, p. 375).

(5) See G.D.H. Cole, *A History of the Labour Party from 1914*, London, 1969.

vatives took over the reins of the government immediately following this but, in the manner of an old-guard leader of the Liberal Party, Attlee sat as the vice-hero at Churchill's side in the democratic crusade against Nazi barbarity (Churchill was already crowned with glory for the intervention in Russia and the *manu militari* liquidation of the general strike in 1926 — with the aid of course of Purcell and Stalin). Attlee then found his place at the side of Stalin and Truman as the third great person of the Trinity who built the peace in Postdam. It was also him who launched an austerity plan after the war, which only a « representative of the workers » could do without serious repercussions. And when the aftermath of the war had been more or less obliterated, his descendents initiated the delights of the *Welfare State*. As for the latest of these, Wilson, neither poetry nor the Old or New Testament can be read on his face or in his heart; if there are verses in his speeches as the delegated director of the *United Kingdom Company*, they are those of Keynesian finance or their equivalent.

« We may say without exaggeration », Trotsky wrote again, « that the Fabian Society, founded in 1884, is now the most reactionary group to be found in Great Britain. Neither the Conservative clubs nor Oxford University, nor the highest Anglican clergy nor other priestly institutions can begin to be compared with the Fabians » (6). But the Labour Party of 1974 (or 1946 or 1964) has no use for Fabian « philosophy »: it no longer needs any doctrine. It has thrown its motley ideological shell into the dustbin, but its hard core, realistic and profitable to the highest degree, has been conserved — it consists of that consummate skill in the efficient *management* of the bourgeois order. It can be considered as the British equivalent of the German social-democracy of Bad-Godesberg and of invaluable Willy Brandt (or Schmidt), after being their teacher. It has the right and duty of presenting itself in these clothes: for exactly fifty years it has given irrefutable proof to the ruling class that its presence at the head of state is essential at times of unrest, especially at the end of important but « smoothly » castrated strikes. In 1924, MacDonald's arrival in power was saluted by *The Economist* with this enthusiastic cry: « [it is] a Ministry which is not lacking in brains, distinction or weight, and is one to which the country as a whole is prepared to give a fair chance » (7). In March 1974, the *Financial Times* greeted the return of the Wilson government by speaking of the « enthusiastic welcome given by both the foreign exchange market and the stock market » to « a Government... which seems likely to get industry back to full-time working quickly » and which merits for this reason « a fair amount of business confidence » (8). Production and austerity, national solidarity and peace between classes all pass from Heath to Wilson with only one difference worthy of the rotten liberalism of the

(6) Trotsky, *op. cit.*, p. 80.

(7) *The Economist*, 26 January 1924.

(8) *Financial Times*, 6 March 1974.

Labour Party: everything must be « voluntary », that is to say, voluntarily imposed on the working class, organised or not, by the party which is its so-called « political expression ».

♦♦

The stupidity (and disgrace) of the spontaneist opposition to social-democracy does not come from the claim that the working class has overthrown the conservative government, but from the pretention that it is a « victory of the workers ».

The first assertion is partly true: the Labour Party has *always* « won » (if we must admit that securing an electoral majority and forming a government is synonymous with « winning ») in the wake of violent strikes which shook the foundations of the national economy (or at least which thwarted its peaceful growth) or else in a situation where the further development of these strikes on a larger scale was felt as an impending threat. The second assertion, however, is not only erroneous but it is *capitulationist* because that « victory » has always meant an immediate rescue and a long-term reinforcement of the established order, the bourgeois order. When the spontaneists utilize their favourite elusive argument according to which, victorious or not, it is another *experience*, a beneficial even indispensable experience, which always increasingly enlightens the proletariat about the slave driver role of social democracy, they « forget » two things. First for all, the role of revolutionaries is not to accumulate evidence for support of their denunciation of reformist treason, but to prevent the working class from undergoing the same tragic experience over and over, whether it be the routine and relatively harmless practice of « peacefully ending » powerful strikes or the massacre of the proletarian vanguard as happened for instance during the battles of Berlin and Munich in 1919. Secondly, the possibility of drawing profitable lessons *even* from defeats does not depend on the mere accumulation of them (which in general is not a reinforcing or renewing factor but rather one of disappointment and bitterness); it depends instead on sifting through them, interpreting them, utilizing them and preserving the memory of them. The « memory of the working class can only be concretised in the party » which is not *any* party but a party which, as the *Manifesto of 1848* states, « *in the movement of the present also represents and takes care of the future of that movement* » instead of prostrating itself before a gloomy present. This concisely can only be the class party, the Marxist party, the party which has been greatly absent for almost a century and a half in the history of the British working class movement.

In short, the international and national double disaster which all of us — and particularly the British proletarians: — so cruelly suffer from

is « forgotten ». In reality, through its tormented past the English working class movement brings a double confirmation and therefore a double lesson to Marxist revolutionaries. There is no advanced capitalist country whose history — precisely owing to its development — is richer in gigantic strikes and in powerful economic struggles (the recent miners' strike, of which Wilson sponsored the liquidation, is only the latest example of a long series) : this is a *general* confirmation of Marxism as a theory and a science of the inevitable and irreconcilable character of the class antagonisms. Also, there is no advanced capitalist country (except perhaps the United States) which puts into greater relief the *central* thesis of Marxism as the science of the compulsory way to the revolutionary resolution of these antagonisms : this thesis was summarised by Lenin in *What is to Be Done?* when he explained that not only is there no *mechanical continuity* between the economic struggle and the political class struggle but that « *the spontaneous working class movement is trade-unionism, is *Nur-Gewerkschaftlerei*, and trade-unionism means the ideological enslavement of the workers by the bourgeoisie* » (9).

Between the economic struggle and the political class struggle, between the struggle which explodes in the framework of the *immediate* relationships between capital and labour (which is compatible with the domination of capital over labour) and the struggle against the very basis of the domination (which is first of all against the state machinery) there is a *qualitative leap* and not an organic transformation from one form of struggle into another. The trade unions which gave birth to the Labour Party and which now sustain it, are limited or limit themselves to giving a political cover to their economic struggle, which is equivalent to direct « ideological subjection of the workers by the bourgeoisie » and does not even arrive at the level of the pretension, vigorously denounced by Lenin, of transcending « the economic struggle by giving it a political character ». It is precisely in referring to the English situation that Lenin wrote this illuminating footnote which we wish to dedicate here particularly to the spontaneists : « *The demand 'to lend the economic struggle itself a political character' most strikingly expresses subservience to spontaneity in the sphere of political activity — very often the economic struggle spontaneously assumes a political character, that is to say, without the intervention of the « revolutionary bacilli — the intellegentsia », without the intervention of the class-conscious socialists [it is necessary to remember that in 1902 they were called social-democrats — Ed.]. The economic struggle of the English workers, for instance, also assumed a political character without any intervention on the part of the socialists. The task of the socialists, however, is not exhausted by political agitation on an economic basis, their task is to convert [here is the dialectical qualitative leap!] trade unionist politics into socialist political struggle, to utilize the sparks of political consciousness which the economic struggle generates among the*

(9) Lenin, Works, Volume 5, p. 384.

workers, for the purpose of raising the workers to the level of socialist political consciousness » (10).

For a hundred and thirty years of history, the English working class movement has caused thousands and thousands of sparks to fly from the anvil of the economic struggle. The *Nur-Gewerkschaftlerei* of the trade unions and its political (bourgeois political) expression of the Labour Party has extinguished them each time; it must be well understood however, that these sparks *themselves* never could provoke the conflagration of civil war for the revolutionary conquest of power. The struggle for obtaining a « fair day's wage for a fair day's work » contains the *germ* of the struggle for the « abolition of the wages system » but — as Marx taught us — it is a necessary but *not sufficient* condition for the emancipation of the working class. It is a germ which needs to be fertilized from the *exterior*, by means of the theory and the action of the Party.

To ask that the proletarians draw the lessons from the social democratic deceptions while remaining within the bounds of economic struggle, is to demand that they « work out an independent ideology in the course of their movement »; it is for Marxism, to demand the *impossible* from them; it results, in reality, in keeping Wilson and his Labour Party as slave drivers. This is why « our task », our own and that of the English revolutionary Communists, « is to *combat spontaneity*, to *divert* the working class movement from this spontaneous, trade unionist striving to come under the wing of the bourgeoisie » (11); our task is to draw the working class movement under the wing of Marxist Communism. It is this stipulation which implies *importing* into proletarian Britain what it has never known, « the science of the struggle for the emancipation of the working class » (not as an academic culture but as an organized party) so that the « sparks » which periodically illuminate the sombre sky of bourgeois Britain with their red flashes, can be transformed into a conflagration. It is on this condition that present and future Wilsons will disappear, together with all the Philistines of trade unionism and their *necessary, inevitable* expressions, labourism and fabianism.

It is not enough to say, « this is our wish ». It is necessary to have the will to achieve it and to act firmly and accordingly.

★ ★

(10) Lenin, *op. cit.*, p. 415.

(11) Lenin, *op. cit.*, pp. 384-385.

Cours de l'impérialisme mondial

Le rapport publié ci-dessous a été présenté à la Réunion Générale du Parti de juin 1974. Les données chiffrées ont été complétées pour tenir compte des statistiques disponibles début septembre 1974.

I. — LES AFFRONTEMENTS ECONOMIQUES INTERIMPERIALISTES

Au sein du bloc occidental, l'année écoulée a été marquée par un retour en force de l'impérialisme américain, qui a rétabli, grâce à une contre-attaque en règle effectuée au détriment de ses concurrents commerciaux directs — Europe et Japon — un équilibre provisoire de son commerce extérieur, ainsi que la position internationale de sa monnaie. A la base de ce rétablissement après deux années de difficultés économiques qui avaient culminé dans les déficits successifs de la balance commerciale américaine et la double dévaluation du dollar, il n'y a aucune modification profonde de la structure de l'économie américaine, mais ce qu'on peut appeler la « faculté de manœuvre » de l'impérialisme américain, qui découle de son énorme puissance économique, politique et militaire, et qui s'est concrétisée d'abord dans la bataille monétaire et commerciale, puis dans l'habile exploitation de la « crise pétrolière ».

La bataille monétaire et commerciale

Dans une première phase (1), Washington a imposé, grâce à diverses pressions économiques et politiques, la réévaluation des monnaies allemande et surtout japonaise par rapport au dollar ; l'effet immédiat de ces mesures a été très bénéfique pour le commerce extérieur américain : les exportations américaines, rendues relativement moins chères sur le marché mondial, ont fait un bond, progressant de 23,8 % en volume en 1973 (contre + 9,1 % en 1972 et — 1,2 % en 1971). Combinées avec certaines mesures protectionnistes et des « accords » imposés aux industriels japonais pour limiter « volontaire-

(1) Voir *Cours de l'impérialisme mondial, Programme Communiste*, n° 61, décembre 1973.

ment » certaines exportations vers les Etats-Unis, les manipulations monétaires ont également atteint un second objectif fixé par Washington : freiner l'expansion commerciale japonaise, en particulier vers les U.S.A. qui reçoivent près du tiers des exportations nippones ; ces dernières ont subi en 1972 et 1973 un net ralentissement : + 3,7 % en volume en 1973, + 5,5 % en 1972, contre + 17,5 % en 1971 (voir chiffres complets tableau 1).

TABLEAU 1 - EXPORTATIONS DE MARCHANDISES

(Chiffres en milliards de dollars)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	42,6	43,5	48,9	70,2
Croissance annuelle en volume (%) ..	8,0	-1,2	9,1	23,8
GRANDE-BRETAGNE	19,3	22,3	24,3	30,4
Croissance annuelle en volume (%) ..	2,7	6,1	1,5	14,4
FRANCE	17,7	20,3	26,0	35,9
Croissance annuelle en volume (%) ..	14,9	8,6	14,3	9,7
ALLEMAGNE	34,2	38,9	46,2	67,5
Croissance annuelle en volume (%) ..	8,5	6,7	8,6	17,8
JAPON	19,3	24,0	28,6	36,8
Croissance annuelle en volume (%) ..	14,5	17,5	5,5	3,7
ITALIE	13,2	15,1	18,5	22,2
Croissance annuelle en volume (%) ..	8,4	7,0	14,2	4,1
U.R.S.S.	12,8	13,8	15,4	21,4
Croissance annuelle en valeur (%) ..	9,8	7,9	11,2	39,3

Sources : O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques* ; F.M.I., *International Financial Statistics*. Les statistiques officielles ne permettent pas de connaître la croissance annuelle des exportations de l'U.R.S.S. en volume (c'est-à-dire abstraction faite de la hausse des prix).

Grâce à cette contre-attaque monétaire, les Etats-Unis ont rétabli en 1973 l'équilibre de leur balance commerciale avec même un léger excédent (voir tableau 2), ce qui a représenté une amélioration de plus de 7 milliards de dollars en un an, alors que l'excédent japonais diminuait simultanément de plus de 5 milliards de dollars ; de même, ils ont provisoirement renversé la tendance à long terme à la diminution de leur part du marché mondial (12,4 % en 1973 contre 12 % en 1972), alors que pour la première fois celle du Japon diminuait (6,5 %, contre 7 % en 1972) (voir chiffres complets tableau 3).

Malgré des dévaluations de fait de leur monnaie favorables à leurs exportations, les plus faibles des grands pays capitalistes développés, la Grande-Bretagne et l'Italie, ont subi en 1973 les conséquences de la contre-attaque américaine, du renforcement de la concurrence internationale, et de leurs difficultés sociales internes, avec de lourds déficits de leurs balances commerciales et la diminution de leurs parts du marché mondial — qui est pour la Grande-Bretagne une tendance historique depuis longtemps mise en évidence, mais qui

TABEAU 2 - BALANCES COMMERCIALES

(Chiffres en milliards de dollars)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	2,11	-2,69	-6,91	0,64
GRANDE-BRETAGNE	0,03	0,76	-1,72	-5,88
FRANCE	0,32	1,10	1,27	1,60
ALLEMAGNE	5,90	6,70	8,20	14,40
JAPON	3,96	7,78	8,97	3,74
ITALIE	-0,38	0,11	0,00	-3,94
U.R.S.S.	1,07	1,32	-1,68	0,35

Données f.o.b. pour tous les pays y compris l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Sources : F.M.I., *International Financial Statistics* ; pour l'Allemagne, F.M.I., *Annual Report*, 1974 ; pour l'U.R.S.S., chiffres calculés d'après : O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*.

TABEAU 3 - PARTS DU MARCHÉ MONDIAL

(Pourcentage des exportations mondiales réalisé par chaque pays)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	13,6	12,5	12,0	12,4
GRANDE-BRETAGNE	6,2	6,5	6,0	5,4
FRANCE	5,6	5,9	6,4	6,4
ALLEMAGNE	10,9	11,3	11,3	12,0
JAPON	6,2	6,9	7,0	6,5
ITALIE	4,2	4,4	4,5	3,9
U.R.S.S.	4,1	4,0	3,8	3,8

Sources : chiffres calculés d'après : O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*.

marque pour l'Italie la fin du « miracle économique ». Ces difficultés se sont encore aggravées en 1974, mettant les deux pays au bord de la cessation des paiements, qu'ils n'ont pu éviter qu'à l'aide d'emprunts massifs auprès de leurs concurrents prospères (2).

En revanche le capitalisme allemand, plus florissant que jamais, a de nouveau accumulé, malgré la réévaluation du deutschemark, un énorme excédent commercial au détriment de ses concurrents, et augmenté de nouveau sa part de marché mondial qui est maintenant très proche de celle des Etats-Unis avec 12 % (contre 11,3 % en 1972). L'Allemagne occupe d'ailleurs déjà depuis plusieurs années la première place pour les exportations de produits manufacturés : en 1973, elle en a exporté 60,3 milliards de dollars contre 44,7 aux U.S.A., 34,9 au Japon, 23,6 à la France et 25,6 à la Grande-Bretagne (3). Quant au capitalisme français, il a réussi en 1973 à « limiter les dégâts » en stabilisant sa part de marché mondial (6,4 % en 1972 et en 1973) qui était en lente augmentation depuis une dizaine d'années, et en récoltant un léger excédent commercial.

On remarquera au passage la faiblesse marquée du capitalisme russe, dont la part de marché mondial diminue lentement depuis quelques années malgré un net progrès des exportations en 1973, et dont les exportations sont constituées pour plus des deux tiers de matières premières et de produits semi-finis, car ses produits manufacturés supportent *en général* mal, pour des raisons essentiellement technologiques, la concurrence des produits des capitalismes développés occidentaux. Ceci confirme une fois de plus notre thèse sur le caractère encore relativement arriéré du capitalisme russe, dont le développement est entravé par une structure agraire archaïque et partiellement pré-capitaliste.

La « crise pétrolière »

Après avoir rétabli sa situation commerciale et monétaire, l'impérialisme américain s'est livré à une seconde contre-attaque en exploitant habilement la « crise pétrolière » de la fin 1973. Rappelons que le marché pétrolier mondial est dominé par le cartel des compagnies anglo-saxonnes, qui contrôle directement ou indirectement plus des deux tiers de la production mondiale (4) ; le Japon et les pays européens dépendent entièrement des importations de pétrole (en provenance essentiellement du Moyen-Orient) pour leur consommation, alors que les Etats-Unis n'importent encore qu'environ 30 % de leur. En conséquence, c'est l'impérialisme américain qui contrôle l'approvisionnement pétrolier de ses principaux concurrents commerciaux, en particulier de l'Allemagne et du Japon qui n'ont encore, malgré leurs efforts, réussi à fonder aucune compagnie pétrolière de taille et de puissance comparable aux compagnies anglo-américaines. Par suite de l'accroissement constant de la demande dû au développement capitaliste, et de la haute conjoncture des économies capitalistes occidentales, la situation du marché pétrolier s'est trouvée tendue en 1973. Cela ne signifie nullement qu'il y ait eu une « pénurie absolue » — qui n'existe

(2) Le dernier en date est le prêt de 2 milliards de dollars consenti à l'Italie par l'Allemagne début septembre.

(3) Source : O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1974.

(4) Voir dans *Le Prolétaire* n^{os} 140 à 142 le rapport sur *L'impérialisme et les matières premières*.

pas, puisqu'il est toujours possible de mettre en exploitation des gisements supplémentaires à des coûts plus élevés. Mais, comme l'explique Marx dans *Travail salarié et capital*, une situation où la demande tend à être plus importante que l'offre tend à mettre les vendeurs en position de force :

« Supposons qu'il y ait 100 balles de cotons sur le marché et, en même temps, des acheteurs pour 1.000 balles de coton. Dans ce cas, la demande est dix fois plus grande que l'offre. La concurrence entre les acheteurs sera par conséquent très forte, chacun de ceux-ci veut s'approprier une, et si possible l'ensemble des 100 balles. [...] un acheteur cherchera donc à évincer l'autre du marché en offrant un prix plus élevé pour la balle de coton. Les vendeurs de coton qui aperçoivent les troupes de l'armée ennemie en train de se livrer entre elles le combat le plus violent et qui sont absolument assurés de vendre entièrement leurs 100 balles, vont se garder de se prendre les uns les autres aux cheveux pour abaisser le prix du coton, à un moment où leurs adversaires rivalisent entre eux pour le faire monter. Voilà donc la paix survenue soudain dans l'armée des vendeurs. Ils sont comme un seul homme, face aux acheteurs, ils se croisent philosophiquement les bras et leurs exigences ne connaîtraient pas de bornes si les offres de ceux mêmes qui sont le plus pressés d'acheter n'avaient pas leurs limites bien déterminées. Si donc l'offre d'une marchandise est plus faible que la demande de cette marchandise, il n'y a pas du tout ou presque pas de concurrence parmi les vendeurs. La concurrence parmi les acheteurs croît dans la proportion même où diminue cette concurrence. Résultat : hausse plus ou moins importante des prix de la marchandise. » (Editions Sociales, p. 25).

Les Etats producteurs, appliquant tout simplement... la loi du marché qu'ils avaient jusqu'ici subi de manière draconienne, ont donc décidé une nouvelle augmentation du prix du brut en se servant, lors du conflit du Moyen-Orient, de l'épisode de l'« embargo » pétrolier pour accentuer leur pression. L'impérialisme américain a su exploiter avec beaucoup d'habileté cette situation aux dépens de ses « alliés » européens et japonais. Rappelons qu'en 1971 déjà, lors des négociations de Téhéran et Tripoli, le cartel anglo-américain ne s'était pas opposé — alors qu'il en avait les moyens, comme plusieurs épisodes antérieurs l'ont montré — aux augmentations de prix et aux rachats progressifs de leurs parts dans l'exploitation réclamés par les Etats producteurs : les compagnies pétrolières n'y perdaient pas un dollar puisque leur situation de cartel leur permettait de fixer le prix mondial réclamé aux consommateurs ; en revanche, l'Europe et le Japon devaient payer des milliards de dollars supplémentaires dont la plus grosse partie revenait aux Etats-Unis par l'intermédiaire de commandes (militaires en particulier) et de placements financiers ; en outre, la hausse des prix mondiaux favorisait la recherche pétrolière, la rentabilisation des énormes réserves américaines de schistes bitumineux et du pétrole de l'Alaska, et donc à long terme l'indépendance énergétique des Etats-Unis. Le même scénario s'est reproduit sur une échelle plus vaste en 1973, pimenté par la « crise de l'énergie » mise en scène par les compagnies pour faire accepter sans coup férir l'augmentation de leurs prix et de leurs bénéfices, et par l'« embargo » des pays arabes soi-disant dirigé contre les Etats-Unis.

Dans un premier temps, la hausse des prix allait, pour les mêmes raisons qu'en 1971, dans le sens des intérêts à long terme de l'impérialisme américain : Washington s'y est donc d'autant moins opposé que, malgré les déclarations fracassantes de certains dirigeants arabes, pas une goutte de pétrole n'a manqué

aux U.S.A., pourtant les premiers visés théoriquement par l'embargo (5); peut-être même l'a-t-il encouragée — ce qui revient en l'occurrence au même, sachant qu'en tout état de cause la tendance à la hausse ne pouvait être provoquée *ex nihilo* ni par les émirs ni par les compagnies, mais provenait de la situation du marché. Mais une hausse trop forte risquait de mettre Washington dans la situation de l'apprenti-sorcier, car les intérêts américains eux-mêmes auraient été compromis par une augmentation excessive du coût des importations pétrolières, tandis que l'Europe et le Japon pouvaient être acculés à la faillite pure et simple, avec toutes les conséquences que cela pouvait entraîner pour l'économie mondiale. Dans une deuxième phase, l'impérialisme américain a alors averti les Etats producteurs que la limite était atteinte, et utilisé l'Arabie Saoudite pour essayer de faire entendre raison à certains Etats (l'Iran et l'Algérie en particulier) qui ne voyaient pas de limite à la montée des prix du brut. Cette pression, jointe à une légère baisse de la demande par suite des restrictions de consommation dans un certain nombre de pays, a provisoirement stabilisé les prix.

Pour l'impérialisme américain, la manœuvre a été encore plus payante que la manœuvre monétaire: le retour à l'indépendance énergétique est facilité, les bénéfices des sociétés pétrolières ont fait un bond spectaculaire, les recettes des Etats producteurs ont quadruplé aux dépens essentiellement des pays d'Europe et du Japon; or les Etats-Unis sont le premier fournisseur des Etats producteurs (en particulier en armes), le seul pays impérialiste occidental à avoir avec eux une balance commerciale positive (voir tableau 4), le seul, en raison

**TABLEAU 4 : BALANCE COMMERCIALE
AVEC LES ETATS PRODUCTEURS - MEDITERRANEE -
GOLFE PERSIQUE . 1973**

(Algérie, Libye, Irak, Arabie Saoudite, Koweït, Bahrein, Iran)

	Millions de dollars mensuels			Solde annuel
	Importations	Exportations	Solde	
ETATS-UNIS	100,5	152,8	+ 52,3	+ 627
G.-B.	236,3	98,3	— 138,0	— 1.656
FRANCE	258,3	119,6	— 138,7	— 1.664
ALLEMAGNE	265,1	127,2	— 137,9	— 1.654
JAPON	380,9	121,6	— 259,3	— 3.111
ITALIE	274,0	85,9	— 188,1	— 2.257

Source: O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur*.

(5) Rappelons à ce propos qu'au plus fort de la « crise » la Russie a fourni du brut aux Etats-Unis. Pur gage de bonne volonté politique, d'ailleurs, puisque les Etats arabes n'ont jamais cessé de fournir l'Oncle Sam!

des vicissitudes de l'impérialisme britannique, à posséder un réseau financier suffisamment puissant pour accueillir les capitaux des Etats producteurs cherchant à se replacer.

Surtout, les concurrents des Etats-Unis ont été sévèrement touchés par la hausse des prix du pétrole : ils voient leurs prix de revient augmenter, donc leur capacité concurrentielle diminuer ; ils perdent des sommes importantes qui vont servir à... élargir les marchés de l'impérialisme américain, accroître sa puissance financière, et contribuer à renforcer son réseau politico-militaire au Moyen-Orient. Au passage les tentatives d'accord énergétique européen ont été disloquées par la trop grande divergence d'intérêts entre Etats, et le Japon a subi un véritable étranglement économique par une diminution des livraisons pétrolières nettement supérieure à la diminution de production des Etats du Moyen-Orient (6). Les effets de la manœuvre américaine seront certainement beaucoup plus importants et plus durables que ceux des manipulations monétaires : ils ont achevé de rétablir la position relative de l'impérialisme américain par rapport à ses concurrents, en leur faisant sentir le poids de sa puissance, et en leur infligeant un handicap commercial et financier qui sera long à surmonter. Mais ils l'ont fait au prix d'une accélération de l'inflation mondiale déjà galopante, de l'accentuation de la baisse des taux de profit qui se fait sentir « cruellement » pour les capitalismes les plus anciens comme la Grande-Bretagne, et de l'étranglement financier des économies les plus fragiles. En un mot l'impérialisme américain n'a su se délivrer provisoirement de ses difficultés qu'en aggravant les facteurs de crise de l'économie capitaliste mondiale.

L'ouverture à l'Est

La prépondérance américaine s'est également manifestée dans le domaine des rapports économiques avec les pays capitalistes de l'Est européen et la Chine, dont d'une manière générale la dépendance économique vis-à-vis des pays impérialistes d'Occident s'accroît progressivement. Sur le plan commercial, l'ouverture à l'Est a connu en 1973 une forte progression : les exportations des 6 premiers pays capitalistes occidentaux (U.S.A., Allemagne, Japon, Grande-Bretagne, France, Italie) vers l'U.R.S.S., ses satellites européens et la Chine sont passées à 13,2 milliards de dollars, contre 8,1 milliards de dollars en 1972 et 6,3 milliards de dollars en 1971, c'est-à-dire qu'elles ont plus que doublé de valeur en deux ans. Cette expansion a surtout profité à l'impérialisme américain, dont les exportations vers les pays de l'Est ont pratiquement triplé de valeur en 1973 par rapport à 1972 (voir tableau 5), et à l'Allemagne, qui est le premier exportateur occidental vers ces pays ; à l'inverse, les plus faibles des grands pays capitalistes, la Grande-Bretagne et l'Italie, sont aussi ceux qui ont le moins profité de l'ouverture à l'Est. Vers la seule Russie (tableau 6), les Etats-Unis ont plus que doublé leurs exportations en 1973 et ont même pris la première place à l'Allemagne (mais compte tenu de l'importante place prise par les exportations de céréales américaines en 1973, la tendance devrait se ralentir). Vers la Chine (tableau 7), la première place est toujours occupée par le Japon, dont les exportations progressent régulièrement, mais là encore le commerce des Etats-Unis a fait un bond, passant

(6) Ce bel exemple de « coopération harmonieuse entre les nations » a été signalé par *The Economist*, 1-12-73.

TABLEAU 5 - EXPORTATIONS VERS ZONE SINO-RUSSE

(Millions de dollars - Moyennes mensuelles)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	29,4	32,0	73,2	207,2
GRANDE-BRETAGNE	60,6	57,1	63,9	83,3
FRANCE	61,2	70,7	84,1	121,8
ALLEMAGNE	177,8	204,4	273,6	436,5
JAPON	87,0	95,6	120,1	162,7
ITALIE	63,9	67,5	72,2	89,5

Source: O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur*. La ligne Allemagne inclut les exportations de l'Allemagne de l'Ouest vers l'Allemagne de l'Est, calculées d'après les données fournies dans: O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1974, p. xvii.

en deux ans de... zéro à un rythme de plus de 50 millions de dollars mensuels en 1973 et dépassant même les 100 millions de dollars mensuels au 1^{er} trimestre 1974. De même, en ce qui concerne les exportations de capitaux vers les pays de l'Est, les données fragmentaires dont on peut disposer montrent une forte progression en 1973, la place prépondérante étant occupée par l'impérialisme américain avec plus de 800 millions de dollars.

Si la rapide progression de ces chiffres montre une incontestable tendance à l'ouverture des marchés de l'Est aux marchandises et aux capitaux occidentaux, il faut cependant se garder en les interprétant de toute illusion sur leur importance *actuelle* pour les économies occidentales: par rapport aux exportations totales de chaque pays, les exportations vers l'Est ne représentent encore en effet qu'une fraction minime, même si elle va grandissant: ainsi

TABLEAU 6 - EXPORTATIONS VERS L'U.R.S.S.

(Millions de dollars - Moyennes mensuelles)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	9,8	13,4	45,5	99,2
GRANDE-BRETAGNE	20,4	18,0	18,8	19,8
FRANCE	22,7	21,3	28,0	48,0
ALLEMAGNE	35,2	38,4	59,3	98,5
JAPON	28,4	31,4	42,0	40,3
ITALIE	25,6	24,6	22,3	29,3

Source: O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur*.

TABLEAU 7 - EXPORTATIONS VERS LA CHINE

(Millions de dollars - Moyennes mensuelles)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	—	—	5,0	57,4
GRANDE-BRETAGNE	8,9	5,7	6,5	17,2
FRANCE	6,7	9,2	4,9	7,4
ALLEMAGNE	13,9	11,5	13,7	25,8
JAPON	47,4	48,1	50,7	86,6
ITALIE	4,7	4,9	6,4	6,3

Source : O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur*.

en 1973, les exportations vers l'U.R.S.S., ses satellites européens et la Chine n'ont représenté que 3,5 % des exportations totales de marchandises des Etats-Unis, 5,3 % de celles du Japon, 3,3 % de celles de la Grande-Bretagne, 4 % de celles de la France, 4,8 % de celles de l'Italie; seule l'Allemagne avait un pourcentage plus significatif avec 7,8 %. L'ouverture des marchés des pays de l'Est a jusqu'ici été entravée par la faiblesse de leurs économies: peu compétitives sur le marché mondial pour les exportations de produits manufacturés (voir l'évolution de la part de marché mondial de la Russie, tableau 3), et exportant surtout des matières premières et des produits semi-finis, elles manquent des devises fortes nécessaires à l'achat sur une grande échelle de tous les biens d'équipement qu'elles ne peuvent produire elles-mêmes. C'est ainsi qu'en 1973 les échanges commerciaux Est-Ouest accusaient globalement un net solde positif en faveur de l'Occident, plus précisément des économies les plus fortes, Etats-Unis et Allemagne (alors qu'une fois de plus l'Angleterre et l'Italie étaient en déficit). Cette situation devrait progressivement se modifier à l'avenir pour l'U.R.S.S., riche en or et en matières premières (pétrole en particulier) en raison des fortes hausses récentes des prix mondiaux de ces produits (qui devraient aussi profiter à la Chine, qui en est également riche). Mais cela ne change rien au fait confirmé par la structure dissymétrique du commerce Est-Ouest, biens d'équipements contre matières premières et semi-finis, à savoir le retard économique des capitalismes orientaux sur ceux d'Occident, et donc l'accentuation de leur dépendance économique que représente l'ouverture à l'Est. Ce fait est confirmé par l'augmentation des sommes empruntées à l'Ouest, ainsi que par l'ouverture depuis deux ans de la Hongrie, de la Pologne et de la Roumanie aux *investissements directs occidentaux*, américains et allemands au premier chef. Il est également confirmé par le renversement rapide de la structure géographique du commerce extérieur de la Pologne (une tendance suivie moins rapidement par les autres pays de l'Est européen): en l'espace de quatre ans, la part des importations en provenance des 6 principaux pays capitalistes occidentaux a presque doublé, passant de 15,6 % à 28,1 % (voir tableau 8), ce qui signifie, compte tenu des échanges avec les autres pays occidentaux et ceux du « tiers-monde » que la plus grosse partie des importations polonaises ne vient plus des pays du bloc de l'Est. Cette évolution est grosse de conséquences pour l'avenir: à mesure en effet qu'elles s'intègrent

TABLEAU 8 - EXPORTATIONS VERS LA POLOGNE

(Millions de dollars - Moyennes mensuelles)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	5,8	6,1	9,3	29,1
GRANDE-BRETAGNE	11,9	13,0	15,6	22,6
FRANCE	6,7	6,9	12,5	22,3
ALLEMAGNE	14,9	18,7	37,5	83,7
JAPON	1,8	3,5	7,4	10,8
ITALIE	6,0	7,3	10,6	15,5
TOTAL DES 6 PAYS	47,1	55,5	92,9	184,0
TOTAL ANNUEL	565	666	1.115	2.208
IMPORTATIONS ANNUELLES DE LA POLOGNE	3.608	4.038	5.335	7.856
PART DES 6 PAYS DANS LES IMPORTATIONS POLONAISES	15,6 %	16,5 %	20,9 %	28,1 %

Source: O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur*; O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*.

davantage au marché mondial dominé par les impérialismes occidentaux, les économies des pays de l'Est deviennent de plus en plus vulnérables à ses fluctuations (les « démocraties populaires » ressentent déjà par exemple la hausse des prix du pétrole), et créent ainsi un nouveau terrain pour l'élargissement et l'approfondissement des crises cycliques du mode de production capitaliste.

Permanences des déséquilibres

Les manipulations monétaires, l'exploitation de la crise pétrolière, l'ouverture à l'Est, toutes ces manœuvres politico-économico-diplomatiques ont rapporté comme dividende le rétablissement spectaculaire de l'impérialisme américain par rapport à ses concurrents économiques occidentaux. Confronté coup sur coup avec le ralentissement brutal de ses exportations, puis le renchérissement brutal de ses importations à la suite de la crise pétrolière, le concurrent japonais, le plus dynamique et le plus dangereux à moyen terme, a été littéralement « étranglé » par l'impérialisme yankee: sa balance commerciale et sa balance des paiements sont devenues déficitaires au début de 1974, l'inflation

TABLEAU 9 - EXPORTATIONS DE CAPITAUX

(Chiffres en milliards de dollars)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	12,78	13,79	14,22	15,83
<i>dont : investissements directs</i>	7,33	8,10	7,92	9,35
Revenus des exportations de capitaux	14,37	16,01	18,44	23,05
GRANDE-BRETAGNE	2,11	2,42	4,02	3,40
<i>dont : investissements directs</i>	1,24	1,54	1,73	3,05
Revenus des exportations de capitaux	3,33	3,53	3,97	5,80
FRANCE	1,70	2,16	2,72	
<i>dont : investissements directs</i>	0,37	0,39	0,58	
Revenus des exportations de capitaux	1,44	1,55	1,78	
ALLEMAGNE	2,44	1,70	1,49	
<i>dont : investissements directs</i>	0,87	1,04	1,55	1,73
Revenus des exportations de capitaux	1,97	2,48	2,87	
JAPON	2,57	3,01	5,02	8,43
<i>dont : investissements directs</i>	0,35	0,36	0,72	1,88
Revenus des exportations de capitaux	0,71	0,98	1,62	2,64
ITALIE	0,97	0,81		
<i>dont : investissements directs</i>	0,11	0,39		
Revenus des exportations de capitaux	0,90	1,04		

Sources : F.M.I., *Balance of Payments Yearbook* ; pour 1973 : U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business* ; Bank of Japan, *Economic Statistics Monthly* ; HMSO, U.K. *Balance of Payments 1963-73* ; *Monthly Report of the Deutsche Bundesbank*. Les chiffres de 1973 sont provisoires.

a fait un bond avec un taux annuel record de 23 %, et toutes les prévisions de croissance ont été revues à la baisse. Mais si l'expansion japonaise a subi un coup de frein sur le plan industriel et commercial, elle a continué de plus belle sous d'autres formes. La réévaluation de la monnaie japonaise, en augmentant son pouvoir d'achat par rapport aux autres monnaies, a encouragé les *exportations de capitaux*, qui ont connu en 1972 et en 1973 une très forte expansion, passant en deux ans de 3 milliards de dollars à près de 8,5 milliards de dollars par an ; dans le même temps, les flux d'investissement direct ont quintuplé pour atteindre 1,8 milliard de dollars en 1973 (tableau 9). Ces chiffres sont encore très inférieurs à ceux de l'impérialisme américain, qui a exporté en 1973 près de 16 milliards de dollars de capitaux, dont plus de 9 milliards de dollars d'investissements directs (soit plus de 50 % des capitaux exportés par les Etats-Unis, alors que les capitaux japonais exportés comprennent relativement beaucoup plus de prêts et de crédit commercial), et dont les revenus globaux des exportations de capitaux (23 milliards de dollars en 1973) dépassent désormais largement ces exportations elles-mêmes. Mais ils placent déjà le Japon au 2^e rang mondial des exportateurs de capital derrière les Etats-Unis, et au 3^e rang des investisseurs directs à l'étranger derrière les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (qu'il dépassera certainement bientôt), et leur croissance s'effectue à un rythme qui n'est égalé par aucun autre pays.

Même si ce rythme doit se ralentir en 1974 en raison des sorties supplémentaires de devises provoquées par la hausse des prix du pétrole, leur reprise est vitale pour l'impérialisme japonais qui cherche à s'assurer le contrôle de nouvelles sources de matières premières, et à contourner les barrières de toutes sortes élevées contre ses exportations en faisant fabriquer ses marchandises dans d'autres pays — notamment les pays du Sud-Est asiatique où il peut trouver des masses de force de travail surexploitées à très bon marché.

Quant à l'économie allemande, elle a traversé imperturbablement les réévaluations du deutschemark et la crise pétrolière, et continue d'accumuler les excédents commerciaux et les réserves de devises (qui, soit dit en passant, réduisent à néant tous les rêves d'Europe monétaire). Privé historiquement par ses rivaux impérialistes de colonies et donc de matières premières monopolisables à bas prix, contraint depuis les origines à exporter coûte que coûte pour acheter sur le marché mondial les matériaux indispensables, l'impérialisme allemand prend sa revanche dialectique en posant une fois de plus sa candidature à la place de premier exportateur mondial (7). Ses exportations de capitaux croissent à un rythme rapide et sa puissance économique se fait sentir dans toute l'Europe centrale jusqu'aux Balkans (dont il s'est fait un réservoir de force de travail) et à l'Iran. Sa puissance financière en fait régulièrement le banquier des pays européens en difficulté, et sa monnaie joue déjà un rôle continental.

Malgré le rétablissement de la position américaine, les tendances profondes à la remise en cause des équilibres économiques — c'est-à-dire du règne incontesté du despote américain sur le marché mondial — subsistent donc et ne peuvent que s'accroître sous la pression des impérialismes plus jeunes et plus dynamiques. Cette situation implique forcément de nouveaux affrontements économiques, commerciaux, monétaires, démontrant chaque fois plus violemment que les forces productives étouffent de plus en plus dans le cadre étroit du capitalisme, et menant lentement mais sûrement à l'affrontement entre États concurrents. Cette constatation était récemment exprimée dans les termes suivants par le ministre des finances japonais Fukuda :

« ...dans le domaine économique, il y a depuis quelques années un sentiment croissant d'incertitude et d'imprévisibilité. En un sens la situation économique mondiale ressemble aujourd'hui à celle d'avant la deuxième guerre mondiale [...]. Les efforts de coopération globale échouèrent, l'égoïsme était généralisé, et l'économie mondiale allait rapidement vers la régionalisation et la formation de blocs économiques. Telle était, en gros, la situation d'avant la deuxième guerre mondiale, et je lui trouve une ressemblance avec la situation économique d'aujourd'hui [...]. Je ne crois pas qu'il y aura une troisième guerre mondiale [...] car l'esprit de coopération est aujourd'hui beaucoup plus fort... Mais on ne peut cependant exclure l'éventualité que des pays, pour défendre leurs intérêts nationaux, recourent à des mesures économiques plutôt qu'à des mesures militaires ou aux armes nucléaires. Un tel cours serait désastreux, car il serait impossible de préserver la paix mondiale si tel devenait le comportement ordinaire de tous les pays. Les pays du monde doivent comprendre que le nationalisme économique myope... peut sérieusement miner les efforts faits dans d'autres domaines pour préserver la paix mondiale » (Far Eastern Economic Review, 13-5-1974).

(7) Rappelons qu'il occupe déjà la première place pour les exportations de produits manufacturés, et que près de 50 % de ses exportations sont constituées par des biens d'équipement, c'est-à-dire ceux dont la production croît le plus rapidement dans le mécanisme de l'accumulation capitaliste.

Pour des marxistes, qui savent ce qu'il faut penser de la « coopération internationale » bourgeoise, on ne saurait exprimer plus clairement que le développement du capitalisme mène à l'affrontement des intérêts nationaux et à la guerre. Une telle perspective n'est évidemment pas pour un avenir proche, puisque les impérialismes jeunes qui jouent les trouble-fêtes dans l'équilibre économique mondial sont encore *politiquement et militairement* impuissants et soumis au super-impérialisme américain. Mais ce contraste entre leur puissance économique et leur impuissance politique et militaire n'est qu'une source supplémentaire d'antagonismes qui devront inéluctablement trouver leur solution à travers de nouveaux bouleversements au cours desquels, *d'une manière ou d'une autre*, ce fossé de plus en plus insupportable pour les Etats allemand et japonais devra être comblé.

II. — LA SITUATION DE L'ECONOMIE MONDIALE

L'économie capitaliste mondiale a connu en 1973 le sommet d'une période de « prospérité » marquée notamment par la croissance de la production industrielle de la plupart des pays développés, la forte progression du commerce mondial (les exportations ont augmenté de 14,5 % en volume, contre + 8,5 % en 1972 et + 6,1 % en 1971), l'accroissement de la demande de matières premières, et l'accélération de la hausse des prix qui caractérise toujours la phase « montante » du cycle économique capitaliste. Après cette phase montante, le cycle se trouve maintenant dans sa phase de baisse qui le mène à la récession ; à cette tendance qui est déjà en elle-même une sérieuse source de difficultés pour les économies capitalistes nationales s'ajoutent d'une part le phénomène de l'inflation, qui prend des proportions encore jamais atteintes, d'autre part les incidences de la hausse brutale du prix des matières premières (pétrole en particulier) ; cette hausse accule la plupart des pays développés à essayer d'exporter encore plus pour équilibrer leurs balances commerciales au moment précis où, du fait du ralentissement économique général, les marchés vont avoir tendance à se resserrer. Tous ces facteurs de crise se reflètent dans un désarroi général de la bourgeoisie — et, une fois de plus, dans les appels aux sacrifices lancés à la classe ouvrière par le chœur unanime des gouvernants avec l'assentiment et l'appui de leurs valets opportunistes.

Les crises cycliques du capitalisme

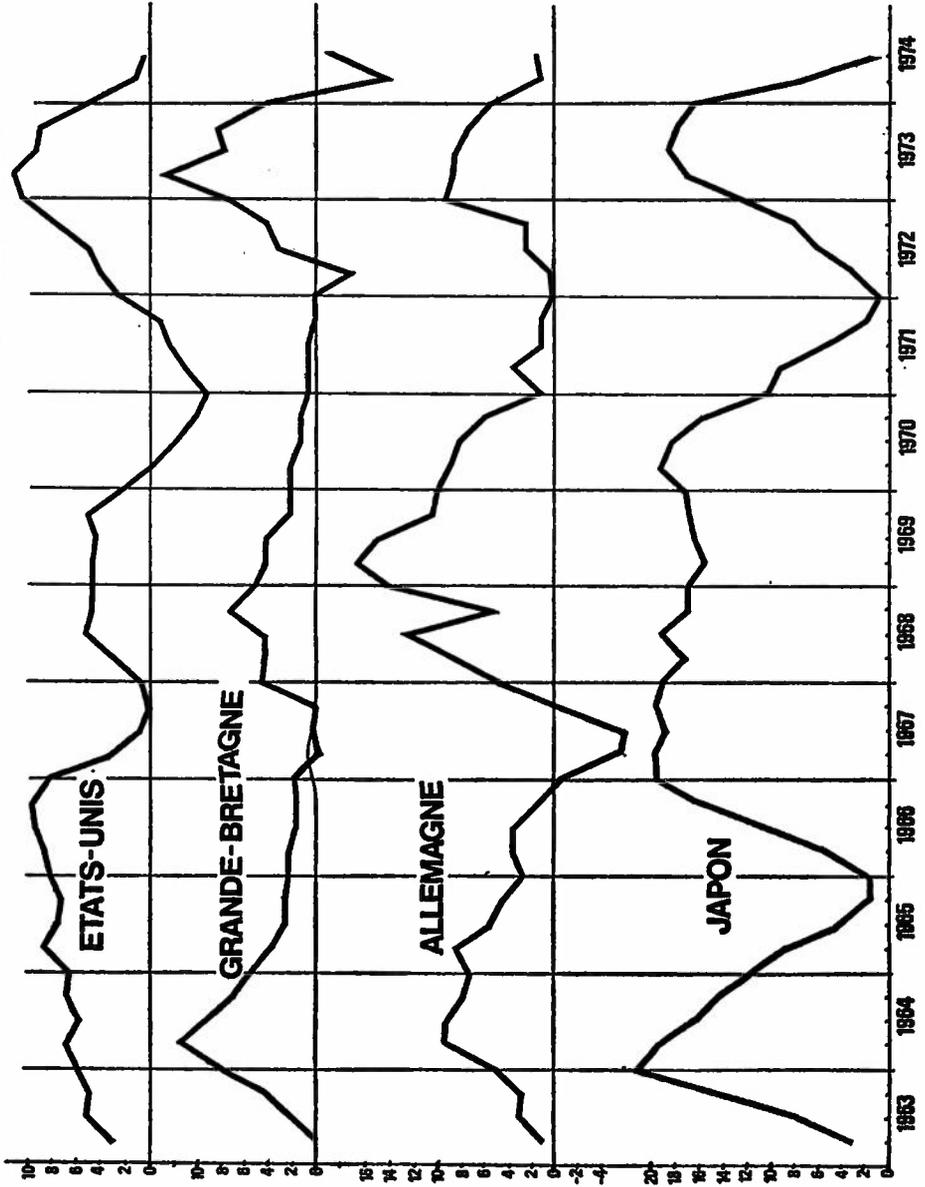
Sans reprendre dans le cadre de ce rapport la théorie des crises cycliques de l'économie capitaliste, rappelons brièvement ce que Marx écrivait dans *Le Capital* :

« L'expansibilité immense et intermittente du système de fabrique jointe à sa dépendance du marché universel, enfante nécessairement une production fiévreuse suivie d'un encombrement des marchés, dont la contraction amène la paralysie. La vie de l'industrie se transforme ainsi en une série de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation. L'incertitude et l'instabilité auxquelles l'exploitation mécanique soumet le travail finissent par se consolider et par devenir l'état normal de l'ouvrier, grâce à ces variations périodiques du cycle industriel » (Livre I, Ed. Soc. II, p. 133).

Et plus loin Marx précisait :

« Jusqu'ici la durée périodique des cycles est de 10 ou 11 ans, mais il n'y a aucune raison de considérer ce chiffre comme constant. Au contraire, on doit

TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



inférer des lois de la production capitaliste, telles que nous venons de les développer, qu'il est variable et que la période des cycles se raccourcira graduellement » (Ed. Soc. III, p. 77).

Un siècle plus tard, cette série de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation, n'a pas cessé de se manifester. La centralisation croissante de l'économie capitaliste a provoqué une intervention accrue de l'Etat pour essayer d'atténuer tant bien que mal grâce à des commandes publiques, des « fonds d'action conjoncturelle », etc., les conséquences les plus dangereuses de ces fluctuations qui jettent périodiquement des milliers d'ouvriers sur le pavé : mais malgré l'énorme puissance des machines étatiques, le « cycle des affaires », bien que parfois adouci, demeure, et avec lui les alternances de prospérité et de dépression et donc *l'insécurité permanente* que le capitalisme engendre pour la classe ouvrière.

Afin de mettre ces cycles en évidence pour les principaux pays capitalistes développés, nous procéderons de la manière suivante : nous prendrons pour chaque pays la série des indices de la production industrielle, trimestre par trimestre, depuis 1963 ; puis, pour chaque trimestre, nous calculerons grâce aux indices l'augmentation en pourcentage de la production par rapport au même trimestre de l'année précédente. On obtient ainsi, grâce à cette méthode grossière du point de vue de la statistique mais tout à fait suffisante pour ce qui nous intéresse, une série représentant l'évolution du taux annuel de crois-

TABLEAU 10 :

Taux de Croissance de la Production Industrielle

Pour chaque année, les 4 lignes donnent les taux de croissance pour chaque trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Etats-Unis	3,2	7,2	8,7	8,8	3,2	3,1	4,6	0	-2,9	4,3	11,6	1,5
	5,2	6,0	7,5	9,6	0,8	5,5	4,5	-2,1	-1,5	5,2	9,8	0,4
	5,2	6,9	7,4	9,5	0	4,7	5,2	-3,6	-0,7	7,9	9,2	
	6,2	6,9	8,3	8,5	0,8	4,6	2,2	-5,1	2,9	10,7	5,3	
Grande-Bretagne ..	0	11,6	3,8	2,7	-0,9	4,5	4,3	2,5	0,8	-3,2	13,4	-6,3
	2,0	9,1	2,8	1,8	0	4,4	4,2	1,6	0,8	3,2	7,8	-0,9
	4,1	6,9	2,8	1,8	0	7,1	2,5	1,6	0	4,2	8,2	
	8,3	5,8	2,7	1,8	4,5	5,2	2,5	0,8	0	7,1	3,8	
Allemagne	1,0	9,4	8,5	3,5	-5,9	8,1	16,7	9,3	3,9	0,6	8,7	1,2
	3,1	9,1	5,5	3,5	-5,9	12,6	15,2	8,3	1,3	2,5	8,6	1,5
	3,0	7,9	4,6	1,7	-1,7	5,2	10,8	6,2	1,3	2,5	7,6	
	5,0	7,7	2,7	-0,9	4,4	14,3	10,3	1,3	0	9,1	5,5	
Japon	3,3	19,4	8,1	5,0	19,8	17,2	15,8	19,5	9,4	2,9	17,0	7,2
	7,7	16,3	4,4	10,9	18,9	19,1	16,6	18,3	5,0	5,9	18,5	1,1
	14,5	14,5	1,7	15,8	19,4	16,8	17,0	16,3	1,9	7,8	18,0	
	21,4	11,1	1,7	19,7	19,2	16,7	17,2	10,5	0,9	12,6	16,4	

Source : O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques*. Chiffres calculés d'après les indices trimestriels de la production industrielle, corrigés des variations saisonnières

sance de la production industrielle, trimestre par trimestre (tableau 10). Les graphiques obtenus à partir d'un tel tableau (p. 40) mettent en évidence, pour chacun des pays considérés, l'existence de cycles de production plus ou moins réguliers, plus ou moins marqués, mais qui se manifestent incontestablement avec des périodicités variant entre 3 et 5 ans (8).

On voit que pour les quatre principaux pays capitalistes occidentaux, la phase de dépression la plus récente a culminé en 1970 pour les Etats-Unis (avec une nette baisse de production), en 1971 pour l'Allemagne et le Japon (pas de baisse de production, mais ralentissement), et fin 1971 pour la Grande-Bretagne (légère baisse de production). C'est précisément cette même année 1970-71 qui avait été marquée par la recrudescence du chômage, le ralentissement du commerce mondial, et de durs affrontements commerciaux et monétaires entre « alliés » occidentaux : l'apparente harmonie des rapports entre nations capitalistes, qui peut acquérir un début de vraisemblance en période d'accumulation rapide, avait fait place à la vérité des rapports bourgeois dès les premières difficultés : « *A part les périodes de prospérité, écrit Marx, la lutte la plus acharnée s'engage entre les capitalistes pour leur place au marché et leurs profits...* » (Ed. Soc. II, p. 133). L'année 1972 marque partout une nette reprise, qui culmine pour tous les pays considérés au premier et au second trimestre 1973 ; puis, à partir du milieu 1973, le taux de croissance se ralentit partout, pour tomber brusquement en 1974 : la récession se généralise, ce qui signifie pour la classe ouvrière que le chômage doit de nouveau augmenter dans tous les pays à la fin de 1974 et en 1975 (9).

Le ralentissement et la stagnation sont aggravés par le fait que pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale le cycle est « en phase » chez les principaux pays capitalistes : alors qu'auparavant les phases de baisse chez les uns correspondaient à des phases de hausse chez les autres — ce qui permettait en quelque sorte à chaque économie nationale de « limiter les dégâts » par le jeu des exportations lorsqu'elle était en difficulté — le ralentissement de 1974 est *simultané* dans les grands pays. Ce fait doit accentuer le phénomène, les économies nationales étant interdépendantes et solidaires au sein du marché mondial : « *Un ralentissement de la croissance, écrivait au début de cette année la revue américaine Business Week, pourrait avoir un*

(8) Rappelons que notre propos n'est ici ni de calculer la périodicité exacte des cycles, ni de déterminer si certains sont plus importants que d'autres, mais simplement de mettre en évidence le fait que la croissance capitaliste ne s'effectue pas de manière continue et harmonieuse, mais à travers des alternances de prospérité et de dépression, avec toutes les conséquences qui en découlent pour la classe ouvrière.

(9) Une illustration supplémentaire du cycle capitaliste dans une branche particulière nous est donnée par le récent rapport du Bureau national du développement économique britannique (NEDO), consacré au cycle de 5 ans de l'industrie de la machine-outil : le cycle, dit ce rapport, est « *un trait endémique d'une économie de libre marché, même si elle est en croissance rapide* ». Quels en sont les effets ? Eh bien « *il crée un certain malaise parmi les employés. Ceux qui sont licenciés pendant une récession ne reviennent généralement plus quand vient la reprise [les ingrats !] ; les employés qui restent sont inquiets quand leur tour d'être licenciés risque d'arriver, et cherchent du travail ailleurs ; les recrues potentielles pour l'industrie sont aussi chassées. Le problème est rendu encore plus aigu parce que les gens concernés tendent à être qualifiés* » (*Financial Times*, 21-8-74). Ainsi la plus ancienne des nations capitalistes, celle qui a introduit le *Welfare State*, avoue n'avoir pas réussi à instaurer la sécurité pour les ouvriers qualifiés d'une industrie qui est au cœur même du développement capitaliste !

effet cumulatif, la faiblesse économique se transmettant de pays à pays par l'intermédiaire de la structure des échanges commerciaux » (16-2-1974). Si, comme il est logique de le penser, la « concomittance des phases » se poursuit, le phénomène est d'une grande importance, car il doit accentuer les à-coups de l'économie capitaliste mondiale, en renforçant la simultanéité et l'extension des crises.

L'inflation ou la fuite en avant du capitalisme

Menacées par la récession et par la crise, les conditions de vie de la classe ouvrière sont encore aggravées par l'accélération de l'inflation dans tous les pays capitalistes développés. En grignotant insidieusement les salaires payés à la classe ouvrière, la hausse régulière des prix présente pour le capital l'avantage de tendre à augmenter le taux de plus-value et le taux de profit (10). C'est pourquoi il s'est toujours accommodé d'un certain taux d'inflation qui favorisait ses bénéficiaires, et qui dans le pire des cas lui permettait de reprendre d'une main à la classe ouvrière ce qu'il était obligé de lui concéder de l'autre. Mais même pour le capital, le taux tolérable a des limites : celles-ci lui sont fixées par le risque de réaction de la classe ouvrière si ses conditions de vie sont trop brutalement attaquées d'une part, par les exigences de compétitivité des marchandises exportées par chaque pays par rapport à celles de ses concurrents d'autre part. Or, malgré les énormes moyens d'intervention dont disposent les Etats nationaux, le phénomène échappe à leur contrôle, puisque le pays qui est censé dans le cercle des nations bourgeoises avoir réussi à domestiquer l'inflation, l'Allemagne, connaît d'après les derniers chiffres disponibles (11) un taux annuel de hausse des prix de 6,9 % ; pour les autres pays, les taux sont respectivement de 11,8 % aux Etats-Unis, 14,4 % en France, 16,8 % en Italie, 17,1 % en Grande-Bretagne, et... 25,2 % au Japon. Devant ses propres contradictions, le capitalisme n'a plus d'autre ressource que la fuite en avant. En investissant et en concentrant le capital sur une échelle inégalée pour accumuler toujours plus de profit... il provoque la baisse du taux de profit. Il croit échapper à cette contradiction grâce au monopole qui peut fixer les prix à sa guise... mais la généralisation des pratiques monopolistes provoque la montée de l'ensemble des prix et donne le signal de l'inflation généralisée. Pour pouvoir continuer à accumuler, le capital est donc contraint de saper le pilier même des échanges marchands et des rapports de production capitalistes, *la monnaie*, d'acroître ainsi les tensions et la fragilité de l'économie capitaliste, et d'aggraver la crise.

La hausse du prix des matières premières

Un second facteur d'aggravation est la hausse du prix des matières premières, et du prix du pétrole en particulier. Selon les calculs effectués par l'O.C.D.E. au début de l'année, cette hausse allait coûter pour la seule année 1974 quelques 60 milliards de dollars supplémentaires aux pays importateurs de pétrole, dont environ 50 milliards de dollars aux pays industriels développés, avec pour résultat un déficit global des balances des paiements de ces derniers d'environ 40 milliards de dollars. Les pays les plus faibles, la Grande-Bretagne

(10) Voir *Inflation, profits et salaires, Programme Communiste n° 63*.

(11) OCDE, *Principaux indicateurs économiques*, septembre 1974.

et l'Italie, étaient théoriquement en état de faillite en raison de la faiblesse de leurs réserves d'or et de devises étrangères. Pour sortir de cette situation insupportable à long terme puisqu'elle risque de mener à la faillite généralisée, chaque pays cherche à combler le déficit de ses paiements d'une part en exportant plus (ce pour quoi la classe ouvrière doit « retrousser les manches » de manière à fournir, comme l'annonçait en France Giscard d'Estaing, « un 13^e mois pour l'exportation »), d'autre part en important moins grâce à une limitation de la consommation (« se serrer la ceinture » — la ceinture des prolétaires, évidemment) et à des mesures protectionnistes.

Mais où exporter plus ? Le pouvoir d'achat des pays producteurs de pétrole augmente certes prodigieusement, mais leur capacité d'absorption de marchandises est limitée par leur arriération économique et l'étroitesse ou l'inexistence de leur marché intérieur. Seuls deux d'entre eux, l'Algérie et l'Iran, connaissent un véritable processus d'accumulation capitaliste et d'industrialisation. Mais l'ensemble des Etats producteurs est loin de pouvoir absorber des marchandises pour un montant correspondant aux recettes qu'ils vont encaisser, comme le démontrent les forts excédents commerciaux qu'ils avaient déjà en 1973 avec les pays capitalistes développés (voir tableau 4) et le fait qu'une grande partie des sommes encaissées cherche à se réinvestir... dans des placements financiers et immobiliers en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ; la rente foncière des féodaux d'Arabie saoudite servant à acquérir de la rente foncière chez les impérialismes les plus développés, ce spectacle devrait inculquer le sens de la dialectique aux plus bornés des métaphysiciens, mais du point de vue du capitalisme même il ne va pas précisément dans le sens du progrès, c'est-à-dire de l'élargissement des marchés ! D'autre part, nous avons montré que la capacité d'absorption des marchés des pays de l'Est était encore très limitée, et que le salut à court terme des pays capitalistes occidentaux ne se trouve pas là. Restent les marchés des autres pays développés, c'est-à-dire... des concurrents commerciaux les plus directs : mais *chacun* de ces pays cherche précisément à exporter plus tout en important moins, ce qui ne peut qu'aggraver la concurrence, au bénéfice des plus forts et en laissant les plus faibles sur le tapis. Le résultat est qu'en cherchant à échapper à la crise, les capitalistes ne font que précipiter l'engorgement des marchés... et donc la crise. Comme l'écrivait le *Financial Times* : « *Bien que chaque pays puisse individuellement espérer vendre une plus forte proportion de sa production nationale à l'étranger, il est clair qu'ils ne peuvent tous le faire. La peur de l'inflation qui se poursuit et même s'accélère s'accompagne donc du risque d'une récession mondiale* » (1-6-1974).

Impuissance de la bourgeoisie

Le désarroi de la bourgeoisie devant cette situation est évident : on ne compte plus les déclarations et les articles évoquant la crise, le spectre des années trente, la catastrophe généralisée. Ce désarroi se manifeste aussi dans des signes matériels plus tangibles comme la hausse des taux d'intérêt, les faillites bancaires qui ont eu lieu en Allemagne et aux Etats-Unis, et ce que les spécialistes bourgeois appellent le « manque de liquidités », c'est-à-dire la rareté du capital-argent disponible pour l'investissement industriel et le prêt à cause de la perte de confiance des prêteurs. Comme l'écrivait l'éditorialiste du *Financial Times* du 29-5-74, « *le manque de confiance dans les prêts à long terme crée un manque considérable de liquidités dans le monde entier* » ; et il concluait,

en citant le *Wall Street Journal* : « Sans la confiance dans le remboursement des prêts et la sécurité des dépôts, n'importe quel système financier est menacé de l'effondrement, d'une généralisation des faillites et d'une récession profonde ».

Un autre signe est la baisse généralisée des bourses des valeurs, qui n'épargne aucune place financière : au 25 septembre 1974, la baisse subie en un an par les valeurs boursières était de 31,5 % à New York, 57,3 % à Londres, 42,4 % à Paris, 30,3 % à Bruxelles, 9,8 % à Francfort, 26,8 % à Milan, 16,3 % à Tokyo, 58,1 % à Hong-Kong, 29,1 % au Canada (*The Economist*, 28-9-1974).

Depuis le début de l'année, les rencontres, conférences et autres colloques des responsables bourgeois dans le cadre de l'O.C.D.E., du Fond Monétaire International, du « Club des 5 », etc., se sont multipliés pour tenter de mettre un frein à la détérioration de la situation. Mais ils ne peuvent rien changer au principe fondamental des rapports entre nations bourgeoises, qui est celui de l'antagonisme et de la concurrence, de la promotion des intérêts de chacun sur le dos de ceux des autres, de la conquête des marchés, des sources de matières premières et des zones d'influence au détriment des marchés, des sources de matières premières et des zones d'influence du voisin. Même la menace de la crise ne peut amener les nations bourgeoises à la « raison » — nous voulons parler de cette espèce de « raison » idéale du petit-bourgeois qui voudrait un capitalisme débarrassé de toutes ses contradictions. Au contraire, chacune croit pouvoir y échapper individuellement ; chacune croit détenir le remède magique consistant à réduire l'inflation en diminuant les salaires réels, et à augmenter les exportations en les rendant plus compétitives grâce à l'accroissement de la productivité et à la diminution des coûts de revient (ce qui signifie travail accru pour les uns, chômage pour les autres) ; chacune croit en somme, sinon gagner la bataille, du moins éviter le désastre en renforçant l'exploitation de « ses » prolétaires. Mais en cherchant à échapper individuellement aux conséquences du mode de production capitaliste, les nations bourgeoises ne font précisément qu'appliquer dans toute leur rigueur ses lois immanentes et inexorables. Dans leur fuite en avant individuelle mais en même temps collective, elles ne font qu'accélérer l'engorgement du marché mondial, l'exacerbation de la concurrence à tous les niveaux, la guerre monétaire : en cherchant à échapper à la crise, elles ne font que la précipiter. Contre cette loi objective du développement capitaliste, les appels à la raison et à la coopération internationale, les propositions de réformes et les panacées petites-bourgeoises ne peuvent rien — sinon mystifier une fois de plus la classe ouvrière qui fait dans tous les pays les frais de la guerre que se livrent les concurrents capitalistes, et tenter de retarder l'heure de son émancipation.

Karl Marx - British Commerce

This article by Marx which we are publishing below appeared February 3, 1858 in the American newspaper « New York Daily Tribune ».

In spite of its shortness, this article is of great importance because it illuminates the complex game of actions and reactions which began to undermine British industrial and financial monopoly at the height of its fortune — or better, which began to corrode the bases of its industrial monopoly by a counter blow from the expansion of the world financial monopoly of the « City ». In pointing out its first symptoms, Marx did not consider these processes from the immediate point of view even though they were already manifesting themselves in a series of periodic crises — instead he considered it as a historical tendency. This tendency expressed itself in the torments of the British economy after World War I and especially after World War II : the imbalance between British industrial and financial strength, and between the industrial and commercial capacity of Great Britain and that of its rivals (which itself had supported by exporting its capital) took an always more pronounced character with all the ensuing consequences for the condition of the English working class as a whole (with the exception of the higher layers of the labour aristocracy). Marx's article indicated all these aspects even then.

It is also noticeable how Marx rapidly delineated the typical internal antagonisms of what will be the highest phase of capitalism as analyzed by Lenin — commercial rivalry, export of capital, speculation, competition for raw materials and the rising price of the latter — so many phenomena

Karl Marx - Le commerce britannique

L'article de Marx que nous publions ci-dessous (inédit en français) a paru le 3 février 1858 dans le quotidien américain New York Daily Tribune.

Malgré sa brièveté, cet article est d'une grande importance parce qu'il met en lumière le jeu complexe d'actions et de réactions qui commençait à miner le monopole industriel et financier britannique au zénith de sa fortune — ou, mieux, commençait à ronger les bases de son monopole industriel par contre-coup de l'expansion du monopole financier mondial de la City. En relevant les premiers symptômes de ce processus, Marx ne le considère pas d'un point de vue immédiat — même si dès cette époque il devait se manifester dans une série de crises périodiques — mais comme une tendance historique. Cette tendance s'exprimera dans les tourments de l'économie britannique après la première et surtout après la deuxième guerre mondiale : le déséquilibre entre la puissance industrielle et la puissance financière britannique, entre la capacité industrielle et commerciale de la Grande-Bretagne et la capacité industrielle et commerciale de ses concurrents — qu'elle avait elle-même alimentée en exportant ses capitaux — prendra un caractère toujours plus marqué, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent pour la situation de la classe ouvrière anglaise dans son ensemble (exception faite des couches supérieures de l'aristocratie ouvrière), et que l'article annonce déjà.

On remarquera également comment Marx dessine rapidement les antagonismes internes typiques de ce qui sera la phase suprême du capitalisme analysée par Lénine — concurrence commerciale, exportation de capitaux, spéculation, concurrence pour les matières premières et hausse

of « blazing reality » which so-called bourgeois progress, far from having cleared away, has extended to the entire planet. This proves once more that imperialism is not a « new and unforeseen » fact but the generalization in space and the exacerbation in time of phenomena well known for more than half a century before by Marxist science.

BRITISH COMMERCE

[*New York Daily Tribune,*
February 3, 1858]

During the late extraordinary session of the British Parliament, Lord Derby declared in the House of Lords that, for the last three years the value of British imports had exceeded that of British exports to the amount of £ 150,000,000. This statement gave rise to a controversy, out of doors, some private individuals applying to Lord Stanley of Alderley, President of the Board of Trade, for information as to the correctness of Lord Derby's statement. The President of the Board of Trade, in a letter addressed to his interrogators, replied :

« The assertion made by Lord Derby in the House of Lords, that the value of our imports during the last three years had exceeded that of our exports by £ 150,000,000, is incorrect, and arises from Lord Derby having taken the total value of our imports, including our imports from the Colonies and foreign countries, while he has excluded the re-export of merchandise which has been received from the Colonies and foreign countries. Thus Lord Derby's calculation shows :

Importations	£ 468,000,000
Exports	£ 308,000,000
Difference	£ 160,000,000

Whereas it should be :

Importations	£ 468,000,000
Exports	£ 371,000,000
Difference	£ 97,000,000 »

The President of the Board of Trade substantiates this assertion by adding to it a comparative statement of the value of the exports and imports of the United Kingdoms during the years 1855, 1856 and 1857. This

du prix de celles-ci, autant de phénomènes d'une « brûlante actualité » que le soi-disant progrès bourgeois, loin d'avoir fait disparaître, a étendus à la planète entière. Voilà qui prouve une fois de plus que l'impérialisme n'est pas un fait « nouveau et imprévu », mais la généralisation dans l'espace et l'exacerbation dans le temps de phénomènes bien connus plus d'un demi-siècle auparavant de la science marxiste.

LE COMMERCE BRITANNIQUE

[New York Daily Tribune,
3 février 1858]

Au cours de la dernière session extraordinaire du Parlement britannique, Lord Derby a déclaré à la Chambre des Lords que la valeur des importations britanniques de ces trois dernières années avait dépassé celle des exportations d'un montant de 150.000.000 £. Cette déclaration a suscité une controverse hors séance, quelques personnes s'étant adressées à Lord Stanley of Aderley, Président du *Board of Trade* [Ministère du Commerce], pour s'informer de l'exactitude de la déclaration de Lord Derby. Le président du *Board of Trade* a répondu dans une lettre adressée à ses interrogateurs :

« L'affirmation de Lord Derby à la Chambre des Lords, selon laquelle la valeur de nos importations de ces trois dernières années avait dépassé de 150.000.000 £ celle de nos exportations, est inexacte ; elle provient de ce que Lord Derby a pris la valeur totale de nos importations, y compris nos importations des colonies et des pays étrangers, alors qu'il a exclu les réexportations de marchandises qui avaient été reçues des colonies et des pays étrangers. Le calcul de Lord Derby indique donc :

Importations	468.000.000 £
Exportations	308.000.000
	<hr/>
Différence	160.000.000 £

alors qu'il devrait indiquer :

Importations	468.000.000 £
Exportations	371.000.000
	<hr/>
Différence	97.000.000 £ »

Le Président du *Board of Trade* étaye cette affirmation à l'aide d'une comparaison des valeurs des exportations et des importations des Royaumes Unis pour les années 1855, 1856 et 1857. Nous reproduisons ci-dessous

highly interesting document, which is not to be found in the London newspapers, we reprint below. First it will be seen that the case might be put in a shape confirmatory of Lord Derby's assertion, viz.:

Total imports	£ 468.000.000
British exports	£ 308.000.000
<hr/>	
Excess of imports over British exports	£ 160.000.000
Re-exports of foreign produce	£ 63.000.000
<hr/>	
Balance of trade against Great Britain	£ 97.000.000

Thus, there is actually an excess of foreign imports over British exports of £ 160.000.000, and after the re-export of £ 63.000.000 of foreign productions, there remains a balance of trade against Great Britain, as stated by the President of the Board of Trade himself, of £ 97.000.000, or more than £ 32.000.000 for the average of the three years, 1855, 1856, and 1857. Hence, the recent complaint of *The London Times*: «The actual losses sustained by the nation have been going on for the last five or six years, and it is only now that we have found them out.» These losses, however, arise not from the excess of imports over exports, but from the specific character of a great part of the exports.

The fact is, one-half the re-exports consist of foreign raw materials used in manufactures serving to increase foreign rivalry against the British industrial interests, and, to some extent, returned to the Britishers in manufactured goods for their home consumption. The decisive point, however, to be kept in view, is this, that the large re-exports of raw materials, resulting from the competition of Continental manufactures, enhanced the price of the raw material so much as almost to absorb the profit left to the British manufacturer. On a former occasion, we made some statements in this sense with respect to the British Cotton industry. As at the present moment the industrial crisis rages most violently in the British Woolen districts, where failure follows upon failure, anxiously concealed from the general public by the London press, it may be opportune to give at this place some figures showing into what effective competition for raw wool the manufacturers of the European Continent were entering with the British ones — a competition which led to the unparalleled enhancement in the price of that raw material, ruinous to the manufacturer, and fostering the now blown-up speculations in that article. The following statement comprises the first nine months of each of the last five years:

ce document d'un haut intérêt, qu'on ne trouvera pas dans les journaux de Londres. On verra d'abord que la question pourrait être présentée d'une manière qui confirme l'affirmation de Lord Derby, par exemple :

Importations totales	468.000.000 £
Exportations britanniques	308.000.000
Excédent des importations sur les exportations britanniques	160.000.000 £
Réexportation de produits étrangers	63.000.000
Balance du commerce défavorable à la Grande-Bretagne	97.000.000 £

Il y a donc effectivement un excédent de 160.000.000 £ des importations étrangères sur les exportations britanniques, et après la réexportation de 63.000.000 £ de production étrangère, il reste, ainsi que l'a déclaré le président du *Board of Trade* lui-même, une balance commerciale déficitaire de 97.000.000 £, soit en moyenne plus de 32.000.000 £ par an pour les trois années 1855, 1856 et 1857. D'où les récentes doléances du *London Times* : « Les pertes réelles subies par la nation durent depuis cinq ou six ans, et ce n'est que maintenant que nous les découvrons ». Ces pertes ne proviennent cependant pas de l'excédent des importations sur les exportations, mais du caractère particulier d'une grande partie des exportations.

En fait, la moitié des réexportations consiste en matières premières étrangères utilisées dans des manufactures qui servent à accroître la concurrence étrangère contre les intérêts industriels britanniques, et qui dans une certaine mesure reviennent chez les Britanniques sous forme de produits manufacturés pour leur consommation intérieure. Mais le point décisif qu'il faut garder à l'esprit est que les larges réexportations de matières premières, provoquées par la concurrence des manufactures du continent, ont fait monter le prix des matières premières au point d'absorber presque complètement le profit laissé au fabricant britannique. Nous avons déjà eu l'occasion de faire des constatations dans ce sens en ce qui concerne l'industrie cotonnière britannique. Comme en ce moment la crise industrielle fait très violemment rage dans les districts lainiers britanniques où les faillites succèdent aux faillites — ce que la presse de Londres dissimule soigneusement au public —, il peut être opportun de donner ici quelques chiffres montrant la concurrence effective livrée par les fabricants du continent européen à leurs homologues britanniques pour la laine brute — une concurrence qui a entraîné une hausse sans précédent, ruineuse pour le fabricant, du prix de cette matière première, et qui encourage la spéculation qui a éclaté sur ce produit. Les chiffres suivants représentent les neuf premiers mois de chacune des cinq dernières années :

IMPORTS

Year	Foreign	Colonial	Total
1853	lb. 37.586.199	lb. 46.277.276	lb. 83.863.475
1854	27.006.173	50.187.692	77.193.865
1855	17.293.842	53.896.173	71.190.015
1856	22.377.714	62.148.467	84.526.181
1857	26.604.364	63.053.100	90.657.464

EXPORTS

Year	Foreign	Colonial	Total
1853	lb. 2.480.410	lb. 5.343.166	lb. 7.823.576
1854	5.993.366	13.117.102	19.110.468
1855	8.860.904	12.948.561	21.809.465
1856	5.523.345	14.433.958	19.967.303
1857	4.561.000	25.068.787	29.629.787

The quantities of foreign and colonial wools returned for British home consumption appear, therefore, to have been, in the years :

Year	Pounds
1853	76.039.899
1854	58.083.397
1855	49.380.550
1856	64.568.878
1857	61.027.677

On the other hand, the quantities of British home-grown wool exported were :

Year	Pounds
1853	4.755.443
1854	9.477.396
1855	13.592.756
1856	11.539.201
1857	13.492.386

By deducting from the quantity of foreign wools imported into the United Kingdom, first the quantity re-exported and next the quantities of English wools exported, we find the following real quantities of foreign wool available for British home consumption :

IMPORTATIONS (en livres-poids)

Année	Etranger	Colonies	Total
1853	37.586.199	46.277.276	83.863.475
1854	27.006.173	50.187.692	77.193.865
1855	17.293.842	53.896.173	71.190.015
1856	22.377.714	62.148.467	84.526.181
1857	26.604.364	63.053.100	90.657.464

EXPORTATIONS (en livres-poids)

Année	Etranger	Colonies	Total
1853	2.480.410	5.343.166	7.823.576
1854	5.993.366	13.117.102	19.110.468
1855	8.860.904	12.948.561	21.809.465
1856	5.523.324	14.433.958	19.967.303
1857	4.561.000	25.068.787	29.629.787

Il apparaît donc que les quantités de laines étrangères et coloniales disponibles pour la consommation intérieure britannique ont été les suivantes :

Année	Livres-poids
1853	76.039.899
1854	58.033.397
1855	49.380.550
1856	64.568.878
1857	61.027.677

D'autre part, les quantités de laine de provenance britannique exportées ont été les suivantes :

Année	Livres-poids
1853	4.755.443
1854	9.477.396
1855	13.592.756
1856	11.539.201
1857	13.492.386

En soustrayant de la quantité de laine étrangère importée au Royaume Uni, d'abord la quantité réexportée, ensuite les quantités de laine de provenance anglaise exportées, nous trouvons les quantités réelles suivantes de laine étrangère disponible pour la consommation intérieure britannique :

Year	Pounds
1853	71.284.456
1854	48.606.001
1855	35.787.794
1856	53.029.677
1857	47.535.291

While, therefore, the import into the United Kingdom of colonial wool increased from 46.277.276 lbs. in the first nine months of 1853 to 63.053.100 lbs. in the same period of 1857, and the total imports of all kinds from 83.863.475 lbs. to 90.657.464 lbs. during the same respective periods, such, in the mean time, had been the increase in the demand for the European Continent, that, in regard to the foreign and colonial wools, the quantities returned for British consumption diminished in the five years from 76.039.899 lbs. in 1853 to 61.027.677 lbs. in 1857; and taking into account the quantities of English wools exported, there took place an aggregate reduction from 71.284.456 lbs. in 1853 to 47.535.291 lbs. in 1857. The significance of these statements will be better understood when attention is called to the fact avowed by *The London Times*, in a money article, that, simultaneously with this increase in the export of wool from the United Kingdom, the import of Continental woollen manufactures, especially French ones, was increasing.

From the figures furnished by Lord Stanley of Alderley we have abstracted the following tabular statement, showing the degree in which the balance of trade with Great Britain was favorable or unfavorable to different countries:

Balance of Trade against England for 1855, 1856, 1857

1. United States	£ 28.571.764	13. New-Brunswick	3.431.303
2. China	22.675.433	14. Denmark	3.391.144
3. East Indies	19.605.742	15. Ceylon	3.134.575
4. Russia	16.642.167	16. France	2.696.291
5. Prussia	12.842.488	17. Canada	1.808.454
6. Egypt	8.214.941	18. Norway	1.686.962
7. Spain	7.146.917	19. Africa (Western)	1.432.195
8. Br. West Indies	6.906.314	20. Portugal	1.283.075
9. Peru	6.282.382	21. Two Sicilies	1.030.139
10. Sweden	5.027.934	22. Chili	693.155
11. Cuba and Porto Rico ..	4.853.484	23. Buenos Ayres	107.676
12. Mauritius	4.672.090		

Année	Livres-poids
1853	71.284.756
1854	48.606.001
1855	35.787.794
1856	53.029.677
1857	47.535.291

Donc, alors que les importations de laine coloniale vers le Royaume Uni augmentaient de 46.277.276 livres-poids pour les 9 premiers mois de 1853 à 63.053.100 livres-poids pour la même période de 1857, et les importations totales de toutes sortes, de 83.863.475 livres-poids à 90.657.464 livres-poids pour les mêmes périodes respectives, l'accroissement de la demande du continent européen dans l'intervalle avait été tel que les quantités de laines étrangères et coloniales disponibles pour la consommation britannique ont diminué en 5 ans de 76.039.899 livres-poids en 1853 à 61.027.677 livres-poids en 1857 ; et si l'on tient compte des quantités de laine d'origine anglaise exportées, il y a eu une diminution globale de 71.284.456 livres-poids en 1853 à 47.535.291 livres-poids en 1857. On comprendra mieux la signification de ces constatations en prêtant attention au fait suivant, avoué par le *London Times*, dans un article financier : parallèlement à cet accroissement des exportations de laine du Royaume-Uni, les importations des manufactures de laine du continent, tout particulièrement les françaises, augmentaient.

Des chiffres fournis par Lord Stanley of Aderley, nous avons tiré le tableau suivant, qui montre dans quelle mesure la balance du commerce avec la Grande-Bretagne est favorable ou défavorable aux divers pays :

Balance commerciale défavorable à la Grande-Bretagne en 1855, 1856, 1857

1. Etats-Unis	£ 28.571.764	13. Nouveau-Brunswick	3.431.303
2. Chine	22.675.433	14. Danemark	3.391.144
3. Indes orientales	19.605.742	15. Ceylan	3.134.575
4. Russie	16.642.167	16. France	2.696.291
5. Prusse	12.842.488	17. Canada	1.808.454
6. Egypte	8.214.941	18. Norvège	1.686.962
7. Espagne	7.146.917	19. Afrique (Ouest)	1.432.195
8. Indes occid. britann. ..	6.906.314	20. Portugal	1.283.075
9. Pérou	6.282.382	21. Deux-Siciles	1.030.139
10. Suède	5.027.934	22. Chili	693.155
11. Cuba et Porto-Rico	4.853.484	23. Buenos Aires	107.676
12. Ile Maurice	4.672.090		

Balance of Trade in favor of England for 1855, 1856, 1857

1. Hansetowns	£ 18.883.428
2. Australia	17.761.889
3. Turkey	6.947.220
4. Brazil	7.131.160
5. Belgium	2.214.207
6. Holland	1.600.904
7. Cape of G. Hope	59.661

The simple fact of the excess of British imports over exports, amounting in three years to £ 97.000.000 would by no means warrant the cry now raised by the Britishers « of carrying on their trade at a yearly sacrifice of £ 33.000.000 », and benefiting by that trade foreign countries only. The enormous and increasing amount of British capital invested in all parts of the world must be paid for in interest, dividends and profits, all of which are to be remitted to a great extent in the form of foreign produce, and consequently go to swell the list of British imports. Beyond the imports corresponding to their exports, there must be a surplus of imports, remitted not in payment for commodities, but as revenue of capital. Generally speaking, the so-called balance of trade must, therefore, always be in favor of the world against England, because the world has yearly to pay to England not only for the commodities it purchases from her, but also the interest of the debt it owes her. The really disquieting feature for England of the statements above made is this, that she is apparently at a loss to find at home a sufficient field of employment for her unwieldy capital; that she must consequently lend on an increasing scale, and similar, in this point, to Holland, Venice and Genoa, at the epoch of their decline, forge herself the weapons for her competitors. She is forced, by giving large credits, to foster speculation in other countries in order to find a field of employment for her surplus capital, and thus to hazard her acquired wealth in order to augment and conserve it. By being obliged to give large credits to foreign manufacturing countries, such as the Continent of Europe, she forwards herself the means to her industrial rivals to compete with her for the raw produce, and thus is herself instrumental in enhancing the raw material of her own fabrics. The small margin of profit thus left to the British manufacturer, still reduced by the constant necessity for a country the very existence of which is bound up with the monopoly of forming the workshop of the world, constantly to undersell the rest of the world, is then compensated for by curtailing the wages of the laboring classes and creating home misery on a rapidly enlarging scale. Such is the natural price paid by England for her commercial and industrial supremacy.

Balance commerciale favorable à la Grande-Bretagne en 1855, 1856, 1857

1. Villes hanséatiques .. £	18.883.428
2. Australie	17.761.889
3. Turquie	6.947.220
4. Brésil	7.131.160
5. Belgique	2.214.207
6. Hollande	1.600.904
7. Cap de Bonne-Espérance	59.661

Le simple fait de l'excédent des importations britanniques sur les exportations, qui atteint une somme de 97.000.000 £ en trois ans, ne saurait en aucune façon justifier les lamentations des Britanniques, qui se plaignent maintenant d' « exercer leur commerce au prix d'un sacrifice annuel de 33.000.000 £ », et de n'avantager par ce commerce que les pays étrangers. Les montants énormes et croissants de capital britannique investis dans toutes les parties du monde doivent rapporter des intérêts, des dividendes et des profits qui doivent tous dans une large mesure être payés sous forme de produits étrangers, et grossir en conséquence la liste des importations britanniques. En plus des importations correspondant à leurs exportations, il doit y avoir un surplus d'importations fournies non pas en paiement de marchandises exportées, mais comme revenu du capital. En général, la soi-disant balance commerciale doit donc toujours être en faveur du monde contre l'Angleterre, parce que le monde doit annuellement payer à l'Angleterre non seulement les marchandises qu'il lui achète, mais aussi les intérêts de la dette qu'il lui doit. L'aspect vraiment inquiétant pour l'Angleterre des constatations qui précèdent est qu'elle a manifestement le plus grand mal à trouver chez elle un champ d'utilisation suffisant pour son énorme capital ; qu'elle doit en conséquence le prêter sur une échelle croissante, et, semblable en cela à la Hollande, Venise et Gênes à l'époque de leur déclin, forger elle-même les armes de ses concurrents. Elle est forcée, en accordant de larges crédits, d'entretenir la spéculation dans d'autres pays pour trouver un champ d'utilisation pour son capital excédentaire, et de mettre ainsi en péril sa richesse acquise dans le but de l'augmenter et de la conserver. En étant obligée d'accorder de larges crédits aux pays industriels étrangers, comme le continent européen, elle avance elle-même à ses rivaux industriels les moyens de lui faire concurrence pour les matières premières, et contribue donc elle-même au renchérissement des matériaux utilisés par ses propres fabriques. La faible marge de profit ainsi laissée au fabricant britannique, encore réduite par la nécessité constante, pour un pays dont l'existence même est liée à la situation de monopole qui en fait l'atelier du monde, de vendre constamment moins cher que le reste du monde, est alors compensée par la réduction des salaires des classes travailleuses et par la création à l'intérieur de la misère sur une échelle rapidement croissante. Tel est le prix naturel payé par l'Angleterre pour sa suprématie commerciale et industrielle.

Réformisme et socialisme

Capitalisme et réformes

La publication des articles Réformisme et socialisme et Capitalisme et réformes, qui ont paru en 1950 dans les nos 4 et 5 de notre journal en langue italienne de l'époque, Battaglia Comunista, nous donne l'occasion de souligner que le difficile problème pratique de l'intervention du parti dans les luttes et les événements sociaux n'est pas quelque chose de réglé une fois pour toutes et dont le succès est assuré à l'avance. Au contraire, cette intervention nécessite une étude attentive des faits, des situations, des conditions sociales générales du développement économique et superstructurel, des rapports réels des forces « objectives » et « subjectives » en jeu, et cette étude doit être faite dans le cadre et au moyen d'une méthode, le marxisme, et d'une perspective, la voie révolutionnaire, qui sont contraignants et invariables.

Le premier article, dirigé précisément contre la thèse indifférentiste et « brouillonne » de type « infantile », insiste sur le fait que les divers « moments » que sont la science et la prévision, la critique et la bataille polémique, la tactique et l'action de classe, se situent à des niveaux tout à fait différents, mais non divergents. Pour reprendre ce que Rosa Luxembourg écrivait dans sa polémique contre Bernstein, nous pouvons dire que ce qui distingue certainement le marxisme du programme pratique d'un mouvement bourgeois radical (ou du trade-unionisme, c'est-à-dire, comme dit Lénine, de l'« asservissement idéologique des ouvriers à la bourgeoisie », ce qui ne veut pas dire qu'il s'agit là d'un terrain à éviter, au contraire), ce n'est pas le contenu de chaque revendication particulière, mais le lien qui les unit en vue de la conquête et de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, dans une perspective qui dépasse chaque épisode particulier et qu'il serait difficile de préciser dans ses moindres détails ; cette perspective se caractérise plutôt par une attitude constamment négative à l'égard de la valeur qu'aurait en soi chaque objectif atteint, car chacun de ceux-ci ne peut être considéré que comme une base pour de nouvelles luttes si l'on ne veut pas qu'il soit fatalement submergé par la marée du réfor-

misme bourgeois (quelle que soit l'épithète qu'on lui donne), ou balayé par le coup d'épouge de l'« Etat fort ».

Loin de refuser une longue série de revendications à caractère immédiat — en particulier celles qui conduisent à ces « améliorations de la situation des travailleurs qui laissent comme par le passé le pouvoir entre les mains de la classe dominante » (1) — le parti communiste a le devoir de définir les modalités d'une telle intervention en les insérant dans l'ensemble de son programme et les fixant dans sa stratégie. Et seul le parti révolutionnaire marxiste est capable de réaliser ce difficile travail à tous les niveaux, des niveaux qui sont, comme le dit notre article Réformisme et socialisme, « non pas contradictoires mais dialectiquement liés ». Entre l'intervention de l'ouvrier communiste qui pousse ses camarades d'usine à participer de façon plus massive à la grève ; l'agitation « externe », c'est-à-dire politique, pour dénoncer les compromis opportunistes ; la critique contre les insuffisances et les incongruités des pseudo-révolutionnaires aux perspectives étriquées ; et la critique générale « théorique » qui s'oppose à tout autre système d'explication des intérêts et des buts d'une activité politique dans la société présente — bref entre la revendication la plus minime et la proclamation du communisme comme nécessité historique, le parti établit un lien qui n'est pas une confusion entre les niveaux, mais la connexion entre éléments constituants d'un même organe actif.

Le parti révolutionnaire n'est véritablement tel que s'il agit sur tous les plans. C'est certainement ainsi qu'il faut interpréter le passage de la préface de l'édition de 1874 de *La Guerre des paysans en Allemagne* — repris par Lénine dans *Que faire ?* — où Engels écrit que l'activité révolutionnaire a trois formes : économique, politique, théorique. Le lien étroit qui existe entre les trois plans apparaît clairement dans les lignes suivantes :

« Ce sera, notamment, le devoir des chefs de s'éclairer de plus en plus sur toutes les questions théoriques, de se délivrer de plus en plus de l'influence des phrases traditionnelles, appartenant aux conceptions surannées du monde, et de ne jamais oublier que le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, veut être pratiqué, c'est-à-dire étudié comme une science. Il importera donc de répandre, avec un zèle accru, parmi les masses ouvrières, les conceptions toujours plus claires ainsi acquises, et de consolider de plus en plus puissamment l'organisation du parti et celle des syndicats » (2).

La théorie révolutionnaire, sans laquelle « il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire », nous fournit les moyens pratiques pour étudier l'économie et la politique, mais elle ne remplace pas le mouvement économique ouvrier (le syndicat) et le mouvement politique (l'organisation d'individus distincts en un parti agissant). La construction d'une organisation solide et la définition de ses tâches pratiques et des objectifs vers lesquels elle doit tendre dans le cadre de la société existante ne constituent pas un chapitre de la théorie ; elles en sont un produit, dont la réalisation exige des études et des analyses particulières qui ne pouvaient trouver place dans la théorie. La puissance et l'efficacité du parti révolutionnaire tiennent à l'art de ne pas aller à l'encontre

(1) Lénine, *Marxisme et réformisme* (1913). Œuvres, tome 19, p. 399.

(2) Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, Ed. Sociales, p. 24 (souligné par nous).

des postulats généraux dans des actions qui n'ont en apparence aucun lien avec ces derniers.

La banalisation (en réalité, la révision et la trahison) de droite consiste à éliminer la « théorie » et à réduire tout à la « pratique » c'est-à-dire à des réformes du système en vigueur. L'autre banalisation à laquelle procède une certaine « extrême-gauche » — qui ne mérite pas toujours cette appellation — aboutit, sous prétexte de conserver à la théorie révolutionnaire toute sa « pureté », à proclamer qu'on est indifférent aux transformations superstructurelles, ou à négliger l'art de l'intervention active du parti, en éliminant ainsi le problème vital de la conquête des masses et de la formation d'objectifs transitoires. Ce qui est commun à ces deux tendances, c'est l'abandon du lien qui unit la pratique et la théorie, c'est-à-dire la dialectique. Toutes deux résolvent de la même façon, c'est-à-dire en éliminant l'un des deux termes, ce que Bernstein appelait la « dualité » du marxisme, c'est-à-dire la prétendue contradiction qui existerait entre la préparation révolutionnaire (que Bernstein appelle blanquisme) et l'activité dans le cadre de la société, pour la défense en son sein d'intérêts particuliers. C'est précisément Bernstein qui a protesté contre cette « dualité » consistant à vouloir « prouver » une thèse déjà bien arrêtée longtemps avant que l'œuvre (il s'agit du Capital) ne fût conçue, et qui soutenait la nécessité de sortir du « schéma [sic !] dialectique ».

En réalité, c'est la dialectique (qui détruit les « schémas ») appliquée à l'histoire vivante qui seule nous permet de sortir de la « dualité » entre l'activité à l'intérieur de la société (ce que les anarchistes appellent, avec horreur, la « reconnaissance ») et l'activité en vue de sa destruction ; car c'est seulement en menant la première activité que l'on prépare les conditions permettant de mener la seconde, à savoir le renforcement de l'organe parti dans l'intervention au sein des contradictions sociales et la croissance de son influence parmi les masses. De façon tout à fait cohérente, les Bernstein abandonnent la « dualité » en choisissant un de ses termes, celui des « réformes ».

* *

Dès 1898 apparaît dans Réforme sociale ou révolution de Rosa Luxembourg, la distinction, qui est une application de la science marxiste, entre les périodes historiques où l'appui à certaines réformes de l'Etat — donc à des réformes bourgeoises — va dans l'intérêt du prolétariat et de son parti, parce que, historiquement, un renforcement bourgeois signifie un amoindrissement de la menace de l'ancien régime encore présent dans les rapports juridiques, et d'autre part la période au cours de laquelle cette tâche tactique se restreint de plus en plus au point que la proposer devient une trahison. Déjà à cette époque Rosa Luxembourg pouvait écrire, en particulier à propos de l'Allemagne : « ...les institutions démocratiques... ont terminé leur rôle dans le développement de la société bourgeoise [...]. On peut faire les mêmes remarques à propos de toute la machine politique et administrative de l'Etat [...]. Cette transformation, historiquement inséparable du développement de la démocratie, est aujourd'hui si complètement achevée que les composantes purement démocratiques de la société, le suffrage universel, le régime républicain pourraient être supprimées sans que l'administration, les finances, l'organisation militaire eussent besoin de revenir aux formes antérieures à la Révolution de mars 1848, en Allemagne » (3).

(3) R. Luxembourg. Réforme sociale ou révolution? Œuvres I, Ed. Maspéro. Paris, p. 68.

Ce qui s'est passé depuis a amplement démontré la justesse de cette observation, prophétique au point de contenir l'éventualité du fascisme comme issue bourgeoise à la crise historique de la société.

Ce n'est pas en défendant l'Etat, aussi « démocratique » que celui-ci puisse paraître, que, dans les pays de capitalisme ancien, le prolétariat peut créer les conditions lui permettant d'en finir avec cet Etat — ceci étant précisément le critère déterminant appliqué par le marxisme dans la question des « réformes ». Une telle défense rendrait superflu le fascisme — ce pouvoir qui fait fi de tous les oripeaux inutiles — pour la simple raison qu'elle le remplacerait avantageusement dans sa tâche de neutralisation de la menace révolutionnaire : la voie des réformes n'est autre que celle de la conservation. La « dualité » reparait ici de façon tout à fait réelle : la réforme suppose un pouvoir qui s'adapte à de nouveaux rapports pour pouvoir se maintenir et se renforcer, et alors le socialisme « cesse d'être une nécessité historique » (R. Luxembourg). Le fait que — comme le montre l'article Capitalisme et réformes — les partis bourgeois de « droite » et de « gauche » rivalisent dans les projets de réformes, en est la confirmation. Le fascisme — non pas celui de Pinochet mais celui d'Hitler — ne se distingue pas dans son programme de gouvernement parce qu'il repousse les réformes mais parce qu'il les « rationalise » et qu'il procède aux coupes nécessaires — la principale visant la tête du prolétariat, même « trade-unioniste » — afin de réaliser ces réformettes dans un régime bourgeois désormais renforcé.

Lénine écrivait encore dans *Marxisme et réformisme* : « Plus l'influence des réformistes sur les ouvriers est forte, et plus les ouvriers sont impuissants, plus ils sont sous la coupe de la bourgeoisie, plus il est facile pour celle-ci de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Plus le mouvement ouvrier est indépendant, plus ses objectifs sont profonds et vastes, plus il est affranchi de l'étroitesse du réformisme, et mieux les ouvriers réussissent à consolider et à utiliser des améliorations isolées » (4).

L'impuissance du réformisme est totale : il détourne le prolétariat de la voie révolutionnaire pour lui assigner une tâche qu'il ne peut même pas remplir et qui est de rendre l'Etat bourgeois tolérable. Il prétend éviter, mieux que tout autre, la répression, et il ne fait que désarmer le prolétariat face à cette répression.

Pour des « réformes » portant sur les intérêts matériels des masses exploitées face à la bourgeoisie et à son Etat, ainsi que pour des droits que le prolétariat a intérêt à s'assurer — aussi limités soient-ils — ou à défendre (comme le droit de s'organiser sur le plan syndical et politique), le prolétariat ne sera pas défendu de façon décidée par les réformistes, mais par les révolutionnaires conscients du fait qu'ils interviennent pour obtenir de simples améliorations ou une « certaine réglementation, une normalisation de l'exploitation » dans laquelle il y a « à peu près autant de socialisme que dans les ordonnances municipales sur le nettoyage des rues et l'allumage des becs de gaz (qui relèvent aussi du « contrôle social ») » (5), et qui luttent impitoyablement contre l'illusion qu'on puisse réaliser la moindre transformation socialiste de la société avant la destruction du pouvoir bourgeois.

(4) *Op. cit.*, p. 400 (souligné par nous).

(5) R. Luxembourg, *op. cit.*, p. 38.

Réformisme et socialisme

HIER

Pendant des dizaines et des dizaines d'années de polémique, les détracteurs du marxisme ont toujours essayé de montrer que celui-ci oscillait entre deux positions mal conciliées, l'une maximaliste, entièrement basée sur l'exaspération de la lutte de classe qui devait mener à la « catastrophe » sur laquelle ils ironisent tant, l'autre minimaliste, soucieuse d'obtenir pour les classes travailleuses des améliorations sur le plan économique et une série de mesures de protection instaurées par la loi.

On a prétendu trouver cette double orientation dans les textes fondamentaux du marxisme, on a attribué la vision révolutionnaire et violente aux écrits de jeunesse de Marx et Engels, on a soutenu que dans leurs études et leurs enquêtes ultérieures sur l'économie et la société ils avaient peu à peu modifié et rectifié leur position. Pour « démontrer » cela, on a opposé la grande œuvre de Marx, le *Capital*, à ses premiers écrits, et, comme Lénine l'a prouvé de façon irrévocable, on a falsifié habilement et censuré des textes pour présenter sous un certain jour la façon dont Engels a mené sa tâche délicate d'interprète posthume de Marx, de guide théorique et politique du parti socialiste d'Allemagne et de la II^e Internationale dans les dernières années du XIX^e siècle.

Une autre thèse vulgaire avancée par des gens sans scrupules consiste à dire que les visions révolutionnaires et les affrontements sociaux apocalyptiques invoqués dans les œuvres du début dénotaient l'influence de l'idéalisme dont Marx et Engels furent les adeptes dans leur jeunesse, et dont ils se seraient libérés pour passer sur le terrain plus calme d'un gradualisme positif qui, loin des négations radicales, admettait de plus en plus la possibilité de transformations évolutives. Ceci aussi est parfaitement faux. Mais ce n'est pas l'aspect philosophique de la question qui nous intéresse ici.

Comme toujours, la « contradiction » n'existe que dans la tête de ceux qui n'ont jamais pu assimiler la méthode de Marx. Elle tient à la confusion brouillonne entre trois ordres d'affirmations et de thèses : en premier lieu, celles qui relèvent d'une analyse scientifique objective des caractéristiques du processus social ; en second lieu, celles qui sont du domaine de la critique polémique des idéologies par lesquelles les différentes classes historiques reflètent les rapports économiques, ainsi que des institutions qui encadrent ces rapports et en constituent la superstructure ; en troisième lieu les positions qui répondent à l'organisation et aux tâches du mouvement ouvrier et du parti de classe, c'est-à-dire la lutte et l'intervention directe dans les événements. Et les *révisionnistes* de tous genres font habilement la plus grande confusion entre ce dernier niveau, qui est le point d'aboutissement de la méthode socialiste, et une partie essentielle et vitale de l'étude scientifique constituant le premier niveau : celle qui, après avoir établi les lois régissant les événements passés et présents, recherche la direction du développement futur des formes sociales.

Avant de confronter deux textes, qu'il s'agisse de Marx ou d'un autre, il faut d'abord savoir si l'on a affaire au savant, au critique, au polémiste, ou bien à l'organisateur et à l'homme de parti, ces différents moments n'étant pas contradictoires mais dialectiquement liés. Il ne faut pas oublier non plus que dans le cas de Marx, c'est parfois l'éditeur qui parle, à des moments particulièrement difficiles pour la propagande, dans des pays où elle subit des entraves particulières, et que les préfaces, les présentations et les réponses aux objections du monde de la culture et aux préjugés de l'opinion publique — auxquels, écrit Marx, « *je n'ai jamais fait de concessions* » — doivent tenir compte de certaines barrières sociales. A la suite des lois antisocialistes en Allemagne, ce n'est qu'à partir de l'année 1890 qu'il fut à nouveau possible de faire circuler dans ce pays les textes de Marx. Pour faire entrer en Russie son essai sur *L'impérialisme*, qui énonçait la thèse selon laquelle c'était en condamnant le régime russe et en luttant contre lui, et non en faisant la morale aux Allemands et aux Anglais que l'on combattrait vraiment la politique russe d'oppression nationale, Lénine avait été obligé de prendre l'exemple... du Japon et de la Corée ! Dans tous ces cas, et ils étaient nombreux, il appartenait aux militants intelligents et aux ouvriers doués du sens de classe de bien comprendre de quoi il s'agissait.

Marx et Engels ont expliqué maintes fois pourquoi ils ont fait une très large place dans leurs œuvres aux mesures de législation sociale anglaise, qui ont été imitées dans les autres pays avec plusieurs dizaines d'années de retard, et aux luttes que la classe ouvrière a dû mener pour leur conquête. Mais la phrase classique du *Manifeste* selon laquelle ces conquêtes n'ont d'autre valeur que d'étendre l'organisation de lutte du prolétariat, et la condamnation de toute forme de *socialisme bourgeois* qui ramène la transformation sociale à des améliorations administratives qui « *dans le meilleur des cas, diminuent pour la bourgeoisie les frais de*

sa domination », montrent bien quelle fut, pendant cinquante ans, l'appréciation constante de Marx et Engels sur la législation réformatrice.

L'important mouvement moderne des lois sociales — limitation de la journée de travail, du travail des femmes et des enfants, contrôle des conditions d'hygiène dans l'industrie, précautions contre les accidents du travail —, ainsi que les mesures postérieures à la rédaction du *Capital*, comme les assurances sociales de toute nature, intéressent la méthode marxiste et le socialisme d'un triple point de vue, comme cela apparaît cent fois dans les textes marxistes, depuis la *Critique de l'économie politique* de 1859 jusqu'à la Préface de 1892 à la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre* d'Engels, en passant par l'*Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs* de 1864, la Préface de 1867 et de nombreux chapitres du *Capital*, la Préface de 1872, la *Critique du programme de Gotha* de 1875, et de nombreux autres textes.

1. *Réfutation de la théorie bourgeoise.* Avec Ricardo celle-ci atteint une limite qu'elle ne peut dépasser. Ayant reconnu que le travail est la source de la valeur, Ricardo admet qu'il y a antagonisme entre les intérêts du travailleur salarié et ceux de l'industriel. Mais pour des raisons historiques, sociales et politiques, il soutient que par le libre jeu de ses lois propres, le système de production industriel, le système des libres entreprises concurrentes engendre des équilibres et crée l'harmonie entre les intérêts particuliers et l'intérêt général en élevant progressivement le niveau de vie du peuple. Il était primordial de montrer que la bourgeoisie *ne connaît pas la théorie* de son propre développement et qu'elle doit renier dans la pratique sa propre théorie : en effet, si elle n'intervenait pas pour vaincre la résistance de tel ou tel industriel particulier et lui imposer des limites, ce serait la famine extrême, la dégénérescence de la race, la fin du système. Plus le parlement anglais, le champion du libéralisme et de la non-intervention en matière économique, adopte des lois de ce genre, plus la théorie marxiste apparaît comme exacte, surtout dans sa réfutation de l'économie officielle. L'extension du processus à tous les pays du monde ne fait que souligner son éclatante supériorité.

2. *Accélération du développement du système capitaliste* dans le sens établi par le marxisme : élimination de tous les résidus des vieilles économies à production fractionnée, concentration du capital et progression vers la situation où la lutte générale pour la possession des forces productives devra éclater entre les classes ennemies. C'est ce que dit textuellement la fin du chapitre XV (§ 9) du *Capital* :

« Cette généralisation [de la législation sur la fabrique]... hâte en même temps [...] la métamorphose du travail isolé, disséminé et exécuté sur une petite échelle, en travail socialement organisé et combiné, et par conséquent, aussi, la concentration des capitaux et le régime exclusif de fabrique. Elle détruit tous les modes traditionnels et de transition derrière lesquels se dissimule encore en partie le pouvoir du capital, pour les

remplacer par sa domination directe. Elle généralise en même temps la lutte directe engagée contre cette domination.» (1)

3. *Déplacement de l'action du prolétariat vers la revendication révolutionnaire totale.* Le prolétariat se développe en tant que classe dans la première phase historique, celle de l'appui à l'élimination des dernières entraves féodales à l'épanouissement du régime bourgeois. Cette phase se situe à l'époque qui est approximativement celle des recherches de Marx sur les différents pays d'Europe. Ainsi, dans sa lutte pour éliminer les aspects les plus féroces et les plus négriers du régime de fabrique, et au milieu des plus sinistres incertitudes sur son propre sort dans l'économie en vigueur, le prolétariat se rend compte que le capitalisme ne fait que perpétuer l'esclavage *sous un autre masque*, et que celui-ci ne peut être supprimé que par le renversement du pouvoir armé bourgeois. Bornons-nous à un texte classique : la *Critique du programme de Gotha*. Marx y fustige sans pitié l'erreur lassallienne selon laquelle le capitalisme ne domine et n'opprime les salariés que dans la mesure où il empêche leurs salaires de dépasser une certaine limite (c'est la fameuse « loi d'airain » des salaires). Quarante ans après, Marx répète ce qu'il a écrit dans le *Manifeste*, et critique sévèrement les chefs de parti qui renient une thèse dont les ouvriers allemands sont convaincus depuis des années et des années, à savoir : que le salaire soit bas ou élevé, le salariat est un régime d'oppression et par conséquent, même si le système était susceptible de s'améliorer indéfiniment, nous revendiquerions tout autant sa destruction radicale :

« Le système du travail salarié est [...] un système d'esclavage d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier. Et maintenant que cette vue pénètre de plus en plus notre Parti, on en revient aux dogmes de Lassalle [...]. C'est comme si, dans une révolte d'esclaves qui auraient enfin pénétré le secret de l'esclavage, un esclave empêtré dans des conceptions surannées inscrivait au programme de la révolte : l'esclavage doit être aboli parce que, dans le système de l'esclavage, l'entretien des esclaves ne saurait dépasser un certain *maximum peu élevé*. » (2)

Nous n'irons pas plus loin dans la citation et le commentaire. Nous sommes là au cœur même du marxisme radical, du seul marxisme. Nous admettons, nous trouvons même utile que les réformes bourgeoises prouvent que dans les limites du capitalisme, il est possible — à condition d'avoir renié trois fois avant que le coq n'ait chanté la science bourgeoise — d'accorder des améliorations aux ouvriers. Ceux-ci comprendront que le capitalisme, même dans sa version améliorée et *progressiste*, reste leur ennemi, et ils lutteront pour l'abattre à la base et le renverser par la révolution. C'est là le sens historique et dialectique de l'antagonisme de classe qui couvre, de façon unitaire, cent nations dans l'espace, un

(1) *Le Capital*, Ed. Sociales, tome II, p. 178.

(2) *Critique du programme de Gotha*, Ed. Sociales, pp. 39-40.

siècle d'histoire dans le temps. Un antagonisme qu'aucune rallonge au bulletin de paie ne pourra jamais supprimer, car même lorsqu'il est substantiel, ce dernier n'est jamais que l'équivalent de la marque au fer rouge imprimée dans la chair de l'esclave.

AUJOURD'HUI

Aucun des programmes réformistes — qui sont, comme chacun sait, minimum, immédiats, concrets, législatifs, techniques, pratiques, réalistes, etc., — mis au point depuis lors jusqu'à aujourd'hui à l'usage du prolétariat dans tous les pays plus ou moins développés du monde, n'échappe à la « double superstition » que Marx décela dans le fatras informe d'aspirations et de requêtes qu'il passa au crible de sa célèbre *Critique*. La première superstition, c'est... le stalinisme, la seconde le démocratismes : « *Tout le programme, en dépit de tout son drelin-drelin démocratique [Marx l'a défini plus haut comme « la vieille litanie démocratique... : suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc.» — toutes choses qui sont « simplement l'écho du Parti populaire bourgeois, de la Ligue de la paix et de la liberté» — prenez-en de la graine, populistes, progressistes, maoïstes et autres pétitionnistes d'aujourd'hui!] est d'un bout à l'autre infecté [sic] par la servile croyance de la secte lassallienne à l'Etat, ou, ce qui ne vaut pas mieux, par la croyance au miracle démocratique, ou plutôt c'est un compromis entre ces DEUX SORTES DE FOI AU MIRACLE, EGALEMENT ELOIGNEES DU SOCIALISME* » (3).

Le réformisme, qui n'est solidement enraciné dans la réalité que sur un seul terrain, celui de la trahison, passe depuis un siècle de l'une à l'autre de ces deux superstitions et il est à l'origine des deux plus redoutables infections du mouvement ouvrier : l'une qui place l'émancipation des ouvriers au bout de la voie des libertés populaires, l'autre qui la situe au bout de la voie de l'économie étatisée.

Ces deux voies qui sont celles de la manœuvre sociale et politique utilisée par la bourgeoisie, d'abord pour permettre au capitalisme de s'instaurer, puis pour lui éviter de s'effondrer, sont toutes deux ruineuses pour le mouvement prolétarien, et de plus en opposition historique directe entre elles. Ni Marx ni Lénine ne disent qu'une fois bien posés les points de programme et de théorie — rappelons le cri indigné de Marx pour le Congrès de Gotha, et d'Engels pour le Congrès d'Erfurt : « *surtout ne faites pas commerce des principes!* » — il est indifférent aux marxistes et à la classe ouvrière, à des étapes historiques données, que se réalisent certaines réformes bourgeoises, et que par exemple l'Etat — l'idole des opportunistes allemands — se libère des survivances féodales qui le caractérisent encore à l'époque du congrès de Gotha. Il fallait au contraire

(3) *Ibid.*, pp. 44 et 47.

opposer à l'Empire des Hohenzollern et de Bismarck la république démocratique, non parce que c'est là la forme de l'Etat ouvrier ou la forme politique qui verra la réalisation du socialisme, mais parce que « c'est précisément sous cette dernière forme étatique que se livrera la suprême bataille entre les classes » (4).

Pris entre la croyance utopique selon laquelle on peut libérer les forces locales du contrôle de l'Etat de façon constitutionnelle et non en le brisant, et la superstition de la prise en main par ce même Etat et par les administrations publiques du contrôle et de la gestion économique, l'opportunisme social-démocrate déboucha d'abord sur l'alliance avec les impérialismes ; il ne voulut pas voir que la guerre et son organisation impliquent la suspension de tout contrôle des fameuses « bases » sur les centres de décision et de toute « liberté », et fait apparaître on ne peut plus clairement le caractère de dictature bourgeoise de l'Etat « moderne ». La critique de la III^e Internationale bolchevique s'abattit comme un cyclone sur ce système mondial de trahison.

Le réformisme fut tout aussi incapable de comprendre la direction que prennent l'économie et la politique à l'époque des guerres impérialistes. Le pendant politique du monopole opposé à la libre concurrence, du contrôle, du dirigisme, de la planification étatique de l'économie, de la gestion de certaines entreprises par l'Etat, ce fut et ce ne pouvait être que le totalitarisme, c'est-à-dire l'apparition sans voiles, en fonction du moment et des pays, de la dictature bourgeoise, qui avait déjà parfaitement joué son rôle sous sa forme parlementaire, surtout là où s'esquissait l'orientation révolutionnaire de la lutte de classe. Une fois éliminées, à la fin du siècle dernier, les survivances féodales — sauf en Russie — une fois affirmée dans le monde la « domination directe du capital », une fois posée l'alternative que Lénine vit en 1919 : direction bourgeoise ou direction prolétarienne de l'économie mondiale, une fois avortées dans les pays européens autres que la Russie les tentatives de conquête révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière, le réformisme ne sut pas se reconnaître dans les seules tentatives d'organisation bourgeoise qui contiennent ses revendications classiques, c'est-à-dire les fascismes et les nazismes, ni dans les manifestations éloquentes des mêmes tendances qui se manifestaient dans de nombreux autres pays derrière la façade intacte des institutions libérales.

Le réformisme italien, qui avait indéniablement des précédents en tant qu'administration d'une jeune bourgeoisie, et en tant que courant prolétarien de la revue *Critica Sociale* où pendant tant d'années le marxisme fut, sinon correctement appliqué, du moins correctement exposé, qui avait même résisté à la mobilisation superstitieuse en faveur de la guerre

(4) *Ibid.*, p. 45. Quelques lignes plus haut Marx rappelle encore une fois qu' « entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat* ».

contre l'Autriche, mourut sans gloire dans le grand bloc antifasciste. Il lança au fascisme tous les anathèmes idéologiques, cria aux libertés et aux garanties bourgeoises violées, sans voir que le fascisme était son héritier dans la mesure où il est la forme suprême de la combinaison anti-révolutionnaire de deux éléments : l'économie capitaliste, et la mise en œuvre dans les limites de cette économie et dans le but de la défendre, de mesures d'amélioration de la condition ouvrière.

Ayant abandonné le monopartisme, c'est-à-dire la seule chose qui rende possibles aujourd'hui des succès administratifs, le réformisme antifasciste actuel — et il y a à l'heure actuelle en Italie sept ou huit partis *réformistes* — marche mollement et en faisant piètre figure sur les traces des innovations fascistes en matière de législation économique.

Les différents concurrents savent bien que les cinq ou six « grandes réformes » qu'ils ont à leur programme exigent énormément de moyens et beaucoup de temps. Comment concilier cette exigence avec la comédie de la politique parlementaire si un des principaux groupes d'adversaires n'est pas mis hors jeu ? C'est vraiment de ce qu'on appelle aujourd'hui avec horreur un « régime » que la pratique réformiste a besoin. Avec un seul parti à la tête de l'administration, les idioties, les gaspillages, les spéculations illicites, les combines affairistes peuvent, tout en restant le but essentiel des chefs bourgeois de type moderne, être ramenés à un minimum.

Parmi les « experts » du réformisme postfasciste bien peu ont la tête sur les épaules, et encore plus rares sont ceux qui disent quelque chose de vrai, dans la — faible — mesure où ils ne cherchent pas à devenir ministres ou... cardinaux. Par exemple, au congrès de Naples du PSLI (5) Tremelloni a déclaré dans un discours notable qu'on pourrait améliorer d'un tiers le niveau de vie du travailleur italien à condition de « mettre un frein à la cupidité » des industriels... Avec l'administration actuelle, cela est impossible : il ne reste plus alors, n'est-ce pas, qu'à invoquer le plein emploi, l'émigration, la paix universelle et les investissements productifs des particuliers, de l'Etat, et du capital étranger. Tout cela est connu, mais au milieu des clameurs de ceux qui veulent « rogner les revenus » des fantômes « grands féodaux » — ce qui élèverait le niveau de vie des travailleurs d'à peu près un cinq-centième — cela fait plaisir d'entendre quelqu'un admettre que les pillages de l'affairisme capitaliste, où tout le monde se sert, les « noirs » aussi bien que les « rouges », pèsent mille fois plus lourd.

Quant à Don Sturzo (6) — c'était à lui que nous pensions en parlant des cardinaux — il reconnaît que le programme de réformes du nouveau gouvernement De Gasperi ne sera pas réalisé et qu'il s'agit là d'une

(5) Il s'agit de la tendance ultra-réformiste ou « saragatienne » issue d'une scission du Parti Socialiste Italien.

(6) Fondateur de la démocratie-chrétienne, dont De Gasperi a longtemps été le leader.

concession inutile à la basse démagogie des oppositions sur la possibilité de prendre des mesures techniques radicales au niveau de l'économie italienne. Don Sturzo lui aussi donnerait la priorité à une réforme administrative : pour lui, avec la bureaucratie actuelle, pas de réformes sérieuses.

Mais voilà... La bureaucratie de l'Etat moderne n'est pas une armature de fer disciplinant et maîtrisant les pressions du capital. C'est une véritable *passoire* au travers de laquelle l'initiative affairiste se meut avec une *liberté* absolue.

Pour alléger cette bureaucratie, Tremelloni voudrait que l'on mette, à la place des hauts fonctionnaires, des hommes et des techniciens des affaires et de l'industrie. Comme si une telle bureaucratie ne devait pas être encore plus aux ordres de la spéculation nationale et étrangère pour qui le meilleur terrain est la guerre, la misère, les destructions et la tragédie de la reconstruction, cette grande saturnale des « investissements » si souvent invoqués !

Alors, bien plus que les « experts » du monde officiel, n'est-ce pas nous les extrémistes qui sommes *concrets*, nous qui avons constaté depuis longtemps qu'il faut d'abord réduire en pièces la machine d'Etat pour pouvoir ensuite faire le reste ?

Capitalisme et réformes

HIER

Dans le *Capital*, Marx fait de larges références à la législation sociale de l'Angleterre et des autres pays. Ces références ne se trouvent pas seulement dans la Quatrième Section, « *La production de la plus-value relative* », qui montre le développement historique des phases de la production capitaliste de la manufacture au machinisme et à la grande industrie, en suivant leurs effets sur l'exploitation des salariés. Elles apparaissent plus tôt, dès l'énoncé de la théorie de la plus-value, au début de la Troisième Section, « *La production de la plus-value absolue* ». Aussitôt après avoir expliqué la répartition entre le patron et l'ouvrier de la valeur que ce dernier ajoute au produit, et l'avoir exprimée en portions de la valeur du produit lui-même, Marx entreprend de l'exprimer en portions de la journée de travail. Et tout de suite, il expose l'histoire des premières luttes ouvrières en Angleterre pour la réduction des horaires de travail ; fidèle à sa méthode, il en tire des éléments à l'appui de son analyse des données historiques, avec leurs deux périodes : dans la première, la législation étatique tend, pour favoriser le capitalisme naissant,

à imposer des *horaires de travail maximum* (allant dans l'épuisement des forces humaines jusqu'à un degré que l'esclavage et le servage médiéval avaient ignoré) ; dans la période suivante, l'Etat se met à légiférer dans le sens d'une *réduction de la journée de travail* dans l'industrie (les luttes pour le *Bill des dix heures* en 1884 en sont l'exemple classique).

C'est que la référence à l'histoire joue un rôle décisif dans la démonstration de la doctrine économique marxiste opposée à la doctrine bourgeoise : il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'anéantir les faux théorèmes économiques des défenseurs du capitalisme privé, mais de démanteler toute l'idéologie juridique et philosophique qui est à la base du régime bourgeois et de la révolution démocratique.

L'économie marxiste reconnaît que l'échange entre marchandises, et entre marchandise et monnaie, s'effectue entre « équivalents » sur le marché ; jusque là, on pourrait admettre avec les libéraux, les utilitaristes et les libre-échangistes que sur le marché sont en présence deux « agents économiques libres », auxquels la société et l'Etat ont assuré des droits égaux (une fois brisées les entraves médiévales), et qu'ils commercent à leur *mutuel avantage*. Libres de leurs pensées, libres en droit, libres en affaires : ce sont les individus-types de la civilisation bourgeoise. Mais... dans toute cette série d'*échanges égaux*, comment le capital peut-il bien se former et s'accumuler en quantités toujours plus énormes ?

Cela est rendu possible par la « libre » vente d'une marchandise spéciale : la force de travail humaine. Et c'est ici qu'il y a un os dans la liberté de contrat. Bentham et compagnie prétendaient que le travailleur, en s'engageant *spontanément* à travailler contre un salaire, fait un contrat comme tous les autres, en tant qu' « agent libre ». Marx démontre que dans ce contrat spécial l'équivalence des valeurs échangées n'existe plus, et que l'*utilisation* de cette marchandise spéciale par le patron lui permet d'en retirer un bénéfice à son avantage. A la fin des chapitres célèbres de la Deuxième Section du Capital, nous voyons le *libre citoyen* travailleur, entré dans ce circuit magique, abandonner sa fière égalité morale et légale avec l'autre contractant pour le suivre, défait et abattu, « *comme quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché, et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : à être tanné* ».

Revenons au chapitre sur la journée de travail. Il conduit à constater, tout d'abord, que le capitalisme victorieux réclame le droit d'acheter sur le marché du travail un temps *sans limites*, une force de travail qui reste sa propriété jusqu'à son complet épuisement. Etrange contrat entre égaux, où la mesure des avantages retirés est, pour l'une des parties, strictement limitée à la somme d'argent qui constitue le salaire, tandis que pour l'autre partie elle reste à la discrétion de l'acheteur...

L'Etat bourgeois révolutionnaire intervient dans un premier temps, pour rendre possible par la force cette disposition discrétionnaire du temps, pour dresser à cette forme d'oppression les anciens artisans, paysans et

même mendiants qui avaient encore quelques heures de vie dont ils restaient maîtres. Témoin la réponse classique du porteur napolitain qui s'étire au soleil sur le quai, au riche touriste qui l'appelle : il regarde la lourde valise et, sans bouger, lui fait cette réponse parfaitement marxiste : « *Signo, aggio magnato*, Monsieur, j'ai déjà mangé aujourd'hui ! ». Laisser aller ? Négation de Dieu ? Oui, du tout puissant dieu argent ! La très civilisée Albion a sûrement encore en réserve quelque loi qui enverrait ce porteur aux galères !

Si, dans un second temps, l'Etat bourgeois est conduit à légiférer dans un sens directement opposé, à céder en apparence aux revendications ouvrières sur ce point, à mobiliser tout un arsenal de phrases philanthropiques sur la justice sociale, la santé du peuple, etc., tout cela démontre, en termes économiques, que le libre jeu des forces et des contrats spontanés ne conduit pas à l'équilibre, mais au conflit et à la ruine, et confirme que les rapports entre le salarié et l'industriel échappent à la règle des contrats commerciaux et des rapports de marché, cet Eden de l'économie bourgeoise.

Tout cela est connu : mais Marx a apporté beaucoup plus. Il a refusé les promesses de la *grande* révolution libérale qui prétendait avoir tout fait, tout accompli pour offrir à tous les citoyens des chances de vie égales et pour instaurer un mécanisme juridique dont chaque élément de la société pourrait attendre protection et défense sous réserve de respecter les deux conditions classiques de l'idéologie libérale : se présenter comme individu isolé, et utiliser des moyens légaux. L'insurrection et les révoltes collectives n'étaient en effet justes et saintes que tant qu'il s'agissait d'abattre les obstacles féodaux et absolutistes qui barraient la route au pouvoir des classes bourgeoises : maintenant que l'on a des chartes constitutionnelles et des « lois égales pour tous », il ne doit plus en être question.

Et pourtant, en passant de la concurrence entre eux à l'action et à l'organisation collective, en descendant dans la rue en révolte contre les traitements inhumains, les ouvriers ont contraint l'Etat à intervenir de façon autoritaire dans les rapports économiques de production et à les rectifier. Non seulement ils s'assuraient ainsi un peu de temps et de répit pour se préparer à des luttes d'une portée historique bien plus vaste, mais la preuve était donnée que le système social et politique créé par la bourgeoisie n'apporte de garantie qu'à une partie des composants de la société, protège une domination de classe, et doit historiquement être combattu, attaqué et renversé par des moyens révolutionnaires, tout comme ceux qui l'ont précédé.

Le *Bill* des dix heures, prototype des mille et une mesures d'un siècle de « lois spéciales », est une très modeste conquête, mais par sa signification économique et historique, il vient étayer toute la théorie révolutionnaire. A la fin du chapitre cité, après avoir exposé comment

les travailleurs ont dû, pour éviter la mort sociale et physique, utiliser la pression de classe pour élever un obstacle légal qui leur interdise de se vendre « spontanément » au capital, Marx s'exclame, dans un passage fameux : « *Le pompeux catalogue des « droits de l'homme » est ainsi remplacé par une modeste grande charte* » qui détermine légalement la journée de travail et « *indique enfin clairement quand finit le temps que vend le travailleur et quand commence le temps qui lui appartient* ». La promulgation par la bourgeoisie de ce modeste *Bill* a fait éclater le vide et le mensonge de ses « chartes » et de ce « décalogue » des droits qu'elle continue à brandir et qu'elle rallonge quand le sang prolétarien l'y force (comme par exemple lorsqu'elle promulgue la toute nouvelle « libération de la peur et du besoin »).

Nous voilà au point d'arrivée du raisonnement. Là où l'on doit lire la démonstration (magistralement corroborée par l'histoire du *Bill* des dix heures et de toute la législation bourgeoise) que tout le système du droit bourgeois doit être abattu dans une bataille révolutionnaire, puisque ses libertés ne sont qu'une forme moderne d'esclavage, certains ont prétendu lire que, de loi en loi, de réforme en réforme, en mariant « liberté politique » et « justice sociale », on accéderait au socialisme. Certains attribuent même cette mystification opérée par les réformistes depuis un siècle à l' « obscurité » de Marx. Il ne sert à rien d'être clair avec ces malheureux que l'histoire abandonne aux ténèbres du passé : *habent oculos et non vident, habent aures et non audiunt*, ils ont des yeux et ils ne voient pas, ils ont des oreilles et ils n'entendent pas...

AUJOURD'HUI

Plutôt effrayé par les échos de la crise économique et du chômage, par le caractère endémique, à la fois apathique et convulsif, des protestations et agitations des classes pauvres, trop bête pour être rassuré par l'irréremédiable dégénérescence contre-révolutionnaire des organisations qui, malheureusement, contrôlent ces masses, le bourgeois italien veut et réclame des réformes qui puissent, comme l'huile sur la mer, apaiser la tempête sociale.

Notre bourgeoisie est la plus réformiste de toutes et notre administration d'Etat a des traditions ininterrompues de dirigisme économique. Une ligne très cohérente relie ses dirigeants, de Cavour à l'actuel [1950] De Gasperi, en passant par Giolitti, Nitti et Mussolini. A la conférence syndicale confédérale de la C.G.I.L., on s'est réjoui de ce que le « plan » du secrétaire De Vittorio ait recueilli l'approbation des « socialistes » Orlando et Nitti. Parbleu ! Mussolini aurait été le premier à applaudir à ce genre de proposition ! Les ignominies collaborationnistes et anticlassistes proférées par le secrétaire général et les économistes qu'il a recrutés Dieu sait où se trouvent déjà, en un meilleur style, dans le discours de Dalmine de Mussolini et dans sa Charte du Travail.

C'est précisément sous le *Duce* que la méthode réformiste a fait des pas de géant, avec des réalisations concrètes. Jusqu'en 1924 au moins, toute l'Italie au Sud de Rome était en retard de quatre-vingts ans sur la loi des dix heures, malgré les leçons de libéralisme politique prises à Londres depuis 1848. On pouvait encore y voir le journalier agricole se présenter à l'aube et s'en aller au crépuscule en plein été, contre un demi-litre de vin, un plat de haricots (le pain, c'est lui qui devait l'apporter) et quelques lires. Assis à l'ombre, la pipe à la bouche, déboutonné, le patron l'apostrophait dès qu'il s'arrêtait de trimer un instant : « Vas-tu donc piocher !... ». Puis ils faisaient les comptes de la journée en se tutoyant...

Quelques années passèrent, et la bourgeoisie antifasciste (et pour cause !) du Sud vit s'abattre sur elle l'hallucinant réseau des normes syndicales (les « barons », eux, s'en souciaient comme d'une guigne, s'étant depuis les croisades déchargés sur d'autres du soin de « faire piocher ») : horaires de travail, salaire à l'heure, assurances, charges de toutes sortes et paperasserie sans fin dès qu'on avait besoin de bras pour labourer. Système dont nous ne faisons nullement ici l'apologie, avis aux durs d'oreille. Le poids de toute cette machinerie idiote ne retombe pas sur le capital : elle peut certes liquider quelques petits ou moyens bourgeois, mais elle favorise la grande accumulation et sert à flouer la classe ouvrière. Quand nous qualifions quelqu'un de réformiste, nous ne faisons que lui exprimer notre plus profond dégoût.

Réformiste, l'Etat l'a été à la fin de la période féodale, par souci de conservation naturellement. Pour éviter la chute, les anciens régimes s'efforçaient d'encadrer avec de vains programmes les forces productives en révolte. Là où les grands Etats nationaux étaient déjà constitués, la classe capitaliste, après avoir pris le pouvoir, construisit le nouvel Etat, fermement antiréformiste : destructeur et non constructeur, politique et non économique, s'employant à libérer les forces productives de leurs entraves, non à les canaliser. Les lois spéciales étaient peu de chose devant la grande Charte constitutionnelle dont les articles venaient saper les souches antiques du régime du servage et de la corporation. C'est le début de la grande évolution vers un type d'Etat bourgeois toujours plus interventionniste en économie, disciplinant la production et les échanges. Cette évolution, bien connue dès la première construction théorique marxiste, est le reflet direct et inévitable de la naissance d'une nouvelle lutte de classe au fur et à mesure que le développement impétueux du capitalisme crée les armées prolétariennes du travail et qu'un nouvel antagonisme entre les intérêts sociaux prend le pas sur l'ancien ; à mesure que le problème historique n'est plus d'empêcher les classes féodales de revenir au pouvoir, mais d'empêcher la classe ouvrière de l'arracher à la bourgeoisie.

Le mini-Etat italien naît bourgeois, et sans tradition nationale. Sa lutte antiféodale ne va guère plus loin que les récits littéraires. Il naît

en retard, et pour cette raison même plus moderne : il se met tout de suite à l'heure, il naît réformiste. En un certain sens, il devance l'heure, il naît fasciste. Tout le ridicule et le tragique de la situation italienne tient à cela : de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, les politiciens professionnels s'imaginent tous aujourd'hui encore qu'ils sont en train d'œuvrer pour éliminer des « arriérations », et dresser des « catalogues » de garanties constitutionnelles... sans aucun objet.

L'Etat bourgeois classique du premier type, préreformiste, a bien sûr un budget, il lève des impôts, dépense, assume des tâches de gestion. L'Etat féodal avait d'ailleurs déjà ces fonctions dans les grands pays européens, ce qui en avait fait un des grands agents de l'accumulation capitaliste. Le nouvel Etat bourgeois pur, en revanche, s'affranchit de tout caractère de « détenteur et investisseur de capital ». Tout le système de ses lois assure et garantit désormais que le capital peut agir librement à titre privé, l'Etat n'assumant, à ses côtés, qu'un rôle de police. L'administration centrale n'investit directement, au début, que dans les fonctions économiques que l'investissement privé déserte. Elle assume les travaux publics lorsqu'ils ne rapportent pas de profit et qu'aucun capital privé ne les entreprendrait. Elle prend en charge une série de besoins « sociaux » comme la santé publique, la circulation routière, la lutte contre les fléaux et les risques comme les incendies, etc. On n'imagine pas une entreprise qui se consacrerait, comme les pompiers d'une chanson italienne, à provoquer des incendies, pour aller ensuite les combattre. On ne met pas le feu aux maisons pour se faire payer tant de l'heure à l'éteindre — encore que le capital fasse bien pire, mais sur une autre échelle...

Dans sa forme suivante, l'Etat commence à mettre la main à la pâte, pour des raisons politiques et politico-sociales : on le voit par exemple entreprendre de grands travaux pour éviter les révoltes de chômeurs, peste caractéristique de l'Etat italien. Enfin, dans sa forme la plus moderne, l'Etat *investit* : cela devient sa fonction la plus remarquable, qui entraîne un gonflement démesuré de sa machine. Il investit pour soutenir le capitalisme et les capitalistes, il finance pour leur donner de l'oxygène, il « contrôle » leurs entreprises pour combler les trous dans leurs bilans.

Il ressort de tout cela que l'Etat moderne ne peut prétendre avoir des fonctions qui intéressent « toute la société » que dans les limites modestes de ses interventions qui n'ont pas pour but le profit. Les seuls investissements de fonds publics qui ne soient pas directement un service rendu au capital exploiteur *sont les investissements non productifs*. Le terme non productif, dans le contexte de l'économie actuelle, désigne tout ce qui ne rémunère pas la spéculation.

La grosse ânerie qu'on nous sert aujourd'hui consiste à réclamer de l'Etat des investissements *productifs* : elle est la clef de voûte des crétièneries économiques lancées à la Conférence confédérale de la C.G.I.L., auxquelles applaudit toute la presse bourgeoise. Elle est le digne

pendant de l'ânerie majeure de l'antisocialisme : faisons passer petit à petit la gestion des entreprises à l'Etat et leurs revenus, au lieu de bénéficier au capital privé, profiteront à tous les citoyens. La réalisation en grand style de cette politique économique, nous l'avons eue en Italie avec Mussolini : l'Etat s'est fait alors actionnaire, banquier, financier et investisseur pour le plus grand bien de la grande industrie, qui de nouveau, aujourd'hui, délire de joie à la perspective d'acquérir des équipements et de faire des affaires avec l'argent du lampiste. Les antifascistes ont-ils fait la moindre tentative pour, ne disons pas supprimer, mais même atténuer l'influence des *Finsider*, *Finmare*, *IMI*, *IRI* (1) ? En quoi le plan confédéral diffère-t-il de tout cela ?

L'idole de l'Etat investisseur a beau être, en substance, la même que celle qu'on adore au Kremlin : elle reçoit à juste titre les coups d'encensoir de la *Confindustria* (2). La même consigne *productiviste* est donnée par Moscou aux entreprises soviétiques, et par le syndicaliste Di Vittorio aux industriels italiens.

Etat protecteur des investissements privés et Etat investisseur de capital sont deux aspects historiques du même ennemi de classe, que la révolution socialiste devra abattre. La situation spécifique de l'Italie est justement celle-ci : elle exige des dépenses non productives, des interventions qui aient un caractère de mesures sociales et non d'investissements à des fins de profit rémunérateur. C'est un piètre jeu que de prétendre n'être pas d'accord avec l'industrie lourde et de demander des crédits pour la bonification des terres, la construction, l'électrification. Ce sont justement les secteurs dans lesquels rien ne sera fait tant que les motivations y seront de type capitaliste. Les logements, il faut les construire gratuitement, car ceux qui sont sans toit sont aussi ceux qui sont sans travail. La bonification des terres, pendant une longue période, n'élève ni les revenus, ni la production, ni le nombre d'emplois : au contraire, elle les diminue. Les spécialistes de Di Vittorio connaissent-ils des données techniques comme celle-ci : l'irrigation accroît la production à l'hectare, mais diminue le besoin de main-d'œuvre à production égale ? L'électricité, les transports et autres services publics coûtent trop par rapport au profit moyen qu'ils rapportent ; leur gestion est forcément déficitaire si l'on veut améliorer le niveau de vie (et c'est pourquoi ce programme est utopique).

Seule une économie mondiale peut satisfaire des exigences de ce type. L'économie capitaliste ne le fera que si et quand cela lui sera utile pour la domination du monde en paix ou en guerre. L'Etat italien ne peut pas le faire, quels que soient ceux qui détiennent le pouvoir, par la seule manipulation de ses ressources internes. Dans le genre théorie autarcique,

(1) Organismes para-publics des secteurs de la sidérurgie, de la navigation, du financement des entreprises, et de la reconstruction industrielle.

(2) Confédération patronale, l'équivalent du C.N.P.F. en France ou de la C.B.I. en Grande-Bretagne.

par parenthèse, a-t-on vu mieux que celle qui prétend qu'en mettant en circulation la réserve d'or de l'Etat, on active la production nationale ? ! *Graecia capta ferum victorem coepit !* La Grèce vaincue a dompté son farouche vainqueur, ou plus vulgairement : l'esprit de Benito Mussolini inspire ceux qui l'ont exécuté.

L'Etat ne répondrait pas davantage à ces exigences même s'il affermaient tout le territoire et la chair de ses habitants à l'un des grands groupes d'entrepreneurs en guerres mondiales, froides ou chaudes.

Une directive simple pour le parti de classe des travailleurs : dès que vous entendrez quelqu'un vous parler de mesures *progressives, constructives, productives*, ne perdez pas de temps à étudier l'économie politique, jetez immédiatement cette canaille par la fenêtre !

Une fenêtre du rez-de-chaussée, bien sûr. Inutile d'élever des pantins à la hauteur de la tragédie.

Les lauriers de la social-démocratie autrichienne : Otto Bauer ou la révolution chez les autres

Dans un article paru dans le numéro 61 de cette revue, nous avons montré à partir d'une étude de Roman Rosdolsky la responsabilité de la social-démocratie dans l'étranglement de la grandiose grève générale de janvier 1918 en Autriche.

En fait, cette opération ne fut que le prélude d'une action bien plus subtile et bien plus décisive pour le maintien du *statu quo*, menée à bien par le trop célèbre austro-marxisme en novembre 1918. L'édifice tout entier de la monarchie des Habsbourg s'écroula alors sans résistance, l'armée se liquéfia, la structure plurinationale de l'empire vola en éclats, la bourgeoisie parut (comme en 1848) s'être subitement volatilisée, la république vint au monde sans douleur, et la social-démocratie se trouva pacifiquement à la tête de l'appareil d'Etat en accord harmonieux et émouvant avec la droite, le centre et leurs nuances respectives ; le centre était prêt non seulement à offrir ses bons services à cette caricature de gouvernement provisoire que fut pendant quelques mois le Conseil d'Etat, mais aussi à théoriser la... voie autrichienne au socialisme par son intermédiaire ; quant à la droite, elle était très heureuse d'une aide morale et matérielle aussi précieuse. Le miracle eut lieu, et ce fut même un double miracle : *les Soldaten- und Arbeiterräte* (Conseils de Soldats et d'Ouvriers), ces foyers potentiels d'indiscipline et de subversion dans l'armée

et dans les usines, et aussi de dualisme de pouvoir, qui existaient sous une forme embryonnaire depuis janvier 1918, furent d'abord vidés de leur substance, puis transformés en d'inoffensifs organismes d'assistance, ou en précieux instruments servant à faire respecter la discipline du travail et à faire augmenter la production ; cela se fit sans recours à la force, sans même qu'il y ait besoin d'un édifice compliqué de lois « d'avant-garde » (par exemple en matière de nationalisations) comme en Allemagne, et l'ordre démocratique et républicain fut ainsi sauvé. De plus, l'austro-marxisme sauvait la face devant les prolétaires, bercés par l'illusion de posséder au moins un morceau de pouvoir dans les « bastions » social-démocrates de Vienne et dans un appareil organisationnel important dès avant la guerre et renforcé par les événements tumultueux de l'automne 1918.

Une fois de plus, la clé du secret de cet extraordinaire succès non seulement intérieur mais international (puisque les hommes de l'expérience austro-marxiste de gouvernement seront plus tard ceux de l'Internationale 2 1/2) est donnée par un passage pénétrant de Trotsky : « L'extrême faiblesse où s'est trouvée la bourgeoisie autrichienne au lendemain de la guerre et de la révolution (1) et, en

(1) Il s'agit, bien entendu, de la « révolution » bourgeoise démocratique de novembre 1918. (NdR.)

liaison avec cette faiblesse, le manque d'indépendance économique et politique de l'Autriche ont été la source principale des forces de la social-démocratie autrichienne. En assumant la fonction de sauver et de consolider le régime bourgeois, la social-démocratie autrichienne a pu, dans son agitation, prendre ses distances soit de la bourgeoisie nationale, soit de la bourgeoisie étrangère (anglaise et américaine). Dans la première période de stabilisation du régime bourgeois qui a suivi la révolution, la social-démocratie a été très nettement l'agent direct du capital étranger. Cela lui a permis non seulement de rejeter la responsabilité de toutes les calamités qu'a connues l'Autriche sur la bourgeoisie nationale, mais encore d'adopter à l'égard de celle-ci une attitude critique plus accentuée que celle qui était à la portée de la social-démocratie des autres pays, y compris l'Allemagne. [...] L'Autriche représente un petit corps et une grosse tête. La capitale est aux mains de la social-démocratie, qui, au Parlement cependant, détient moins de la moitié des sièges (43 %). Cet équilibre instable qui ne se maintient qu'en raison de la politique conservatrice et conciliatrice de la social-démocratie, facilite singulièrement la position de l'austromarxisme. Ce qu'il fait à la municipalité de Vienne suffit, aux yeux des ouvriers, à le distinguer des partis bourgeois. Et ce qu'il ne fait pas — c'est-à-dire l'essentiel — il peut toujours l'imputer à ces derniers. En dénonçant la bourgeoisie dans les articles et dans les discours, l'austromarxisme [...] tire très habilement profit de la dépendance internationale de l'Autriche afin d'empêcher les ouvriers de se soulever contre leurs ennemis de classe. « A Vienne, nous sommes forts, mais nous sommes encore faibles dans le pays. En outre, au-dessus de nous, il y a les maîtres », telle est la principale idée de la politique austro-marxiste. Tout cela lui a permis jusqu'à présent de jouer le rôle de l'aile « gauche » de la II^e Internationale et de maintenir toutes ses positions contre le Parti communiste » (2).

Trotsky écrivait onze ans après le brusque effondrement des Habsbourg, mais

au cours de toute cette période, l'« idée principale de la politique austromarxiste » était restée la même, s'appuyant sur l'« équilibre instable » du monstrueux édifice étatique né de la défaite militaire et du Traité de Versailles, et tirant de cet « équilibre instable » sa propre justification pratique et théorique. Dans un petit livre sur « La Révolution autrichienne » (3), écrit cinq ans après l'automne 1918 pour justifier une politique qui avait en réalité pour but de sauvegarder et de gérer l'ordre capitaliste établi sous un nouveau déguisement démocratique et républicain, mais qui dans les délires théoriques de l'austromarxisme laissait ouverte la perspective absurde d'une dualité de pouvoir (« l'équilibre instable ») susceptible de se prolonger indéfiniment dans l'attente d'événements révolutionnaires hors des frontières de l'Autriche, Otto Bauer utilise les arguments même qu'avançaient partout ailleurs, dans la plus parfaite harmonie, la droite réformiste et le centre maximaliste, en particulier en Italie : « Nous manquons de fer et de charbon ; nous sommes entourés de pays pauvres ; le ravitaillement de la capitale et de son énorme concentration ouvrière dépend d'une classe paysanne conservatrice et fortement « politisée », c'est-à-dire liée corps et âme aux prêtres et aux hobereaux locaux ; les Tyroliens font planer la menace du séparatisme ; la grande bourgeoisie urbaine n'attend qu'un signal pour redresser la tête ; surtout il y a l'Entente, prête à envahir une Autriche éventuellement rebelle ! ». Chacun de ces arguments avait sans doute du poids, mais la théorie de la révolution sans risques ne vaut pas mieux que la théorie de la révolution sans sacrifices et, dans le cas de l'Autriche, le conseil d'Engels (« de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ») aurait dû se traduire par une réforme agraire immédiate et radicale afin de conquérir une partie des paysans, et de neutraliser le reste ; par une mobilisation du prolétariat viennois encore en armes, pour ramener à la raison les Tyroliens ; par un refus

(2) L. Trotsky, La crise autrichienne et le communisme, 19 nov. 1929, *Écrits*, 1928-1939, T. 1, Paris, 1955, pp. 293-294.

(3) Otto Bauer, *Die Oesterreichische Revolution*, Vienne, 1923, d'où nous tirons les longues et éclairantes citations qui suivent. Dans les citations, c'est toujours nous qui soulignons.

courageux de la servilité, afin d'amener rapidement l'Entente à renoncer à ses menaces verbales et à son chantage. D'ailleurs pour renverser Bela Kun quelques mois plus tard en Hongrie, cette même Entente devra compter moins sur l'intervention de troupes roumaines mal en point que sur les cyniques faux télégrammes de Clemenceau, sur la volupté de trahir des social-démocrates et sur la bonne foi (pour ne pas dire la naïveté) d'un pouvoir révolutionnaire miné par ses contradictions internes et ses vices originels, et désavantagé par rapport à ce qu'aurait pu être un gouvernement révolutionnaire autrichien (c'est-à-dire dans l'hypothèse d'une volonté révolutionnaire, évidemment inexistante, du centrisme maximaliste à la Bauer) par le fait qu'il ne contrôlait pas entièrement les organes, traditionnels ou plus récents, de la classe ouvrière.

Si l'austro-marxisme avait vraiment eu des objectifs révolutionnaires, l'évaluation des risques encourus — qui n'est d'ailleurs valable que si on ne s'en tient pas à des évaluations *statiques* de la situation objective et si on ne part jamais de l'idée que « la réaction étant aux aguets » la meilleure façon de ne pas la provoquer est de ne rien faire qui lui soit désagréable, ni de l'idée qu'on ne peut remporter la bataille que si l'on n'a pas... d'ennemis — cette évaluation aurait dû mener à la conclusion : maintenant ou jamais !

C'est toutefois Bauer lui-même qui confirme la justesse de la déduction inverse : « Ni maintenant ni jamais ! ». On sent un sentiment de... fierté légitime dans les pages où le grand pontife de l'austro-marxisme explique avec force détails que les difficultés économiques, l'impuissance militaire, l'attitude hostile des paysans, la vigilance des missions militaires alliées condamnaient « au suicide la tentative d'instaurer une dictature des Conseils ouvriers ». Et Bauer ajoute : « La grande masse du prolétariat ne voyait pas ces dangers : la social-démocratie devait les voir et les a vus. Sa tâche était donc double : d'une part, *utiliser le puissant ferment révolutionnaire* du prolétariat [qui existait donc !], *le bouleversement profond de l'ensemble de l'ordre social capitaliste* [qui était donc complètement bouleversé !] *pour conquérir à la classe ouvrière des positions de pouvoir les plus fermes et les plus dura-*

bles possibles dans l'Etat et dans les municipalités, les usines, les casernes, les écoles [où l'on voit qu'Otto Bauer est le père de la théorie de la conquête du pouvoir morceau par morceau à l'intérieur de la société et de l'Etat bourgeois. Dès 1918-1923 il parrainait l'*Ordine Nuovo* d'alors, et les *Potere Operaio* ou autres PSU d'aujourd'hui, ainsi que leurs équivalents européens]; d'autre part, *empêcher que cette fermentation révolutionnaire n'aille jusqu'à la guerre civile, jusqu'à l'affrontement ouvert avec la superpuissance de l'Entente et ne mène à la catastrophe de la faim, de l'invasion, de la contre-révolution* » (*op. cit.*, p. 126).

On sent encore plus de fierté dans le récit et l'illustration des différentes phases de la mise en pratique de l'extraordinaire philosophie bauerienne du *renoncement*. Premier stade : après avoir reconnu que « née de la guerre, la révolution sociale [!?] est sortie non pas tant des usines que des casernes », et qu'il est impossible de rétablir « l'autorité des officiers » (voilà qui est grave, en vérité, s'agissant d'officiers des Habsbourg !), le Conseil d'Etat issu de ce que Bauer continue à appeler, avec une belle désinvolture scientifique, la révolution sociale, « exhorte les soldats [qui, soit dit entre parenthèses, l'ont déjà fait de leur propre initiative] à élire en leur sein des Conseils de soldats qui rétabliront l'ordre et la discipline dans les casernes ». Ayant ensuite constaté la vanité de ses efforts, pris acte du fait que les soldats n'ont qu'une hâte, rentrer chez eux — deux phénomènes parfaitement naturels dans le cadre d'une soi-disant « révolution sociale » qui n'offre à ses protagonistes d'autre issue que de... rester calmes et disciplinés dans les casernes — il dissout les formations existantes et annonce la création d'une armée de fortune formée de volontaires, la *Volkswehr*, dont le titre de gloire — qu'elle partagera avec Julius Deutsch — sera de « protéger le pays » non pas de la contre-révolution (il n'en sera jamais question !) mais de l'« anarchie qui menace », en faisant passer sous son autorité, entre autres, les unités novices et donc trop nerveuses de la toute récente *Garde rouge* (*ibid.*, pp. 96-99).

Ainsi, la démocratie républicaine pouvait déjà souffler : elle avait une « milice populaire » incapable d'affronter le

terrible spectre des montagnards dispersés dans les Alpes du Tyrol et des officiers de l'Entente flânant dans les cafés de Vienne et les couloirs des ministères, mais suffisamment aguerrie pour faire échec à l'« anarchie menaçante », ce spectre éternel de l'austro-marxisme ordonné et rationnel. Mais tout cela ne suffisait pas : « Si la lutte ne devait pas être menée et gagnée avec les armes [le si est, bien entendu, une clause de style, l'austro-marxisme ayant décidé dès le départ qu'il ne fallait pas prendre les armes], il fallait la mener et la gagner dans les formes démocratiques ». Second stade, donc : en avant pour les élections politiques (qui, en février 1919, donnèrent 1,21 million de voix aux sociaux-démocrates, 1,06 million aux chrétiens-sociaux et 546.000 aux nationaux-germaniques) ; en avant vers le référendum pour la sanction définitive de la chute des Habsbourg ; en avant vers la nouvelle constitution fondée sur la « collaboration entre bourgeois, paysans et travailleurs » (14 mars) ; en avant, en somme pour le dépassement du provisoire et la formation d'un solide ministère de coalition dont les joyaux les plus précieux étaient l'ultra social-démocrate Renner à la chancellerie, le social-démocrate et demi Deutsch aux forces armées et l'austro-marxiste Bauer aux affaires étrangères, bref, aux postes-clés de la révolution rien moins que sociale mais simplement parlementaire, autrichienne.

Ce second stade se déroula pendant un hiver qui, en dépit du « renoncement à la dictature des Conseils » au nom de la famine menaçante, fut un hiver terrible de faim, de chômage, d'agitation. Ah ! l'orgueil d'en être sortis indemnes ! « *Aucun gouvernement bourgeois* [nous n'avons aucun mal à le croire !] *n'aurait pu remplir la tâche gigantesque d'empêcher que le mouvement révolutionnaire ne débouche sur une guerre civile destructrice* : il se serait trouvé désarmé devant la méfiance et la haine des masses prolétariennes ; il serait tombé au bout d'une semaine à la suite de soulèvements de rue, arrêté par ses propres soldats. *SEULE la social-démocratie avait la confiance des masses prolétariennes. SEULE elle pouvait les convaincre que la famine de ce premier hiver d'après-guerre n'était pas imputable au gouvernement, mais était la conséquence inévitable d'un bouleversement mondial (...)* et qu'on ne

pouvait y remédier que petit à petit. SEULE elle pouvait mener à une conclusion pacifique, grâce à des discussions et des pourparlers, des manifestations inconsiderées ; SEULE elle pouvait se concilier les chômeurs, diriger la Volkwehr, retenir la masse ouvrière de la tentation d'aventures révolutionnaires, qui auraient été fatales pour la république (ibid., pp. 127-128).

La condition préalable indispensable pour mener à bien une tâche aussi « gigantesque », c'était de rappeler sévèrement à l'ordre les Conseils ouvriers, comme on l'avait déjà fait pour les Conseils de soldats. Troisième stade donc : au cours du mois de janvier 1919, les *Arbeiterräte* (Conseils ouvriers) viennois et provinciaux, centres potentiels d'agitation et de révolte, furent réunis en une organisation centrale dirigée par Friedrich Adler du haut de son *Zentralrat* (Conseil central, transformé plus tard, dans un parallélisme significatif avec l'Allemagne de la fin décembre 1918, en *Reichsvollzugsausschuss*, comité exécutif d'Etat, ce qui était évidemment un titre constitutionnel plus agréable) : le réseau organisationnel ainsi étendu et centralisé devint d'une part un simple instrument de politique sociale et d'assistance, orgueil du parti du gouvernement et symbole de la puissance du mouvement ouvrier surtout à Vienne, et d'autre part et surtout l'instrument d'« *une lutte dure et difficile contre l'aventurisme communiste sur le terrain des Conseils* » (4) jusqu'à ce que — ô puissance de la démocratie ! — « ceux-ci en viennent à reconnaître que la tentative d'instaurer une dictature des Conseils en Autriche aurait signifié, *étant données les circonstances* [c'est toujours de cette façon que le centrisme se justifie], ni plus ni moins que le *suicide de la révolution*. L'autorité des Conseils

(4) La « lutte dure et difficile » contre les communistes, écrit Bauer par ailleurs avec des accents impayables, « fut résolue non pas par les armes, mais *im Ringen der Geister*, par le duel des esprits ! ». Dans l'ombre, les Stahremberg, les Dollfuss, les Schuschnigg et enfin les nazis se préparaient à tout autre chose qu'à des duels spirituels contre les communistes surtout, comme il est de règle, mais aussi contre les ex-laquais stupides, social-démocrates et centristes.

transmit (5) cette certitude aux masses ouvrières : la dictature des Conseils devient impossible parce que les Conseils eux-mêmes la refusaient » (*ibid.*, p. 139).

Préparés comme il faut par la science austro-marxiste et par l'autorité morale supérieure de Fritz Adler à remplir leur mission... anti-aventuriste, les *Arbeiter-räte* soumièrent à la même discipline démocratique rigoureuse ce qui restait des *Soldaten-Räte* (Conseils de soldats) : « *Du moment que les Conseils ouvriers refusaient la dictature des Conseils, cette décision neuve de l'idéologie conseilliste [d'où il résulte que « l'idéologie conseilliste » implique le rejet de la dictature des Conseils] signifia le refus de la dictature des Conseils également de la part de la Volkswehr* », s'exclame Otto Bauer avec des accents de triomphe ; et pour démontrer avec quelle aisance s'effectua le processus de transmission de l'idéologie contre-révolutionnaire, et comment les pièces de la mosaïque prirent leur place dans un dessein unique et rationnel, il raconte comment, après les graves désordres du 18 avril, quand des masses manifestantes d'anciens combattants, d'invalides et de chômeurs se rassemblèrent autour du palais du parlement (la Volkswehr montra à cette occasion... qu'elle ne savait pas faire assez de morts), mais surtout après le putsch communiste de Bettelheim le 15 juin et l'effondrement de la république soviétique hongroise le 1^{er} août (6), le grand stratège Julius Deutsch n'eut pas de mal d'abord à obtempérer à la demande de dissolution partielle de la milice populaire faite par la Commission alliée, puis à « la désarmer et la dissoudre » en bloc et d'un seul coup. Le cycle s'était heureuse-

(5) Quand il s'agit d' « importer » dans les masses une idéologie réactionnaire, la théorie de la « courroie de transmission » tant décriée par les réformistes s'applique évidemment...

(6) Bauer a le front de se vanter de l'« aide » fournie par la social-démocratie autrichienne à la république soviétique moribonde de Hongrie : « Nous ouvrimmes une légation et une représentation commerciale, nous signâmes un traité de commerce et nous permîmes à la Hongrie d'acquérir de grandes quantités de produits autrichiens » (*ibid.*, p. 138). L'internationalisme austro-marxiste ne peut se mesurer qu'en termes d'échanges mercantiles — équitables, bien sûr !

ment conclu sur le plan politique comme sur le plan militaire : les institutions de la démocratie — le Parlement et l'Armée — étaient sauvées. Mais le rétablissement de l'ordre, la sauvegarde de la propriété privée et le refus de toute « aventure » exigeaient encore une mesure : le rétablissement de « la discipline du travail détruite », au moyen de la conversion des Conseils d'usine, qui s'étaient constitués après novembre sur une très grande échelle, en « organes indispensables de la production ». Nous arrivons au quatrième stade. Citant avec fierté le témoignage d'un inspecteur après un an d'expérience pratique (et s'agissant d'un fonctionnaire des Hasbourg, on peut être sûr que ses calculs étaient exacts), Bauer écrit : « Dans un grand nombre d'usines parmi les plus importantes, les *Betriebs-räte* (Conseil d'usine) maintiennent la discipline la plus sévère parmi le personnel et appuient de ce point de vue les directions : dans de nombreux cas, ils ont infligé des amendes pour tout relâchement de la discipline ; faire peser la menace d'amendes, administrer les sommes ainsi recueillies et en faire bon usage, telle est une des tâches des conseils d'usine » ; et il conclut : « *Les chefs d'entreprise durent accorder aux Conseils d'usine une influence d'autant plus grande qu'ils reconnaissent que seule cette influence rendait possible le rétablissement de la discipline du travail. C'est ainsi que, petit à petit, on mit un terme à l'anarchie dans laquelle la révolution nous avait précipités* » (*ibid.*, pp. 168-169).

Mais il ne suffisait pas de transformer les Conseils d'usine en organes disciplinaires, puis en précieux centres de constitution et d'administration de coopératives de consommation florissantes, en pivots indispensables du ravitaillement des villes, en institutions locales de protection contre les accidents, en dociles instruments d'instauration de « bons rapports entre ouvriers et employés » : il fallait aussi que l'austro-marxisme leur donne, dans le même temps, un cachet idéologique en les présentant comme des noyaux embryonnaires de la société future, dans un style tout à fait ordonoviste : « *En tant que grandes écoles d'autogouvernement prolétarien dans le procès de production, les Conseils d'usine représentent un stade préliminaire (Vorstufe) du mode de production socialiste. C'est pourquoi leur naissance et leur dé-*

veloppement sont beaucoup plus importants pour la mise en route vers l'ordre social socialiste qu'une expropriation violente dont le résultat serait une structure étatique ou municipale à direction bureaucratique ». L'austro-marxisme faisait ainsi d'une pierre deux coups : il s'évitait la peine de procéder à des expropriations, violentes de surcroît, et se prémunissait contre le... bureaucratisme bolchevique. Qu'on aille après cela prétendre qu'il n'a pas été le père des plus récentes versions du « pouvoir ouvrier », du « pouvoir à l'usine », du « pouvoir partout » — *sauf* dans le centre vital, l'Etat !

Le premier point de la théorie révolutionnaire austro-marxiste était le suivant : « Le véritable, le plus difficile problème de la révolution n'a pas été (et ne sera donc jamais) de freiner et de retenir par des *moyens violents* les masses affamées, désespérées, agitées par les passions déchaînées par la guerre et la révolution, mais de faire en sorte, avec des *moyens spirituels*, que par des décisions issues d'une libre reconnaissance (*freie Erkenntnis*) les masses ne dépassent pas les limites mises à la révolution par la misère économique et l'impuissance économique et militaire » (*ibid.*, p. 183). Sur la base de cette doctrine mirobolante était née une « *nouvelle démocratie* » annonciatrice de toutes les « nouveautés » qu'en matière de démocratie le réformisme a depuis lors produites à intervalles réguliers, avec une « originalité » proche de la monotonie.

Le second point était que dans cette « *nouvelle démocratie* » le parti social-démocrate ne pouvait, *par la force des choses*, prétendre gouverner tout seul : « aucun gouvernement n'était possible sans et contre les représentants des ouvriers ; aucun gouvernement n'était possible sans et contre les représentants des paysans » ; mais peu importait que ces derniers fussent des ouailles fidèles de Monseigneur Seipel, du moment qu'ils étaient prêts à collaborer avec les représentants présumés de la classe laborieuse « sur le terrain d'une démocratie radicale, républicaine, antimilitariste et [écoutez bien !] antiploutocratique » (*ibid.*, p. 121). Ainsi était née avec tous les brevets de la haute théorie, la coalition avec cette fine fleur du « radicalisme antiploutocratique » qu'étaient les chrétiens sociaux.

Mais le centrisme ne serait pas le centrisme s'il ne trouvait une voie de sortie au plus vil des compromis, s'il n'ouvrait à la grisaille du présent la perspective enthousiasmante de lendemains aventureux, sinon aventuristes. L'équilibre instable dont parlait Trotsky en 1929 reçut dès 1919, de la part d'Otto Bauer, la sanction de son éternité... relative, dans les termes suivants : l'édifice créé par la « révolution autrichienne » n'est, c'est vrai, et c'est là que réside son originalité, « *ni* une république bourgeoise *ni* une république prolétarienne », *ce n'est pas* « un Etat de classe, c'est-à-dire l'instrument de la domination d'une classe sur l'autre, mais le résultat d'un compromis entre les classes, de l'équilibre entre les forces de classe » (*ibid.*, p. 224). Une telle solution, c'est vrai, les faits le montrent « *est la seule possible* ». Mais attention ! « elle ne supprime pas les antagonismes de classe. *Quand la situation en Europe changera, l'heure de la décision sonnera : ou bien la contre-révolution de la bourgeoisie ou bien la révolution du prolétariat* » (*ibid.*, p. 290).

Nous sommes au cœur de la question : Bauer, et l'austro-marxisme avec lui, ne sont pas naïfs au point de ne pas comprendre que l'équilibre instable existant, ne disons pas dans une situation pré-révolutionnaire (et donc éminemment dynamique) de « double pouvoir » comme celle qui paraissait pouvoir se dessiner en novembre-décembre 1918, mais même au sein d'un gouvernement de coalition comme celui qui avait alors vu le jour, et qui selon les austro-marxistes était à la fois le reflet et l'instrument de conciliation des antagonismes propres à une situation pré-révolutionnaire, ne peut durer éternellement — même si les protecteurs de l'Autriche démocratique et républicaine lui accordent, comme ils le firent, une dizaine d'années d'existence. Ils n'étaient pas naïfs au point de ne pas comprendre que tôt ou tard l'heure de la décision doit sonner sous la forme la plus aiguë du dilemme historique : contre-révolution bourgeoise ou révolution prolétarienne. Mais ils ont une manière originale de résoudre ce dilemme, qui consiste à *l'é luder* : « Notre équilibre est instable, disent-ils, donc ne le troublons pas (il donne à la puissante concentration ouvrière de la capitale le sentiment de posséder, avec le réseau immense de ses organisations, le pouvoir ; et il ne faut surtout pas que cette illusion s'évanouisse) ; mais que

les autres fassent la révolution, et nous les suivrons ». *Le centrisme est la théorie de la révolution des autres.*

Mais c'est aussi, par un retournement dialectique, la théorie de la voie ouverte à la contre-révolution dans son propre pays et dans le monde entier. Ecrivain en 1923, Bauer réitérait à Monseigneur Seipel la proposition d'un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates. Mais l'énumération des mérites passés du partenaire ouvrier dans la défense du *statu quo* commençait à ne plus guère intéresser les « représentants des paysans », même si ceux-ci étaient les derniers à sous-estimer ces mérites. N'ayant pas eu le rare privilège de suivre les cours de l'école austro-marxiste, ils savaient parfaitement qu'une révolution qui prétend avoir créé une république « ni prolétarienne ni bourgeoise » avoue par là-même qu'elle n'a justement pas été une révolution. Ils savaient qu'une « république non prolétarienne » n'est et ne peut être qu'une république bourgeoise ; que donc la contre-révolution capitaliste, loin d'attendre les développements européens, avait commencé au moment même où, en Autriche comme en Allemagne, les « représentants des travailleurs » avaient accepté de gérer l'ordre existant, soit directement, soit à la tête d'un gouvernement de coalition soutenu par un réseau serré de syndicats et de Conseils ouvriers. De cette contribution essentielle à la « renaissance » autrichienne (et allemande), la bourgeoisie avait été et continuait d'être reconnaissante aux sociaux-démocrates, austro-marxistes compris. Mais « en affaires, Messieurs, il n'y a pas place pour le sentiment » (Marx) : au fur et à mesure qu'approchait l'époque où « la tension trop forte de la lutte internationale et sociale provoque un court-circuit de dictature et fait sauter l'un après l'autre les plombs de la démocratie » (7), le problème, pour ceux que Bauer appelle pudiquement les « représentants des paysans » (mais qui étaient en réalité les représentants de la grande, moyenne et petite bourgeoisie dans son ensemble) était de plus en plus, non pas de faire la contre-révolution, mais de la parachever ; et de

la parachever de la seule façon imposée par la « crise autrichienne comme manifestation locale de la crise de la démocratie, forme fondamentale de la domination bourgeoise », c'est-à-dire à la manière autoritaire parafasciste, ou, comme en Allemagne, fasciste tout court. Rendu plus long et plus tourmenté en Autriche et en Allemagne qu'en Italie par l'existence d'un prolétariat puissamment organisé, le processus était cependant nécessaire et inévitable partout, et il s'accomplit avec comme effet secondaire l'écrasement de la social-démocratie elle-même, toute docile qu'elle fût aux intérêts du *statu quo*. Pour expliquer ce phénomène apparemment contradictoire (mais ce qui est « contradictoire », c'est la dialectique historique, et ce qui se produisit en Autriche et en Allemagne « sur une longue période » s'était déjà produit en une « période relativement brève » en Italie), il est utile de rappeler un autre passage de l'article de Trotsky déjà cité : « La social-démocratie a aidé l'Entente à venir à bout de la Révolution hongroise, elle a aidé sa bourgeoisie à sortir de la crise d'après-guerre et elle a créé pour la propriété privée ébranlée un refuge démocratique. Elle a été ainsi, pour toute la période de l'après-guerre, le principal instrument de la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière.

« Mais cet instrument est en même temps une organisation souveraine possédant une nombreuse bureaucratie et une aristocratie ouvrière indépendantes qui ont leurs intérêts et leurs revendications. Cette bureaucratie, qui est la chair de la chair de la petite-bourgeoisie, par ses idées, ses habitudes et sa façon de vivre, s'appuie cependant sur une classe ouvrière réelle et se trouve sous la menace continue du mécontentement de celle-ci. Cette circonstance est la source principale des frictions et des conflits qui se produisent entre la bourgeoisie et la social-démocratie, c'est-à-dire entre le patron et le commis.

« D'autre part, quoi qu'ait fait la social-démocratie autrichienne pour développer la classe ouvrière dans un réseau d'organisations politiques, syndicales, municipales, culturelles et sportives, les seules méthodes pacifico-réformistes [...] ne donnent pas à la bourgeoisie toutes les garanties nécessaires. [...] *Le fascisme, alimenté par la social-démocratie, est obligé de lui*

(7) La phrase est de Trotsky, en 1929 ; en 1931, ne l'oublions pas, l'Autriche sera le premier pays d'Europe à subir de façon dramatique les contre-coups de la crise américaine du « Vendredi Noir ».

fendre le crâne pour arriver au pouvoir» (8).

En repoussant les «aventures révolutionnaires», l'austro-marxisme prétendait, en plein accord avec la droite social-démocrate, épargner au prolétariat allemand la faim, le désespoir et enfin la contre-révolution; or, non seulement il ne lui a fait grâce ni de la faim ni du désespoir de longues années de tourments, mais il a finalement rendu possible ce couronnement de la contre-révolution capitaliste qu'est le fascisme. Il l'a rendu possible d'abord en volant au secours de l'ordre bourgeois vacillant, puis en désarmant les ouvriers de deux façons: en réagissant à la menace fasciste par la revendication pleurnicharde du «désarmement» des milices parallèles illégales, et en berçant la classe ouvrière autrichienne (une classe ouvrière que l'Etat bourgeois devra cependant mitrailler en 1927 et canonner en 1933 pour parvenir enfin à la dompter) au moyen de cette formule que rappelle Trotsky: «Nous voulons une évolution pacifique, mais si

l'ennemi perd la tête et nous attaque, alors...». Formule qui «semble très sage et très réaliste [...], mais qui est en réalité un piège pour les ouvriers, car elle les tranquillise, les endort et les trompe» (9), et qui n'est qu'une variante de la doctrine défaitiste et capitularde résumée dans le «Que les autres fassent le premier pas!», excuse commode pour n'en faire aucun de son côté, ni aujourd'hui ni plus tard.

C'est là — nous aurons l'occasion d'y revenir — le sens profond de la nécessaire convergence, au nom et dans l'intérêt de l'ordre établi, entre la social-démocratie et le fascisme. Le suicide final de cette social-démocratie, loin de nous attrister, pourrait même nous réjouir, s'il représentait autre chose qu'un accident dans la réalisation de sa tâche consistant à livrer les prolétaires pieds et poings liés sous le couperet du fascisme. Ainsi le mâle de la mante religieuse n'est-il tué par la femelle qu'après avoir assuré par la fécondation la survie de sa race féroce...

(8) Trotsky, *op. cit.*, pp. 295-297.

(9) Trotsky, *Où va la France?*

The International Communist Party

What distinguishes the International Communist Party is the integral reaffirmation of the Marxist doctrine — restored by Lenin and forming the basis of the foundation of the Third International — as the *only* and *compulsory* path to the emancipation of the working class and consequently to socialism.

This path has its beginning in the reality of the incurable antagonism between the productive forces and the bourgeois relations of production, which is the basis of the no less incurable antagonism between the capitalist class and the working class. It passes through the revolutionary destruction of the bourgeois state to the establishment of the proletarian dictatorship; this dictatorship is the instrument for defending the conquered power and repressing the attempts by the defeated class to reconquer it, and it also is the weapon for despotically intervening in the economy in order to initiate its transformation from capitalism to socialism.

The indispensable organ for preparing the working class for the revolutionary conquest of power and for the exercise of dictatorship after that conquest can only be the party. It has in its doctrine the general vision not only of communist society, the material basis of which is created by capitalism itself, but also of the historical path leading towards its realization; it embodies in its program the permanent, international interests of the class which is called upon to be the midwife of the new society; and it establishes, according to those aims and interests, its own invariant strategy, its own well-defined tactics and its own rigorously centralized organization. These strategy and tactics — the basic foundation of which was consistently defended in the West solely by the Communist Left (the founders of the Communist Party of Italy in 1921) in their struggle against the Stalinist deterioration of the International — are necessarily anti-democratic and anti-parliamentary, anti-gradualistic and anti-reformist, anti-collaborationist and anti-nationalist. They are therefore directly opposed not only to classic reformism but also to its Stalinist variety (whether it be « Russian » or « Chinese ») and to the related theorizations of socialism in one country, national peaceful ways

to socialism, interclass blocs, and democratic and antifascist popular fronts in peace or in war. On the other hand, they clearly differentiate themselves from the conceptions of a number of currents which recognize or pretend to recognize the necessity of revolutionary violence and of class dictatorship but which fall back, in their critic of Stalinism, into the negation of the central role of the communist party in the proletarian revolution; in negating this they destroy the basis for the proletariat's preparation of the revolutionary assault and for the establishment and exercise of the red dictatorship and of red terror.

The necessity of defending and proclaiming this monolithical construction — no part of which can be abandoned without the whole collapsing — is confirmed by the fall of the parties of the Second International into the *Union Sacrée* during the first imperialist war and into open democracy and ministerialism between the wars; it is also demonstrated by the catastrophe of the Stalinized Third International and by the world triumph of an imperialism in democratic clothing and of its pillar and policeman, the United States. The international vanguard of the proletariat, the single world Communist Party, can be recreated and reorganized only around this theoretical and programmatic construction, if a way is to finally be open out of the longest and most terrible counter-revolution of contemporary history.

SOME PUBLICATIONS OF THE ICP

● HISTORY OF THE COMMUNIST LEFT

A comprehensive reappraisal of the formative process of a revolutionary Left wing within the Italian Socialist Party which gave rise to a definitely communist group. This group expressed the tendency which led towards the foundation of a party fulfilling all requirements established by the historical experience of Bolshevism and as stated by the Third International. Documentation is given supporting the essential statement that the theoretical and practical activity displayed by the real founders of the Communist Party of Italy, was a consistent application of some critical points of Marxist strategy and tactics — as restored by Lenin's work — to a specific and indeed typical western situation.

— In Italian only :

— *Storia della Sinistra comunista* - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages, \$ 7 or £ 3.00.

— *Storia della Sinistra comunista* - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages, \$ 9 or £ 4.00. [Chapters 8 and 9 of this volume, dealing respectively with « The Marxist Left of Italy and the International Communist Movement » and « The Second Congress of the Communist International » have been translated into French in nos. 58, 59 and 60 of our international theoretical review « Programme Communiste » — see the list of publications in French].

● THE FUNDAMENTALS OF REVOLUTIONARY COMMUNISM

The fundamentals of revolutionary communism defended against all anarchist and spontaneist deviations.

- In English: *The Fundamentals of Revolutionary Communism* - ref. A 1 - \$ 1.00 or 40 p.
- In Spanish: *Los fundamentos del comunismo revolucionario* - ref. E 1 - \$ 1.00 or 40 p.
- In Italian: *I fondamenti del comunismo rivoluzionario* - ref. I 1 - \$ 1.80 or 70 p.

● PARTY AND CLASS

Party and Class: the Theses on the Role of the Communist Party in the Proletarian Revolution Approved by the Second Congress of the Communist International (1920), and some contributions by the Communist Left on the relationship between party and class, such as «Party and Class» (1921), «Party and Class Action» (1921), «Proletarian Dictatorship and Class Party» (1951).

- In English: *Party and Class* - ref. A 2. in preparation
- In French: *Parti et classe* - ref. F 2. in preparation
- In German: *Die Frage der Revolutionären Partei* - ref. D 1 - \$ 1.00 or 40 p.
- In Spanish: *Partido y clase* - ref. E 3 - \$ 2.00 or 80 p.
- In Italian: *Partito e classe* - ref. I 4 - \$ 3.80 or £ 1.50.

● IN DEFENSE OF THE CONTINUITY OF THE COMMUNIST PROGRAMME

The theses of the Communist Left, of the Communist Party of Italy, and of the International Communist Party from 1920 up to today with a historical presentation and commentary. Includes: Theses of the Communist Abstentionist Fraction of the Italian Socialist Party (1920); Theses on the Tactics of the Communist Party of Italy (Theses of Rome, 1922); The Tactics of the Communist International — draft theses presented by the Communist Party of Italy at the Fourth World Congress (Moscow, 1922); Theses Presented by the Left at the Third Congress of the Communist Party of Italy (Lyon, 1926); Nature, Function and Tactics of the Revolutionary Party of the Working Class (1945); The Party's Essential Theses (1951); Considerations on the Organic Activity of the Party when the General Situation is Historically Unfavourable (1965); Theses on the Historical Task, the Action and the Structure of the World Communist Party (1965); Supplementary Theses on the Historical Task, the Action and the Structure of the World Communist Party (1966).

- In French: *Défense de la continuité du programme communiste* - ref. F 7 - \$ 3.50 or £ 1.50.
- In Italian: *In difesa della continuità del programma comunista* - ref. I 2 - \$ 3.00 or £ 1.20
- In Portuguese: The Party's Essential Theses of 1951 are published under the title: *Teses características do partido - Bases de adesão* - ref. P 1 - \$ 0.75 or 30 p.

● LENIN'S « LEFT-WING COMMUNISM », A CONDEMNATION OF THE FUTURE RENEGADES

An extensive commentary on Lenin's « Left-wing Communism, An Infantile Disorder », as an indictment of all future renegades.

— In French : La « maladie infantile », condamnation des futurs renégats - ref. F 5 - \$ 1.20 or 50 p.

— In Italian : « L'estremismo, malattia infantile del comunismo », condanna dei futuri rinnegati - ref. I 5 - \$ 3.00 or £ 1.20.

● COMMUNISM AND FASCISM

A collection of basic writings of the Communist Party of Italy during the 1921-24 period (when it was led by the Left) in the struggle against fascism, which is defined not as a foe of parliamentary democracy but simply as the completion of it in its work of anti-proletarian repression; it characterizes fascism primarily by its effort to politically and economically unify and centralize the bourgeois system.

— In French : Communisme et fascisme - ref. F 1 - \$ 2.00 or 80 p.

See also the complete list of publications and periodicals in the following page.

For all orders, please add 10 % for postage, and pay with an international money order or cheque to F. Gambini, or by payment to account n° 9831-14 - M. Gambini - Banque Nationale de Paris, 20, boulevard de Vaugirard, Paris-15°.

For all correspondence and orders, write to :

Editions Programme
20, rue Jean-Bouton,
75012 Paris (France).

le prolétaire

Journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro: 1 F - 10 FB - 150 Lires - 0,80 FS

Abonnement annuel: 20 F - 200 FB - 2.500 Lires - 14 FS

programme communiste

**revue internationale trimestrielle
international quarterly review**

Le numéro: 6 F - 60 FB - 900 Lires - 4 FS

Price per copy: 60 p. - \$ 1.25

Abonnement annuel: 24 F - 240 FB - 3.600 Lires - 16 FS

Yearly subscription: £ 2.40 - \$ 5.00

il programma comunista

Journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro: 1 F - 10 FB - 100 Lires - 0,80 FS

Abonnement annuel: 20 F - 200 FB - 2.500 Lires - 14 FS

el programa comunista

publication trimestrielle / quarterly

Le numéro: 2 F - 20 FB - 300 Lires - 1.50 FS

Abonnement annuel: 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 6 FS